

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 30. Janvier-février 2008. **Prix : 1,5 €** Prix de soutien : 2 €.

**APRÈS LA DÉFAITE DES LUTTES DE
L'AUTOMNE TRAHIES PAR LES DIRECTIONS
SYNDICALES...**

LE MEDEF ET SARKOZY LANCENT UNE OFFENSIVE D'ENSEMBLE CONTRE LES ACQUIS DES TRAVAILLEURS

Pour faire le bilan et préparer les prochaines luttes, il faut :

- Une coordination nationale des syndicats et des collectifs de militants syndicaux de classe
- Une nouvelle organisation étudiante rassemblant tous les grévistes et les syndicats de lutte dispersés
- Le rassemblement des forces qui se réclament de la révolution dans un nouveau parti réellement anti-capitaliste, c'est-à-dire révolutionnaire
- Le renforcement des noyaux marxistes-trotskyistes

Résolutions du 2^e Forum du

**Syndicalisme de
classe et de masse**

*Maladies professionnelles,
stress, accidents du travail...*

**Les formes actuelles de
la souffrance au travail**

Histoire

**Les mineurs anglais,
une avant-garde vaincue
par la bourgeoisie**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoraliste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 29 (nov.-déc. 2007) : 240 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 4300 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr — Site Internet : http://groupecri.free.fr
Comité de rédaction : Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Gaston Lefranc, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant articles, témoignages et documents.

APRÈS LA DÉFAITE DES LUTTES DE L'AUTOMNE, L'HEURE EST AU BILAN, À LA CLARIFICATION POLITIQUE ET AU REGROUPEMENT DE L'AVANT-GARDE POUR PRÉPARER LA PROCHAINE PHASE DE LUTTES

Les souhaits communistes révolutionnaires pour 2008, qui ne sauraient être que des objectifs politiques réalistes, se doivent d'être lucides. Nul ne peut connaître encore toutes les conséquences des défaites de l'automne 2007. Mais il est clair qu'elles sont déjà graves pour la classe ouvrière et la jeunesse. La forte grève reconductible d'un des bastions les plus combatifs des vingt-cinq dernières années, les cheminots, a été défaite. Les salariés d'EDF-GDF, eux aussi battus sur leur régime spécial de retraites, et les fonctionnaires mobilisés le 18 octobre, puis le 20 novembre, n'ont pas réussi à imposer une véritable grève dans leurs secteurs. La grève courageuse des étudiants, bloquant pendant près de six semaines plus de la moitié des universités, a échoué, contrairement à la précédente contre le CPE en 2006, et s'est soldée par une répression très dure. Enfin, avec l'organisation le 19 décembre de la « conférence sociale » entre directions syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), patronat (MEDEF, CGPME, UPA) et État (représenté par Sarkozy en personne, une première dans l'histoire de la V^e République), un pas supplémentaire a été franchi dans l'intégration des syndicats historiques du mouvement ouvrier à la politique du patronat et du gouvernement. Comme l'écrivait Sarkozy lui-même le surlendemain aux « partenaires sociaux », « la réunion que j'ai tenue avec vous le 19 décembre (...) est une première dans notre pays. Elle nous a permis d'identifier ensemble, État, syndicats et patronat, les principaux thèmes à l'ordre du jour de l'agenda social 2008 dans les domaines de l'emploi, du pouvoir d'achat et des relations sociales. Pour chacun de ces thèmes, nous avons défini un calendrier et une méthode de travail. » Cette association des syndicats au calendrier et à la méthode du gouvernement pour détruire les acquis sociaux, définit ce qu'un chroniqueur du *Monde*, Michel Noblecourt, dans l'édition du 26 décembre, a appelé le « social-sarkozysme » : celui-ci vise à imposer

« un ambitieux remodelage des relations sociales » — autrement dit, comme le déclarait Sarkozy dans ses vœux aux Français le 31 décembre, à « dépasser les vieux clivages partisans ». Et *Le Figaro* du 17 décembre allait jusqu'à se demander si le « dialogue social » à la sauce Sarkozy ne serait pas un « piège » pour les syndicats... En fait, la collaboration des directions syndicales au « social-sarkozysme » ne saurait donc être, pour les travailleurs, qu'une nouvelle social-trahison.

Les travailleurs ont été défaits par trahison, mais non écrasés

En même temps, les travailleurs des différents secteurs mobilisés cet automne, et même les cheminots, n'ont pas été écrasés par le gouvernement : leur défaite s'explique avant tout, précisément, par la trahison des directions syndicales. Celles-ci, en effet, ont liquidé la grève et toute perspective de convergence des luttes en sacrifiant les revendications de la base sous prétexte de « négociation » quelques miettes : c'est ce qu'ont dénoncé de nombreux syndicats et militants syndicaux de base, notamment la bonne centaine de syndicalistes réunis le 12 janvier dans le cadre du « Forum du syndicalisme de classe et de masse » (cf. ci-dessous la résolution adoptée sur le bilan des luttes de l'automne, ainsi que d'autres documents syndicaux dénonçant la trahison). De plus, les fonctionnaires, notamment, n'ont pas encore réellement combattu et la grève des hospitaliers pour le paiement de leurs 23 millions d'heures supplémentaires non réglées montre, en ce début d'année, que les potentialités de lutte existent. Même chez les cheminots et les étudiants, des minorités conséquentes voudraient reprendre la grève... La situation n'est donc nullement comparable à ce stade avec, par exemple, celle de l'Angleterre au début des années 1980¹ : de nouvelles

luttes peuvent avoir lieu dans la prochaine période et, en ce sens, la classe ouvrière a perdu une bataille contre Sarkozy, mais non la guerre.

La collaboration de classe a renforcé Sarkozy

Cependant, le fait est que l'expérience de novembre-décembre 1995 ne s'est pas renouvelée : **le gouvernement sort victorieux de sa première épreuve de force sociale, donc politiquement renforcé face à la classe ouvrière** (s'il perd en « popularité » officielle, cela ne constitue pas, à ce stade, un changement qualitatif de la situation). C'est d'autant plus vrai qu'il n'a pas plus d'adversaires à sa taille parmi les partis politiques que dans les directions syndicales : le PS est en accord sur le fond avec ses réformes, se contentant de critiquer la forme, voire le style présidentiel. C'est pourquoi, quelques jours après la trahison de la grève des cheminots par la direction de la CGT, et alors que la direction de SUD-Rail, malgré ses ambiguïtés (notamment sa participation aux pseudo-« négociations »), se prononçait pour la poursuite de la grève, François Hollande n'a pas hésité à se réjouir de « l'évolution réformiste de la CGT » (c'est-à-dire son acceptation des contre-réformes) et à déclarer que « le syndicalisme que l'on doit combattre, c'est celui de SUD » (*Ouest-France*, 26 novembre). Quant à la direction du PCF, ses pleurnicheries sur la politique de Sarkozy ne sauraient masquer son refus de la combattre réellement : de fait, depuis l'automne, elle consacre l'essentiel de son énergie à la préparation des municipales en alliance avec le PS pour garder quelques élus et essayer ainsi de sauver son appareil.

C'est pourquoi le gouvernement peut annoncer tranquillement le passage à 41 annuités pour tous (y compris les salariés des régimes spéciaux, en pleine prétendue « négociation » !); un nouveau « traité européen » semblable à celui rejeté par

¹ Cf. ci-dessous l'article de G. Lefranc.

référendum en mai 2005 ; des mesures frontales contre le contrat à durée indéterminée (CDI) et contre les statuts de la Fonction publique, dans le sens de l'individualisation ; la généralisation des dispositions des lois Aubry (votées par le PS et le PCF) qui permettraient déjà l'annualisation du temps de travail par des accords d'entreprise ; la vente des HLM aux spéculateurs — sans parler du renoncement à toute promesse concernant le pouvoir d'achat alors que l'inflation s'aggrave sous l'effet de la crise financière et que Sarkozy, valet du patronat, se livre à un étalage écœurant des richesses dont ses maîtres veulent bien le récompenser... Comme l'écrit l'éditorialiste du *Figaro* au lendemain de la conférence de presse présidentielle du 8 janvier, la « méthode » de Sarkozy « se résume en une formule simple "changer tout en même temps". C'est évidemment à l'opposé de la méthode des petits pas dont Jacques Chirac s'était fait l'adepte (...). Face aux blocages de l'administration et aux pesanteurs sociologiques [c'est-à-dire surtout à la résistance des travailleurs, NDR], seules des réformes "tous azimuts" peuvent faire bouger les lignes. » Cette détermination du gouvernement à mener une politique globale, cohérente et rapide, vérifiant dans la pratique l'évolution du rapport de force social entre les classes indiqué par l'élection présidentielle, pèsera de toute façon très fortement sur les luttes à venir. Et ce ne sont pas les nouvelles « journées d'action » catégorielles et sans perspective du 22 janvier ou du 24 qui y changeront quelque chose : la première est destinée à « continuer à peser sur les négociations » concernant les régimes spéciaux sur la base de la réforme gouvernementale et la seconde prétend servir à faire pression pour l'augmentation des salaires des fonctionnaires, mais ne s'inscrit dans aucun plan de mobilisation capable de réaliser un véritable rapport de force et ne définit pas de revendications claires concernant les attaques de Sarkozy contre les statuts. En les convoquant, les directions syndicales n'ont en vérité pas d'autre but que de faire semblant de mobiliser non pour gagner, mais pour ramener quelques voix à leurs amis politiques du PS et du PCF à quelques semaines des municipales et pour garder leurs strapontins dans les « conférences » et

autres « tables rondes » pilotées par le gouvernement.

Propositions pour préparer la prochaine phase de luttes

Les vœux du Groupe CRI pour 2008 sont donc naturellement que la classe ouvrière et la jeunesse combative (étudiants et lycéens grévistes, révoltés des quartiers populaires) repartent au combat, réalisent leur unité interprofessionnelle malgré et contre la politique des directions syndicales, s'engagent dans la voie de la grève générale et infligent ainsi une défaite majeure à Sarkozy. Mais, pour contribuer à réaliser cet objectif, il faut dans l'immédiat avancer des propositions concrètes, en tirant le bilan de la première phase de luttes, en procédant à la clarification politique. Cela est indispensable pour préparer au mieux les prochains combats de classe, que les attaques globales et profondes du gouvernement rendent inévitables, tôt ou tard, sous une forme ou sous une autre. C'est pourquoi il faut approfondir les discussions et réaliser des pas en avant concrets dans le regroupement des travailleurs, jeunes et militants d'avant-garde, qu'ils soient déjà organisés ou non :

• **Pour une coordination nationale des syndicats et collectifs de militants syndicaux de lutte de classe**, capable de contribuer à la mobilisation des travailleurs et d'intervenir systématiquement contre la collaboration de classe des directions à l'intérieur de nos syndicats CGT, FSU, SUD, FO, etc. Le succès des Forums du syndicalisme de classe et de masse du 26 mai 2007 comme du 12 janvier 2008, la conscience de la trahison des luttes qui se développe parmi les travailleurs combatifs et la progression de l'idée même d'un courant intersyndical de lutte de classe chez de nombreux militants (dont témoigne la direction de la LCR, quoique seulement en paroles à ce stade) sont des points d'appui réels pour avancer concrètement dans cette voie, pour aider les travailleurs à se réapproprier leurs syndicats, instruments de défense élémentaires et permanents légués par les générations ouvrières précédentes. De ce point de vue, les principales organisations d'« extrême gauche » (LCR, LO et PT) ont une responsabilité considérable : étant

donné les milliers de militants syndicaux qu'elles organisent ou influencent, elles auraient de toute évidence les forces suffisantes pour mettre rapidement sur pied un courant intersyndical de classe d'une taille significative, à plus forte raison si elles le font ensemble. Tout le problème est donc de savoir si elles en ont la volonté politique... et donc si elles veulent réellement lutter contre les directions syndicales. La LCR reconnaît en paroles la justesse d'une telle orientation : il faut donc qu'elle passe des paroles aux actes, et cela implique qu'elle dénonce et combatte enfin frontalement la politique des directions syndicales (y compris la FSU !). LO a aussi une grande responsabilité, notamment en raison de son implantation assez importante dans les entreprises privées. Mais il faut qu'elle cesse de sous-estimer gravement le poids de la politique traître des directions syndicales dans les défaites et d'en rejeter la responsabilité sur les travailleurs, jugés trop peu combatifs : parmi ceux qui se sont mobilisés cet automne et ces dernières années, beaucoup répondraient présents si des centaines de militants syndicaux s'organisaient en courant intersyndical de lutte de classe pour préparer les prochaines luttes et combattre la ligne collaboratrice des bureaucrates ! Quant au PT, sa responsabilité n'est pas moindre, car il organise des centaines de militants syndicaux combatifs. Cependant, il le fait depuis des années de façon sectaire (avec ses seuls sympathisants) et sans affronter réellement les directions syndicales (en particulier l'appareil de FO), sous prétexte de défendre les syndicats (alors que ce sont bien leurs dirigeants qui les dénaturent aujourd'hui !). — Cependant, il ne s'agit pas d'attendre que les directions de la LCR, de LO ou du PT se décident : tout en les poussant à constituer un courant intersyndical de lutte de classe, les militants de ces organisations peuvent rejoindre sans attendre ceux qui se battent déjà en ce sens...

• **Pour la création d'une nouvelle organisation étudiante de lutte**, qui permette à tous les étudiants mobilisés cet automne de continuer leur combat dans un cadre pérenne, de capitaliser les acquis de leur expérience et de leur conscience et de dépasser par là même l'éparpillement des actuelles

organisations étudiantes de lutte (SUD-Étudiant, FSE, TUUD de l'UNEF, CNT, syndicats locaux...), si préjudiciable au syndicalisme et aux luttes des étudiants. La question d'une organisation lycéenne de lutte, à la fois autonome et liée à celle des étudiants, se pose également.

• *Pour le rassemblement des forces qui se réclament de la révolution dans un nouveau parti réellement anticapitaliste, c'est-à-dire révolutionnaire,* totalement indépendant du PS bourgeois et du PCF « anti-libéral » satellisé par le PS, mais rompant aussi avec l'opportunisme et/ou le sectarisme des actuelles organisations d'extrême gauche : seul un tel parti serait capable de convaincre les syndicalistes de lutte, les travailleurs combatifs et les jeunes révoltés de s'organiser

politiquement pour combattre de façon plus efficace et développer leur conscience de classe. Au moment où la direction de LO s'enfoncé encore davantage dans le sectarisme et l'opportunisme électoral, et où celle du PT, avec son prétendu « nouveau parti ouvrier », renonce même en paroles à tout projet révolutionnaire, la direction de la LCR a, quant à elle, lancé un projet de « nouveau parti anticapitaliste » : elle affirme vouloir « rassembler tous les anticapitalistes et révolutionnaires », mais refuse toujours de dire clairement si elle veut fonder un parti révolutionnaire, réformiste ou ambigu (et, soit dit en passant, elle ne répond toujours pas aux demandes de discussion du Groupe CRI...). C'est pourquoi il faut continuer à faire progresser l'idée qu'un tel parti doit être clairement révolutionnaire, c'est-à-dire lutter

politiquement contre les réformistes et les bureaucrates syndicaux et défendre haut et fort, dans les luttes comme dans le cadre de la campagne pour les municipales, le programme communiste d'un gouvernement des travailleurs par et pour eux-mêmes.

• *Pour le renforcement des noyaux marxistes-bolchéviques-trotskystes, dont le Groupe CRI,* qui doivent jouer pleinement leur rôle, sans esprit de secte ou de routine, en intervenant concrètement dans la lutte de classe comme dans les processus vivants (quoique partiels) de reconstruction du mouvement ouvrier syndical et politique à l'échelle nationale et, dès que possible, internationale.

Ludovic Wolfgang

LE PLAN D'ENSEMBLE DU MEDEF ET DE SARKOZY CONTRE LES PRINCIPAUX ACQUIS DES TRAVAILLEURS

Le MEDEF et le gouvernement attaquent de front tous les dossiers : dans le cadre de l'« agenda 2008 », un vaste ensemble de « réformes » doit être bouclé avant l'été. Dans tous les cas, la méthode est la même : des « négociations » sont organisées entre le patronat et les directions syndicales (il y en a une ribambelle, sur tous les sujets, depuis fin septembre) et, si elles ne débouchent pas sur un accord, c'est le gouvernement qui prendra ses « responsabilités » en faisant passer une loi. Mais, dans tous les cas, le contenu de ces « négociations » a été fixé par le patronat et le gouvernement, dans le cadre de la politique commune des bourgeoisies européennes et selon la méthode définie tant par l'Union européenne que par la loi sur le « dialogue social » du 31 janvier 2007, visant à faire des syndicats des co-élaborateurs des contre-réformes¹. Le président-

bonaparte Sarkozy déclarait ainsi dans son discours au Sénat le 18 septembre dernier : sur tous les dossiers, « *je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai ni sur les objectifs ni sur les principes* ». C'est pourquoi la participation des organisations syndicales à ces discussions dont les « objectifs » et les « principes » sont établis par le MEDEF et Sarkozy, quand bien même certaines ne signent finalement pas d'accords avec le patronat, est en elle-même de la collaboration de classe : la régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !

Attaques contre les droits liés au contrat de travail

L'un des dossiers majeurs de la rentrée sociale est la « négociation » entre les syndicats et le patronat

concernant le droit du travail, à commencer par le contrat de travail. Le cadre en est la « stratégie de Lisbonne » élaborée en 2000 au niveau européen : il s'agit de « moderniser le marché du travail » en introduisant la « flexisécurité », c'est-à-dire avant tout en facilitant la rupture patronale du contrat de travail.

On se souvient que l'idée de contrat unique a cheminé un temps dans la tête de Nicolas Sarkozy et de François Fillon. Il s'agissait de fusionner tous les contrats en un CDI comprenant des « procédures de rupture simplifiées ». Mais, au-delà de l'inconvénient, pour le patronat, de supprimer purement et simplement les CDD, une mise en cause aussi frontale du CDI en général a sans doute été jugée politiquement trop dangereuse à ce stade par le MEDEF et le gouvernement. C'est pourquoi la « réforme » du contrat de travail prend une tournure différente, avec l'accord du 11 janvier approuvé par toutes les organisations patronales et syndicales, à l'exception de la CGT (qui a cependant participé à toutes les « négociations » et même au « diagnostic commun » censé justifier la réforme). La direction de la CFTC prétend qu'il s'agirait d'un accord « acceptable », celle de la CFDT que c'est un accord « équilibré » et Mailly,

¹ La loi du 31 janvier 2007 oblige le gouvernement à organiser « une concertation préalable avec les organisations syndicales » pour tout projet de réforme concernant le droit du travail, avec l'objectif de « diagnostics partagés » et d'un « calendrier » de discussions commun. De même, dans le texte sur les « principes communs de flexisécurité » adopté par le sommet européen du 14 décembre, par exemple, on peut lire : « La

flexisécurité exige un climat de confiance et un vaste dialogue entre tous les intéressés, dans lequel tous sont prêts à assurer la responsabilité du changement (...). Si les autorités publiques ont une responsabilité générale en la matière, l'action des partenaires sociaux dans la conception et la mise en œuvre des politiques de flexisécurité, à travers le dialogue social et les négociations collectives, est d'une importance capitale. »

pour FO, va jusqu'à parler d'un « *bon compromis* ». Qu'en est-il en réalité¹ ?

Certes, le texte réaffirme que le motif d'un licenciement doit être « *réel et sérieux* » et sa traduction législative devrait impliquer l'enterrement du CNE, mais celui-ci était en fait déjà mort, la plupart des cas de rupture par le patronat ayant été invalidés par les tribunaux : invoquer cet aspect pour justifier la signature du texte, comme le fait FO, est donc d'une immense hypocrisie. Certes aussi, la création d'une prime forfaitaire pour les chômeurs de moins de 25 ans ayant déjà travaillé semble une avancée, mais cela ne répare pas l'inégalité inacceptable consistant à exclure les jeunes d'indemnités telles que le RMI. Certes encore, l'utilisation des heures acquises pour le droit individuel à la formation pendant la période de chômage ou dans le nouvel emploi, semblent améliorer la situation, mais il s'agit aussi d'un approfondissement de l'individualisation de ce droit naguère collectif, au prix d'une pression accrue du patronat sur les conditions de sa réalisation effective.

Ces améliorations en trompe-l'œil ne contrebalancent donc absolument pas les mesures régressives. D'autant moins que celles-ci ne doivent pas être considérées uniquement dans leur immédiateté, comme le font ceux des dirigeants syndicaux qui prétendent avoir limité les dégâts, mais aussi comme des brèches dont la nature même est de s'élargir progressivement. C'est pourquoi François Fillon considère cet accord comme « *un vrai pas vers la flexisécurité à la française* », tandis que Laurence Parisot, présidente du MEDEF, va jusqu'à le qualifier d'« *historique* ». Voici les mesures en question :

- Extension de la période d'essai maximale (2 mois pour les ouvriers au lieu d'1 en moyenne jusqu'à présent, 3 mois pour les techniciens au lieu de 2, 4 mois pour les cadres au lieu de 3) ; de plus, la codification interprofessionnelle de cette période rend possible toute nouvelle extension uniforme par décision législative, alors qu'elle était définie jusqu'à présent, de façon variable, par les conventions collectives.

- Création d'un CDD (de 18 mois à trois ans) « à objet défini » pour les ingénieurs et les cadres, qui introduit ainsi le principe de contrats définis par leur mission (et non par leur seule durée comme les CDD actuels, ne pouvant excéder 18 mois) et considérés comme normaux (alors que les CDD actuels restent théoriquement justifiés par des besoins exceptionnels de l'entreprise) ; c'est donc la porte ouverte à la disparition du CDI pour ces catégories de salariés, clairement à titre de banc d'essai pour les autres. De plus, le patronat pourra y mettre fin quand il voudra et sans la moindre procédure de licenciement après les 18 premiers mois, c'est-à-dire que le salarié pourra alors être à sa merci jusqu'à la fin du contrat, sans avoir droit à des indemnités de licenciement (les indemnités de rupture étant nettement inférieures).

- Rupture conventionnelle du contrat, c'est-à-dire séparation par consentement mutuel entre le salarié et son patron ; dans ce cas, l'indemnité que touche le salarié est au minimum égale à l'indemnité de rupture interprofessionnelle due pour un licenciement (versée à partir d'un an d'ancienneté et égale à 1/5 de mois par année de présence), c'est-à-dire inférieure à bien des indemnités conventionnelles de licenciement ; de plus, la rupture est homologuée par le directeur départemental dans un délai de 15 jours (le silence vaut homologation), ne pouvant plus alors être contestée devant les tribunaux : pour le patronat, il s'agit de diminuer les recours coûteux devant les prud'hommes qu'engendrent les licenciements francs et d'individualiser la relation avec le salarié — qui souvent ignore ses droits — avec toute la pression et la manipulation qu'elle implique dans le cadre d'un rapport fondamentalement inégalitaire.

- Mise en place d'un plafond au montant des indemnités (à déterminer par le législateur) que peut accorder le juge prud'homal en cas de licenciement sans cause « réelle et sérieuse » ; c'est donc là aussi une mesure profitant au patronat par la limitation *a priori* des décisions prud'homales.

- Complexification de la procédure de saisine du conseil prud'homal par les salariés (lettre à l'employeur, saisine du bureau de conciliation, saisine du bureau de jugement) ; il

s'agit de dissuader les salariés d'attaquer leur ex-patron.

- Renforcement du contrôle des chômeurs sur « l'effectivité » de la recherche d'emploi ; notion d'« offre valable d'emploi » et mise en concurrence de l'ANPE avec des opérateurs privés dans l'accompagnement des chômeurs.

- Introduction du patronat dans l'école : l'orientation professionnelle doit « *prendre en compte la situation du marché du travail et s'accompagner d'interventions plus systématiques de professionnels en activité, notamment de jeunes professionnels, dans les établissements d'enseignement, en liaison avec les chefs d'établissement, dans le cadre d'une amélioration des relations entre le monde de l'éducation et le monde de l'entreprise* »².

Enfin, au-delà même de son contenu immédiat et de la brèche qu'il constitue pour aller plus loin, dans une étape ultérieure, vers la liquidation des droits liés au contrat de travail, l'accord du 11 janvier doit être compris comme une nouvelle victoire méthodologique, donc politique, du MEDEF et du gouvernement qui, comme telle, les renforce encore. Cette victoire consiste dans le fait même que cet accord résulte d'une longue « concertation » entre « partenaires sociaux », qui aura duré plus d'un an (établissement d'un « diagnostic partagé » et « négociations » proprement dites). C'est ce qu'explique clairement Georges Drouin, président du Groupement des professions de services, liant à juste titre la forme et le fond : « *C'est un succès car cette négociation avait été précédée, à l'initiative de Laurence Parisot, d'une délibération sociale. Avec le travail en cours du côté du gouvernement sur la durée du travail, on a maintenant deux dispositions qui vont donner de la respiration aux entreprises.* » Quant à la rédactrice en chef du *Figaro-Économie*, Béatrice Taupin, elle fait certes de la surenchère en soulignant que « *l'accord ne révolutionne pas le droit du travail* » et qu'il n'est pas assez « ambitieux », mais elle insiste surtout, à juste titre, sur son élaboration par concertation depuis plus d'un an... et sur les « promesses » que cette

² Notons d'ailleurs que la CGT, certes non signataire de l'accord, ne critique pas du tout cet aspect.

¹ L'accord est consultable sur le site http://www.cfdt.fr/telechargement/cfdt_action/negociations/2008_11_01_texte_accord.pdf

méthode ouvre pour l'avenir : « *Que les partenaires sociaux aient tenté d'apporter ensemble de premières solutions [aux questions soulevées par leur "diagnostic commun"] est (...) une preuve de maturité. (...) Ils ont accepté de poser les questions tabou (...). Que de chemin parcouru en quelques mois de part et d'autre, même si les changements réels sont très encadrés et, pour certains d'entre eux, incertains !* » Et de conclure : « *D'évidence, les partenaires sociaux ont voulu poser un acte politique, tenter d'installer une nouvelle démocratie sociale, quitte pour ce faire à apporter des demi-réponses. C'est bien la signification des deux premières signatures syndicales, FO et CFTC. Plus que le contenu du projet d'accord, elles ont voulu conforter une démarche.* »

De ce point de vue, c'est d'ailleurs la signature de FO qui est décisive : le MEDEF et le gouvernement peuvent se réjouir d'avoir fait revenir cette confédération, à laquelle son ancien secrétaire général, Marc Blondel, avait donné une réputation de « contestation » (quoique en fait surtout verbale), dans la collaboration de classe ouvertement réactionnaire, aux côtés de la CFDT, de la CFTC et de la CGC. C'est ce que souligne à sa façon la « une » du *Figaro-Économie* le 15 janvier : « *Cruciale, la signature de FO, qui signe là son ancrage au camp réformiste délaissé de longues années, donne un poids politique à l'accord. Cela pèsera au Parlement et devrait limiter les risques juridiques.* » Autrement dit, la CFDT étant une cartouche largement grillée auprès de nombreux travailleurs depuis 1995 ou 2003, le gouvernement a réussi à trouver un « partenaire » supplémentaire pour donner à ses exigences un aval « syndical » susceptible de désamorcer la force de réaction des travailleurs...

Déréglémentation de la durée du travail

Sarkozy a fait sensation lorsqu'il a déclaré, au cours de sa conférence de presse du 8 janvier, qu'il voulait en finir avec les 35 heures. S'il a ensuite rectifié le tir en affirmant qu'il souhaitait maintenir le cadre de la durée légale du temps de travail

comme base pour la comptabilité des heures supplémentaires, son objectif n'en est pas moins clair. Il s'agit de généraliser les dispositions des lois Aubry qui permettent déjà, par des accords d'entreprise, d'annualiser le temps de travail en faisant varier sa durée hebdomadaire (avec par exemple des semaines à 32 heures et d'autres à 40), aux dépens de la rémunération majorée des heures supplémentaires (celles-ci ne sont plus alors prises au compte qu'au-delà des 1692 heures annuelles, non par semaine). Dans sa lettre aux « partenaires sociaux » du 26 décembre, Fillon va encore plus loin puisque, en plus de sa volonté de voir généraliser les accords de branche et d'entreprise atomisant la durée effective du travail, il pose la question d'un « *accord direct entre le salarié et son employeur en matière de durée du travail, notamment en matière d'arbitrage entre le travail et le repos* », c'est-à-dire que le gouvernement voudrait pulvériser toute durée commune du temps de travail, fût-elle au niveau de l'entreprise ! Corrélativement, Fillon veut supprimer tout cadrage national sur le paiement des heures supplémentaires, au profit d'accords de branches et surtout d'entreprise : « *On ne veut plus qu'il y ait de contingent imposé, on ne veut plus que le niveau des heures supplémentaires soit fixé une fois pour toutes, pour tous les salariés, quelles que soient les branches. Partout où il y aura des accords, on pourra utiliser les heures supplémentaires sans contingent, en fixant d'un commun accord leur niveau et leur volume.* » (Grand jury RTL-*Le Monde*, 13 janvier.) Bref, ce serait un coup terrible aux acquis collectifs de la classe ouvrière.

La « modernisation » du droit du travail passera aussi par l'extension du travail du dimanche, en commençant par le secteur du commerce (le patronat des grandes surfaces veut notamment faire passer de 5 à « 13 ou 15 » le nombre annuel de dimanches où le travail est autorisé). D'ores et déjà, 3,4 millions de personnes déclarent travailler habituellement le dimanche. Certains économistes comme Gilles Saint-Paul ont le front de prétendre que « *l'ouverture du dimanche sera aussi créatrice de bien-être puisque les magasins seront moins bondés* » ; ils n'ont que faire du « bien-être » des salariés qui auront à y

travailler ! Le même Saint-Paul, décidément moins charitable que l'autre, ajoute : « *Une légère hausse des prix peut survenir. C'est un peu la contrepartie à cette commodité de pouvoir accéder aux commerces le dimanche.* » Et il n'a bien sûr que faire du sondage indiquant que 75 % des salariés interrogés ne souhaitent pas travailler le dimanche : « *Selon moi, dans un pays qui compte deux millions de chômeurs et beaucoup d'étudiants qui souvent manquent de moyens, des gens sont prêts à travailler le dimanche, même à des salaires non majorés* » (*Le Monde*, supplément Économie, 11 décembre 2007). Autrement dit, il s'agit d'utiliser la situation intolérable des chômeurs et des étudiants pour leur faire accepter n'importe quel emploi et faire ainsi pression sur les salariés travaillant avec des horaires « normaux ». Évidemment, dans la plupart des cas, les salariés n'auront pas le choix, soit à cause de la crainte de perdre leur emploi, soit pour des raisons financières. Des salariés de Conforama, par exemple, sont passés de 1 400 à 1 100 euros par mois quand ils ont renoncé à travailler le dimanche. Le but du patronat et de ses valets gouvernementaux est le même depuis bien longtemps : « *Plus mes peuples travailleront, disait Napoléon en 1807, moins il y aura de vices. Je suis l'autorité [...] et je serais disposé à ordonner que le dimanche, passé l'heure des offices, les boutiques fussent ouvertes et les ouvriers rendus à leur travail*¹. » Deux siècles plus tard, le bonaparte Sarkozy se croit assez fort pour dire la même chose, même s'il ne foule quant à lui les droits ouvriers qu'avec de petits pieds.

Attaques contre le statut des fonctionnaires

L'« individualisation » est à l'ordre du jour également dans la Fonction publique, appelée à se calquer de plus en plus sur les normes du privé, d'après le « Pacte service public 2012 » de Sarkozy, précisé par un rapport sur la « révision générale

¹ Cité par Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, Maspero, 1969, p. 124.

des politiques publiques » (RGPP) présenté par Éric Woerth, ministre du Budget, le 12 décembre. Le but est défini dans les termes suivants : « *L'État doit apprendre de l'expérience des entreprises, notamment dans la modernisation de la gestion des ressources humaines.* » Le calendrier est là encore très serré : selon Sarkozy ouvrant le même jour le « conseil de modernisation des politiques publiques », « *à la fin du premier semestre 2008, le gouvernement aura terminé les grandes réformes structurelles. Chaque ministre disposera de sa feuille de route, avec les moyens qui lui seront alloués pour la mettre en œuvre au cours des trois prochaines années.* » Les mesures prévues par le rapport sont les suivantes : « *suppression des entraves liées au statut de fonctionnaire pour exercer des missions de niveaux comparables* » ; « *mise en place de primes encourageant la mobilité ou accompagnant la réorganisation des services* » ; « *création d'une indemnité de départ volontaire* » ; « *accroissement des échanges public-privé* », avec « *possibilité de mise à disposition de salariés du privé dans l'administration* » en lieu et place de fonctionnaires ; « *externalisation de certaines fonctions* » de l'État, c'est-à-dire privatisation de services entiers des ministères ; vente d'« *établissements publics de tous les ministères* », c'est-à-dire du patrimoine public ; accélération de la « *régionalisation* » pour diminuer les dépenses de l'État et privatiser les services décentralisés...

Quant aux salaires, le but est d'imposer une individualisation des rémunérations fondée sur l'implication, l'expérience et les résultats, bref un salaire au mérite. Le 16 décembre sur France 2, Éric Woerth a déclaré : « *Non, il n'y aura pas d'augmentation générale* », car « *c'est une augmentation anonyme* ». Le rapport remis le 12 décembre prévoit en revanche que « *des dispositifs d'intéressement de tous les agents aux gains de productivité seront développés* » et que « *la plupart des fonctionnaires de l'État seront évalués sur la base d'un entretien individuel* ». Toutes ces mesures découlent d'ailleurs d'une application stricte de la loi organique relative aux lois de finance (LOLF, élaborée sous Jospin et adoptée le 1^{er} août 2001 en

commun par le PS et la droite, le PCF s'abstenant), qui a entériné la culture de l'évaluation et du résultat. Mais aujourd'hui, il s'agit d'aller jusqu'au bout de cette logique, en pulvérisant les garanties collectives et protectrices du statut de fonctionnaires. Même les ministres doivent être évalués par une officine privée : ils montrent ainsi l'exemple pour mieux faire passer la pilule auprès des travailleurs ! Dans certains ministères et certaines collectivités locales et territoriales, la rémunération modulée selon le critère de la « performance » est déjà abondamment appliquée, comme au ministère de l'Équipement, au ministère des Finances, au conseil général des Hauts-de-Seine, où la prime variable peut représenter jusqu'à 25 % de la rémunération du salarié. Par ailleurs, le changement d'affectation ne sera plus décidé par le comité technique paritaire, mais directement par la direction des ressources humaines et les chefs de service. Et les « performances » devront être réalisées avec moins de personnels (non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux) et moins d'argent (restrictions budgétaires).

Pour ce qui concerne les enseignants plus spécialement, la commission Pochard (à laquelle participe notamment Michel Rocard) devrait rendre son rapport au gouvernement fin janvier, en préparation d'une contre-réforme majeure. Elle prévoit le renforcement de l'autonomie des établissements, la redéfinition des missions des enseignants, l'annualisation des services, la mobilité entre l'Éducation nationale et le privé. D'ailleurs, selon la *Lettre de l'Éducation* du 26 novembre 2007, « *l'hypothèse d'une quatrième fonction publique enseignante réapparaît* », car cela pourrait « *favoriser une évolution vers l'autonomie des établissements (...). Les enseignants verraient leurs compétences validées au niveau national, avant d'être ensuite recrutés par chaque établissement, comme l'esquissait Nicolas Sarkozy pendant sa campagne électorale.* » Ce serait donc la fin de l'égalité de traitement des agents, des mutations et de la progression de carrière selon des barèmes nationaux, au profit du piston ou de l'arbitraire, bref de la vassalisation généralisée.

Attaques contre l'enseignement professionnel

Si le gouvernement prépare de vastes de réformes dans l'enseignement, il a finalement choisi d'en retarder l'annonce par rapport au calendrier initialement prévu (on parle de mai au lieu de fin janvier). Cependant, il a d'ores et déjà engagé une réforme sans l'avoir annoncée, mais au contraire le plus discrètement possible, puisqu'il a procédé par une simple note du ministre de l'Éducation nationale aux recteurs leur demandant de prendre les dispositions nécessaires pour commencer, dès la rentrée 2008, à généraliser la suppression du BEP et la préparation du Bac pro en 3 ans.

Actuellement, l'enseignement professionnel comporte trois niveaux de diplôme : le CAP (Certificat d'Aptitude Professionnelle), le BEP (Brevet d'Études Professionnelles) et le Bac Pro (Baccalauréat Professionnel). Le CAP est un diplôme qui donne la qualification d'ouvrier ou d'employé qualifié dans un métier précis, reconnu dans les conventions collectives (niveau V). Il peut être obtenu soit par l'apprentissage, dès l'âge de 14 ans depuis l'adoption de la loi sur l'« égalité des chances » d'avril 2006, soit en lycée professionnel, généralement en deux ans, soit par validation des acquis de l'expérience. Dans tous les cas, la formation comporte des périodes de stages en entreprises. Le BEP est un diplôme reconnu dans les conventions collectives, donnant la qualification d'ouvrier ou d'employé qualifié, préparé en deux ans après la classe de troisième. Les titulaires du BEP ont la possibilité de poursuivre leur formation en préparant en deux ans un baccalauréat professionnel. Celui-ci est comme tout bac le premier grade de l'enseignement supérieur, donnant de droit accès aux formations post-bac, mais il représente surtout un diplôme, lui aussi reconnu sur le marché du travail, d'une qualification supérieure au BEP. En 2001, c'est-à-dire sous le gouvernement Jospin, lorsque le socialiste « de gauche » Mélenchon était sous-ministre de l'enseignement professionnel, des conventions ont été signées entre le ministère et l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières, principale fédération du MEDEF) pour l'organisation de

filières de Bac Pro en trois ans dans certaines spécialités.

Le projet du gouvernement s'appuie donc, ici comme ailleurs, sur le travail de contre-réforme déjà réalisé par la « gauche plurielle ». La motivation la plus évidente de cette décision est la suppression d'environ 25 % des postes en lycée professionnel et les économies qui en résultent. Mais ce n'est pas la seule. Il s'agit également de pousser les élèves les plus en difficulté, découragés par une filière en trois ans, vers des filières en alternance. La réforme impliquerait également un taux d'échec plus important dans la préparation du bac pro, laissant un plus grand nombre de futurs salariés sans diplôme reconnu dans les conventions collectives. En outre, la réduction d'un an de la formation menant au bac pro (passant de 4 ans actuellement à 3 ans) implique une réduction des contenus d'enseignement au détriment des élèves. Parallèlement, le ministre prévoit de réduire le nombre de bacs pro de 69 actuellement à environ 20, qui seraient plus généralistes.

La CGT Educ'Action Créteil explique très clairement le but poursuivi : « Cette proposition s'inscrit dans les objectifs de la loi Fillon qui préconise des diplômes à champ professionnel large. Elle est développée dans le rapport d'audit sur l'enseignement professionnel qui mentionne : "Il s'agit de concevoir les diplômes professionnels de la façon suivante : un diplôme, à spectre large, délivré par l'État ; des mentions de spécialisations, acquises en entreprise ou en formation. **La spécialisation fait partie du diplôme sans pour autant être reconnue dans la certification. La certification reste générale, l'expérience est particulière**". On est dans le droit fil des revendications du MEDEF qui ne souhaite reconnaître que des compétences attachées au poste de travail. C'est par ailleurs une conception qui vise à rendre le travailleur acteur responsable de sa formation pour "entretenir son employabilité". Ainsi, le jeune diplômé, quel que soit le niveau de sa formation initiale, doit se mettre en quête d'une formation complémentaire, dont la reconnaissance reste incertaine, via un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation. **La perspective d'une embauche ferme se**

trouvant repoussée à plus tard. » C'est le cœur du projet, qui est donc inséparable des attaques contre les droits collectifs des salariés dans le cadre de la contre-réforme du marché du travail.

Attaques contre les droits des chômeurs

Les chômeurs demeurent la catégorie stigmatisée par excellence. Il est question de négocier entre « partenaires sociaux » la définition d'une « offre valable d'emploi » (OVE) que le demandeur d'emploi ne pourra pas refuser, sous peine de sanction. Officiellement, cette OVE doit être compatible avec les possibilités de mobilité géographique du chômeur et avec « la spécialité ou la formation de l'intéressé ». Pratiquement, aucune garantie n'est laissée au chômeur, puisque n'importe quel emploi peut correspondre à des critères aussi vagues — car qu'est-ce en la matière qu'une « compatibilité » ? On sait qu'en Allemagne, les mesures dites « Hartz » du chancelier « social-démocrate » Schröder ont forgé un « modèle » en la matière. Hartz IV a limité à un an l'indemnité chômage, financée par les caisses d'allocation chômage ; au bout d'un an, le chômeur perçoit une allocation bien plus faible, financée par les contribuables. De surcroît, si le demandeur d'emploi n'envoie pas chaque mois au moins dix dossiers de candidature, un quart de son allocation est gelé. S'il refuse de prendre un poste correspondant officiellement à sa qualification mais payé un euro l'heure (un « travail d'utilité collective » par exemple), ses indemnités sont diminuées de 30 %. Enfin, s'il touche plus de 100 euros grâce à une activité professionnelle déclarée, il doit en reverser 90 % à l'Agence pour l'emploi ! (*Le Monde*, supplément Économie, 16 octobre 2007).

Cependant, les gouvernements français n'ont pas attendu d'avoir à s'inspirer de l'Allemagne pour constituer un arsenal de sanctions contre les chômeurs. Le « socialiste » Michel Charasse avait déclaré en septembre 1991 qu'il y avait 700 000 « faux chômeurs » sur les 2,8 millions de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE. Martine Aubry puis Jean-Louis Borloo n'ont eu de cesse de multiplier les sanctions à leur égard.

Le gouvernement de Sarkozy veut maintenant aller plus loin, en liquidant ce qui restait des droits des chômeurs indemnisés. Parallèlement, par la fusion de l'UNEDIC et de l'ANPE, il veut à la fois fermer des agences, augmenter la productivité et la mobilité des salariés concernés (voire mettre en cause à terme le statut de fonctionnaire des agents de l'ANPE) et perfectionner une machine bien huilée pour rendre encore plus efficaces le flicage des chômeurs et les sanctions contre ceux qui n'acceptent pas n'importe quel emploi.

Attaques contre les retraites et le droit à la santé

Sous prétexte de « déficits » dus au chômage de masse, aux bas salaires et aux exonérations de cotisations patronales décidées par les gouvernements successifs (atteignant 23,9 milliards d'euros rien qu'en 2006), le MEDEF et Sarkozy accélèrent l'offensive contre la Sécurité sociale. D'ailleurs, les 4,2 milliards d'euros de déficit officiel des régimes de retraite, par exemple, doivent être comparés aux 15 milliards de cadeaux fiscaux faits aux plus riches (« paquet fiscal » de l'été 2007) ou aux 100 milliards de profits réalisés par les entreprises du CAC 40 en 2006.

Le passage aux 41 annuités pour tous était annoncé : le gouvernement l'a confirmé en plein milieu des « négociations » sur les régimes spéciaux, en faisant savoir que ces derniers aussi y passeraient en 2016. Dans un rapport remis aux députés le 31 décembre, on lit même que le CORE (conseil d'orientation sur les retraites) préconiserait 41,5 annuités de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein ! Quant au montant des retraites, il est parfois si modique qu'un nombre croissant de pensionnés sont conduits à essayer de trouver des « jobs » pour survivre, comme le constate la présidente de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (*Le Monde*, supplément Économie, 3 juillet 2007). En 2005, 120 000 salariés retirés de la vie active cumulaient ainsi une pension et une retraite.

Enfin, le 1^{er} janvier a été la date d'entrée en vigueur des nouvelles « franchises médicales » décidées en septembre par le gouvernement : 0,5 euro à la charge des malades pour

chaque boîte de médicament (sachant qu'un nombre toujours croissant de médicaments ne sont plus remboursés ou le sont de plus en plus mal) ainsi que pour certains soins paramédicaux, et 2 euros par transport sanitaire. Le tout est pour le moment plafonné à 50 euros par an et par malade, mais c'est déjà une forte somme pour beaucoup, d'autant qu'elle s'ajoute à toutes les autres franchises mises en place ces dernières années (les dernières sont la taxe d'un euro par consultation et par acte médical, mise en place par Douste-Blazy en 2004, et celle de 18 euros pour les actes hospitaliers coûtant plus de 91 euros, décidée en 2006). De plus, elle augmentera sans nul doute régulièrement dans les prochaines années (à l'image du « forfait hospitalier » instauré par le ministre PCF Jack Ralite sous le

premier gouvernement de Mitterrand en 1982)...

La cohérence et la profondeur de ces attaques patronales et gouvernementales contre les salariés du privé, les fonctionnaires et les chômeurs exige une riposte d'ensemble de classe ouvrière. Pour leur résister, il n'est pas possible de rester en ordre dispersé comme le proposent les principales directions syndicales, foulant au pied le principe même du syndicalisme confédéré. La stratégie à mettre en œuvre doit être à la hauteur de la détermination dont fait preuve l'ennemi de classe. Si nous voulons gagner, il n'y aura pas d'autre solution que d'imposer l'arrêt des prétendues « négociations » des directions syndicales avec le MEDEF et Sarkozy, l'arrêt de la tactique suicidaire des « journées d'action »

sans perspective qui démoralisent les travailleurs et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte unissant les travailleurs sur une base interprofessionnelle, par l'arme de la grève et de l'auto-organisation, avec l'objectif de la grève générale. Cela ne se décrète pas, comme disent les bureaucrates qui pourtant « décrètent » leurs « journées d'action » sans lendemain et leurs ordres de reprendre le travail sans avoir gagné quoi que ce soit ; mais sans cet objectif et sa préparation politique, sans clarté dans les revendications et l'orientation, sans bilan des défaites récentes, il n'y aura pas de victoire possible.

**Laura Fonteyn
et Nina Pradier**

avec la collaboration d'Antoni Mivani

APRÈS LA LOI LRU...

LE GOUVERNEMENT VEUT POURSUIVRE LA SOUMISSION DES UNIVERSITÉS AU PATRONAT EN RÉFORMANT LA LICENCE !

La loi relative aux « libertés et responsabilités des universités » (LRU n'est que la première étape d'un large plan de réforme de l'enseignement supérieur. Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a annoncé la mise en place de la seconde, la réforme de la licence dite « plan pluriannuel pour la réussite en licence » (« Plan de réussite »). De même que la LRU, cette réforme s'inspire directement du rapport Hetzel¹. Celui-ci pouvait être analysé selon trois grands axes : l'orientation-sélection, la professionnalisation et la restructuration de l'université. C'est surtout sur ce troisième axe que se concentrait la loi LRU, même si les deux autres étaient présents, notamment par l'ajout d'une nouvelle mission de l'université : « l'orientation et l'insertion professionnelle ». C'est cette « mission » que la réforme de la licence veut mettre en œuvre.

L'argument fallacieux d'un fort taux d'échec à l'université

Le « Plan de réussite » s'ouvre sur un constat : celui d'un échec « inacceptable » à l'université relativement au reste de l'enseignement supérieur (grandes écoles, BTS, IUT...). Selon ce document, 64 % des étudiants qui entrent à l'université en sortent diplômés, contre 80 % dans le reste de l'enseignement supérieur, et 52 % échoueraient en première année. Cependant quand le document compare le taux de réussite à l'université et dans le reste de l'enseignement supérieur, il n'est mentionné nulle part que l'université est une des rares filières à ne pas être sélective, ni que le budget par étudiant est très largement inférieur à ce qu'il est dans les autres cursus ; or il en résulte un taux d'encadrement et des heures d'enseignement bien inférieurs à ceux accordés aux élèves des classes préparatoires. Dans ces conditions, et si l'on considère en outre que la majorité des étudiants doit se salarier pour vivre, ce taux d'échec n'a rien d'étonnant. Et d'ailleurs en première année, il est précisé que celui-ci se décompose en 30 % de redoublement,

16 % de réorientation et 6 % d'abandon. Or le redoublement et la réorientation ne constituent pas un échec pur et simple : le gouvernement dramatise délibérément la situation pour trouver un prétexte à son projet. En fait, le souci de Pécresse est ailleurs : elle cherche simplement à s'appuyer sur le taux d'échec pour mettre en place des « remèdes » qui n'ont rien à voir avec un quelconque souci d'améliorer le niveau scolaire des étudiants². Son plan martèle la même chose que le rapport Hetzel : l'« orientation active » et la professionnalisation seraient une nécessité.

« Orientation active » ou comment choisir à leur place le parcours des étudiants

Le but de l'orientation active est très clair : il s'agit d'exiger des étudiants qu'ils suivent des études en fonction d'un « projet d'études et

² Sans améliorer le niveau des étudiants, Pécresse n'aura d'ailleurs aucun mal à faire diminuer le taux d'échec en licence (d'autant qu'elle sera elle-même notée selon son résultat) : il suffira de donner des consignes en ce sens, comme cela se fait déjà largement dans le secondaire.

¹ Pour une analyse du rapport Hetzel, voir le document de la FSE Paris-I/IV repris dans Le CRI des travailleurs n° 24 (<http://groupecri.free.fr/article.php?id=283>) et notre article dans le n° 26, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=352>.

d'insertion »¹. Les étudiants n'auraient pas à suivre des études en fonction de ce qui les intéresse, mais uniquement dans un but d'insertion professionnelle. Le rapport Hetzel était explicite sur ce sujet : « *Nous visons l'efficacité des poursuites d'études dans l'enseignement supérieur, en terme d'insertion professionnelle, en cohérence avec les besoins futurs des employeurs comme avec les aptitudes et les aspirations des jeunes concernés* »². Dès lors, il s'agirait de « *définir une séquence d'orientation qui irait du "pré-bac au post-bac"* »³. Selon le « *Plan de réussite* », dès la classe de seconde, les universités interviendraient dans les lycées pour présenter leurs filières. Au deuxième trimestre de la terminale, les élèves devraient constituer un « dossier unique de pré-inscription » qui circulerait dans les différents établissements où ils souhaiteraient s'inscrire. Sur la base de ce dossier, les établissements donneraient leur avis, préconisant des « alternatives ». Un « conseil de classe d'orientation » se réunirait ensuite pour émettre un « conseil » sur les choix d'orientation des élèves. Contrairement aux annonces hypocrites du gouvernement, il s'agit bien, comme cela a été dénoncé dans la loi LRU, d'une forme de sélection : le but est de décourager ceux dont on estime que le niveau n'est pas assez bon pour poursuivre les études de leur choix. Les universités, dans le cadre de leur mise en concurrence, auront tout intérêt à décourager les plus faibles de s'inscrire chez elles pour augmenter leurs taux de réussite. Par ailleurs, les élèves seraient incités à choisir leur filière et leur université en fonction des garanties d'« insertion professionnelle » qu'elles affichent. Dans ce cadre, les universités devront publier sur un site national de l'orientation leurs taux de réussite aux examens comme pour l'insertion professionnelle.

Une fois à l'université, il faudrait signer un « contrat de réussite » dans un but de « *responsabilisation de l'étudiant dans la construction de son projet d'étude* » et d'« *explicitation par l'université de ses exigences pédagogiques* ». Ainsi l'étudiant

devrait-il justifier ses résultats auprès de l'université. Le « *Plan de réussite* » proposant d'« *élargir des possibilités de réorientation et de réaffectation dès la fin du premier semestre et en fin de première année* », notamment par la mise en place de passerelles entre formations générales et professionnelles, on peut supposer que l'étudiant qui ne remplirait pas son contrat aux yeux de son université, serait fortement incité à changer de filière, même si cela ne correspondait pas à son choix. Il est très clairement dit qu'il s'agit de « *favoriser l'accès à la licence professionnelle des étudiants de L2 générale* ». Les étudiants seraient donc constamment soumis à la contrainte d'une réussite à court terme de leur « projet professionnel ». Il semblerait inadmissible de vouloir s'engager après le bac dans des études longues sans avoir un plan de carrière déjà déterminé.

Mais ce « contrat de réussite » ne pourra en aucun cas remédier à l'« échec » à l'université. En effet, la principale cause de celui-ci réside dans les difficultés matérielles auxquelles sont confrontés les étudiants, à commencer par ceux des milieux populaires, souvent obligés de se salarier en même temps qu'ils étudient. Mais désormais, le gouvernement pourrait prétendre que, si l'échec persiste, c'est que les étudiants ne sont pas sérieux et ne respectent pas leur contrat !

Une licence « professionnalisée » et « pluridisciplinaire »... mais vidée de tout contenu

Le deuxième aspect de cette réforme est la redéfinition complète du contenu de la licence selon deux orientations : la pluridisciplinarité et la professionnalisation.

Pluridisciplinarité

La première année (réformée en 2008) deviendrait une année dite « fondamentale ». Elle serait commune à l'ensemble des licences générales. Il n'y aurait donc pas d'enseignement spécifique à la filière choisie. Il faudrait attendre la deuxième année (réformée en 2009) pour accéder à un début de spécialisation, mais tout en ayant encore une enseignement pluridisciplinaire. C'est seulement la

troisième année (réformée en 2010) qui constituerait une « *spécialisation conforme au projet de l'étudiant* ». Il faudrait donc attendre la troisième année pour avoir accès à un véritable enseignement dans la filière choisie, et se contenter durant les deux premières d'un saupoudrage de savoirs dispersés (contrairement aux classes préparatoires).

Professionnalisation

Dans la même logique que l'orientation active, selon laquelle on ne fait des études qu'en vue d'un projet professionnel, le nouveau contenu de la licence est censé permettre aux étudiants de s'insérer directement après sur le marché du travail. Le but est donc de formater la licence selon les besoins des entreprises. Au cours de la première année, il s'agirait de « *renforcer les compétences pour préparer l'insertion professionnelle* » par différents types de modules (« maîtrise des langues étrangères, maîtrise des TIC, c'est-à-dire de cours sur Internet, maîtrise de la langue écrite et orale... »). La seconde serait consacrée à la « *découverte du monde professionnel (séminaires, forums, tutorat d'entreprise...)* ». Et, au cours de la troisième année, si cela n'a pas encore été fait, un stage en entreprise (naturellement non ou à peine rémunéré, comme tous les stages de ce type qui existent déjà) serait obligatoire.

Par ailleurs, il est annoncé un renforcement de l'encadrement pédagogique, notamment autour du « projet professionnel » de l'étudiant, avec des modules de tutorat obligatoires pour les étudiants en difficulté, mais il n'est évidemment pas précisé comment ceux-ci seront repérés, ni sur quels critères; et surtout, la politique menée ces dernières années comme la mise en cause du statut des enseignants-chercheurs prévue par la loi LRU prouvent que, en fait de soutien, il s'agirait surtout de faire appel à des étudiants vacataires sous-payés pour quelques heures peu efficaces en lieu et place des véritables heures de cours et de TD.

Enfin, le « *Plan de réussite* » vise à pousser la grande majorité des étudiants à arrêter leurs études après la licence : au cours de la troisième année, il s'agit de « *mobiliser les*

¹ *Plan pluriannuel pour la réussite en licence*, p.24.

² Rapport Hetzel, p.10

³ *Ibid.*, p. 18.

bureaux d'aide à l'insertion professionnelle pour développer les contacts avec le monde socio-économique » et de mettre en place un « renforcement de l'ouverture vers les champs de métiers ». Autrement dit, même pendant la troisième année, seule réellement spécialisée dans le cursus de licence, l'enseignement disciplinaire serait réduit à la portion congrue. Pour bénéficier d'un véritable enseignement disciplinaire à l'université, il faudrait dès lors passer par des filières élitistes telles que les bi-licences ou attendre le master si l'étudiant méritant gagne le droit d'y entrer.

Aggravation de la soumission de l'université au patronat

Le « Plan licence » vise donc à accentuer la dualisation de l'université, avec d'un côté des filières poubelles professionnalisées et courtes pour les enfants de prolétaires et/ou les futurs prolétaires qualifiés, et d'un autre côté des filières sélectives (également professionnalisées) riches en enseignement disciplinaire permettant une poursuite d'études et l'accès futur aux postes d'encadrement.

De même qu'avec la loi LRU, il s'agit toujours de jouer sur les peurs

de l'échec et du chômage en prétendant que l'université en serait la cause! Derrière ces arguments, le but est clairement de poursuivre la soumission des universités au patronat. Après la casse de leur caractère national due à la réforme LMD du PS (2002), des diplômés professionnalisés, vidés de leur contenu et finalement dévalorisés, permettraient aux entreprises de disposer d'une main-d'œuvre, moins qualifiée globalement, mais déjà formatée selon les besoins immédiats du monde professionnel.

Anne Brassac

BILAN ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT ÉTUDIANT CONTRE LA LOI LRU (LOI PÉCRESSE)

Le rôle décisif des organisations étudiantes de lutte dans le lancement du mouvement

Le déclenchement de la grève est le résultat de la détermination et de la coordination des syndicalistes de lutte. En amont, pendant l'année universitaire 2006-2007, ces derniers (certains – FSE ou les militants JCR de la tendance TUUD de l'UNEF – plus que d'autres – SUD) avaient informé les étudiants des propositions contenues dans le rapport Hetzel¹, rendu public en octobre 2006, et qui contenait l'ensemble des attaques qu'on retrouve aujourd'hui dans la loi LRU ou le « plan licence ».

Dès le mois de juin, la FSE a commencé à dénoncer le projet de loi LRU et, dès que celui-ci a été rendu public fin juin, elle a proposé aux organisations étudiantes et aux syndicats de personnels l'organisation d'une manifestation le jour de sa discussion à l'Assemblée nationale. Cette proposition s'est malheureusement heurtée à une fin de

non-recevoir, les directions syndicales de l'enseignement supérieur se contentant d'une pétition (« appel des Cordeliers »), pendant que l'UNEF passait un accord avec le gouvernement, s'engageant à soutenir la loi LRU en échange de quelques promesses financières pour les étudiants. La FSE a également participé au Forum de la résistance sociale du 7 juillet pour commencer à inscrire le combat contre la LRU dans le cadre d'une analyse d'ensemble des projets de Sarkozy, l'appel de ce Forum se prononçant pour l'objectif de la grève interprofessionnelle².

Le Collectif national de la FSE des 8 et 9 septembre avait défini un plan de mobilisation à soumettre aux autres organisations, se prononçant pour l'appel à une journée nationale d'Assemblées générales en octobre, suivie le week-end d'après d'une Coordination nationale. Vu la faiblesse et la division du syndicalisme de lutte, mais aussi en raison de la nécessaire auto-organisation démocratique, il s'agissait de faire prendre en charge par les premières Coordinations nationales (avant-garde large du milieu étudiant) la montée en puissance vers la grève nationale. D'autre part, dès le 5 septembre, à l'initiative de la TUUD, une première réunion avait rassemblé les principales organisations étudiantes s'étant prononcées pour l'abrogation de la LRU. Rapidement, ces réunions

ont débouché sur la création du Collectif étudiant contre l'autonomie des universités (CECAU), regroupant principalement FSE, SUD, TUUD, CNT, JCR, UEC, avec le soutien d'Émancipation tendance intersyndicale de l'Éducation et du Groupe CRI. Le CECAU³ a décidé de mettre toutes ses forces pour appeler à des AG les 17 et 18 octobre, mais seule la FSE a défendu le projet d'organiser une première Coordination nationale le week-end suivant.

Les 17 et 18 octobre, les premières AG regroupaient déjà des centaines d'étudiants ; conformément à l'orientation du Collectif national de la FSE, la FSE Toulouse (AGET) a alors fait voter lors des AG dans les facs de Toulouse l'organisation d'une première Coordination nationale, avant même le début effectif de la grève sur quelques universités. Cette première Coordination nationale, initialement prévue les 20 et 21 octobre, a eu lieu

¹ Cf. l'article de la FSE Paris-IV repris dans Le CRI des travailleurs n° 24 (<http://groupecri.free.fr/article.php?id=283>) pour une analyse détaillée du rapport Hetzel. On ne peut que déplorer que les syndicats de lutte n'aient pas été capables de mener une campagne commune, ce qui aurait permis de gagner en visibilité auprès du milieu étudiant. Une fois de plus, SUD et TUUD ont refusé la proposition de la FSE qui allait dans ce sens, sans se justifier.

² Cf. cet appel repris dans Le CRI des travailleurs n° 28 de sept.-oct. 2007.

³ Si le CECAU a été très utile pour lancer le mouvement, celui-ci a ensuite été représenté par les Coordinations nationales. Alors que le CECAU n'avait plus d'existence réelle (même s'il conservait une « existence » médiatique) et d'ailleurs plus de raison d'être, les bureaucrates de l'UEC ont utilisé l'étiquette du CECAU pour cracher leur venin contre la Coordination nationale. Alors que le CECAU était pour nous un instrument pour lancer la mobilisation, il était conçu par ces bureaucrates comme un instrument de valorisation de leur mini-appareil.

les 27 et 28 octobre, le temps que le message circule de facs en facs. Malgré les obstacles (scepticisme de SUD ou des JCR, hostilité explicite des bureaucrates du SNESup, etc.), cette Coordination fut un succès, réunissant 36 délégués de 21 universités, soit un quart des universités représentées. Il n'y avait, à ce moment-là, qu'une université en grève avec piquets (Rouen depuis le 25 octobre, où une avant-garde forgée en 2006, dont une militante enseignante CRI, a eu un rôle décisif dans le déclenchement de la grève). Cette coordination a permis l'extension rapide de la grève.

Une grève massive et courageuse... mais défaite et violemment réprimée

La grève avec piquets s'est ensuite rapidement étendue : 16 universités partiellement ou totalement bloquées le 9 novembre, 28 le 13, 37 le 16 et 47 le 21 novembre. Puis, avec la fin de la grève chez les cheminots, l'absence de grève de la plupart des personnels, car leurs syndicats refusaient de les y appeler et enfin une répression de plus en plus féroce, le mouvement a lentement reflué malgré le renfort des lycéens : 44 universités bloquées le 27 novembre, 43 le 29, 31 le 4 décembre, 20 le 7, 14 le 10, 8 le 12 décembre, et finalement seules les universités d'Amiens et de Lille-III sont restées bloquées jusqu'aux vacances de Noël.

Au niveau national, le mouvement a été entièrement dirigé par les Coordinations nationales¹ dont la légitimité (mais parfois pas assez l'utilité) a été reconnue par la quasi-totalité des AG. Si les étudiants mobilisés ont très majoritairement compris que les piquets de grève étaient une condition nécessaire pour une grève victorieuse (ce qui est un acquis considérable du mouvement de 2006 contre le CPE), ils n'ont pas assez compris l'importance d'agir en direction des organisations syndicales (des personnels et plus largement au niveau confédéral) pour forcer leurs dirigeants à appeler à la grève et à ne pas laisser les étudiants isolés. Ils

¹ Coordinations nationales : 27-28 octobre (Toulouse), 10-11 novembre (Rennes), 17-18 novembre (Tours), 24-25 novembre (Lille), 1-2 décembre (Nantes), 8-9 décembre (Nice), 15-16 décembre (Toulouse), 12-13 janvier (Paris-VIII) et, à venir, 26-27 janvier (Amiens)

n'ont pas su non plus concentrer leurs efforts sur l'extension de la grève, en allant massivement dans les lycées ou les universités non encore mobilisées, gaspillant leur énergie dans des actions gauchistes et symboliques inutiles et coûteuses (répression). Enfin, ils ne se sont pas saisis majoritairement de la proposition de manifestation centrale à Paris qui, à la fin de la grève des cheminots, aurait pu contribuer à sortir les étudiants de l'isolement en donnant une plus grande visibilité au mouvement et en servant de tremplin pour que les personnels rejoignent ensuite la grève. L'utilité de cette proposition, soutenue notamment par la FSE Paris à partir de la quatrième semaine de novembre, a d'autant moins été comprises que certains, notamment les jeunes du PT, l'avançaient uniquement pour l'opposer à la grève, en fustigeant les piquets de grève comme « anti-démocratiques » et en calomniant les Coordinations nationales, mises dans le même sac que l'UNEF, sur la base de mensonges éhontés.

Isolés, les étudiants ont dû faire face à une répression dont l'ampleur est inédite depuis de nombreuses années². Les présidents d'université (y compris ceux syndiqués au SNESup-FSU) n'ont pas hésité à appeler la police (avec pour conséquence des blessés et de nombreuses gardes à vue) pour mettre fin aux occupations nocturnes, mais aussi (fait sans précédent) pour casser par la force les piquets de grève en plein jour (Nanterre, Tolbiac, Sorbonne...). Ils ont aussi massivement fait appel à des milices privées, multiplier les fermetures administratives (pour empêcher l'auto-organisation des étudiants), organiser des référendums (physiques ou électroniques), qu'ils ont d'ailleurs perdu dans plusieurs endroits (aux universités du Havre et de Lille III). Bref, ils ont utilisé tous les moyens pour casser la grève, prouvant par là même qu'ils étaient les chiens de garde du gouvernement bourgeois et du patronat, et non les représentants de la « communauté universitaire ». Des poursuites disciplinaires, des poursuites judiciaires sont d'ores et

² On trouvera un bilan assez complet de la répression au 29 novembre (où on comptait déjà 38 interventions policières) sur <http://www.agitkom.net/index.php?2007/12/04/416-bilan-de-la-repression-au-29-11-38-interventions-policieres>

déjà en cours contre des étudiants particulièrement engagés dans le mouvement.

Les graves erreurs du syndicalisme de lutte pendant la grève

Si toutes les composantes du syndicalisme de lutte n'ont pas failli sur l'objectif principal (l'abrogation de la LRU), elles n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités lors de l'animation du mouvement :

• **Les militants JCR de la TUUD** sont sans doute les plus blâmables. Ils ont minimisé l'importance décisive des piquets de grève et ont parfois pris position contre leur mise en place lorsqu'ils étaient en position dominante (comme à Paris-VII). Ils ont défendu le « mandat libre » (c'est-à-dire le droit de défendre leurs propres positions !) au lieu d'être les meilleurs avocats de l'auto-organisation démocratique (mandats dit semi-impératifs, articulant l'obligation pour les délégués de défendre les positions votées en AG et leur donnant liberté pour se prononcer sur les questions soulevées en Coordinations, mais non encore débattues dans leur propre AG). Ils ont parfois manœuvré pour empêcher l'élection des délégués à la Coordination nationale en AG, préférant les désigner dans des comités de mobilisation qu'ils étaient sûrs de contrôler. Toutes ces pratiques scandaleuses ont suscité bien souvent l'animosité justifiée des étudiants. Si bien que leur proposition (juste et nécessaire en elle-même) de comité national de grève a été interprétée par les étudiants comme une tentative de coup de force et une magouille de plus. En outre, ils n'ont pas clairement dénoncé les bureaucrates syndicaux de tout poil et ont même été jusqu'à ne pas voter contre la candidature du nouveau président de l'UNEF (J.-B. Prévost), anti-grève notoire et suppôt de la loi Pécresse !

• **SUD-Étudiant** a été dans l'ensemble beaucoup plus correct. Cependant, de façon traditionnelle, ses militants ont ignoré l'obstacle des directions syndicales et n'ont pas su concentrer les efforts des étudiants sur les moyens d'étendre la grève. Pire, à la fin du mouvement, par exemple à Lille-III et Nancy-II, ils ont négocié avec les présidences d'université et défendu la levée des piquets de grève sans aucune contrepartie. Dans ces

deux universités, ils ont d'ailleurs été débordés lors d'AG massives par les étudiants qui ont revoté les piquets de grève. Bien entendu, il ne s'agit pas de dire qu'il fallait se battre pour le maintien des piquets de grève quand les conditions (participation aux AG, état d'esprit des étudiants, situation nationale...) n'en étaient plus réunies. Mais il fallait, quand les perspectives nationales étaient devenues nulles, conditionner la levée des piquets de grève à la satisfaction de revendications locales (sur les conditions d'examen, sur la disposition de locaux pour pérenniser les comités de mobilisation, etc.).

• **La FSE** a globalement défendu les positions les plus avancées, en phase avec les étudiants les plus combattifs et déterminés. Cependant, dans la plupart des universités où elle intervient, l'accent n'a pas été mis suffisamment non plus sur la dénonciation des directions syndicales et la FSE n'a pas su homogénéiser ses positions sur des questions décisives : la mise en place d'un comité national de grève, l'organisation d'une manifestation centrale à Paris fin novembre ou début décembre, etc. Par ailleurs, à Toulouse-III, la FSE a commis une faute en appelant les étudiants à accepter le 4 décembre un accord¹ négocié avec la présidence qui n'était pas acceptable, d'une part parce que les étudiants s'engageaient à ne plus bloquer la fac jusqu'aux vacances de Noël (alors qu'à ce moment-là une trentaine d'universités était encore en grève); d'autre part parce que cet accord pénalisait les étudiants grévistes en entérinant par exemple que les cours ayant eu lieu pendant les périodes de blocage seraient au programme des examens.

Quand le mouvement réel confirme notre analyse de la nature de l'UNEF : une coquille presque vide au service du gouvernement

Contrairement à 2003 ou 2006, où elle avait contribué à lancer la mobilisation tout en s'opposant généralement aux piquets de grève et en finissant par la trahir, la direction de l'UNEF a été cette fois totalement étrangère au déclenchement du mouvement. A la rentrée universitaire,

¹ Cet accord est sur <http://www.luttes-etudiantes.com/forum/viewtopic.php?p=11322&sid=affd3b627bb6ce7582eb94a022c8fb54>

l'UNEF a délibérément décidé de ne surtout pas parler de la loi, qu'elle soutenait dès le début et qu'elle considérait comme une affaire pliée². Elle n'a rien vu venir, a pris le train en marche en tentant, avec l'aide bienveillante des médias, de faire croire qu'elle pilotait la mobilisation, avant de théâtraliser sa sortie du mouvement sans avoir rien obtenu, si ce n'est la promesse de nouvelles attaques et 5 milliards supplémentaires issus de la privatisation de GDF pour mieux appliquer la réforme. De piètres acteurs qui ont pu semer la confusion parmi les étudiants non mobilisés, mais qui ont été facilement démasqués par l'ensemble des étudiants grévistes. Quand les constructions politico-médiatiques s'éloignent à ce point de la réalité vécue par les étudiants sur leurs facs, l'imposture prend fin dans les consciences, sauf chez certains militants enfermés dans leurs dogmes, s'accrochant à leur image d'Épinal de l'UNEF, « le grand syndicat de masse où il faut absolument être pour ne pas perdre le contact avec les masses » !

La preuve a donc été apportée qu'un mouvement puissant était possible sans l'UNEF, y compris dans des conditions terribles d'isolement, en réaction à une loi difficile à décrypter votée plusieurs mois auparavant. Une fois la mobilisation lancée, l'UNEF a fait mine d'en être partie prenante³ sans rallier la revendication centrale, à savoir l'abrogation sans négociation de la LRU. Par l'envoi de délégués bidon, l'UNEF a réussi à prendre le contrôle de la 3^e Coordination nationale (à Tours les 17 et 18 novembre). Succès éphémère puisqu'une semaine plus tard (à Lille les 24 et 25 novembre), un contrôle sérieux des mandats a permis de refouler les usurpateurs et de

² Ainsi, dans sa lettre d'info nationale de rentrée (10 septembre 2007), pas un mot sur la LRU ! Le collectif national de l'UNEF d'octobre 2007 entérinait purement et simplement la loi, puisqu'il concentrait ses revendications sur les « chantiers » suivants : « vie étudiante » et « plan licence ». L'affiche démagogique (le doigt d'honneur à Sarkozy) ne mentionnait même pas la LRU...

³ Sur le terrain, les militants de la majorité de l'UNEF se sont rarement investis pour construire la grève. Dans des universités où ils étaient la seule force organisée, ils ont bien souvent tout fait pour empêcher le vote de la grève avec piquets, y parvenant parfois (comme à Avignon), mais échouant à d'autres endroits (comme à Reims).

montrer que les délégués de la majorité de l'UNEF réellement mandatés par des AG étaient ultra-minoritaires. La direction nationale de l'UNEF a alors décidé de quitter la Coordination nationale et de la salir dans les médias. Deux jours plus tard, la direction de l'UNEF appelait à l'arrêt de la grève. En lui-même, ce retrait de l'UNEF a eu des conséquences mineures, puisque le mouvement se construisait le plus souvent sans elle : de fait, l'énorme majorité des universités a voté la poursuite de la grève avec piquets dans la semaine du 26 au 30 novembre (on comptait encore une quarantaine de facs bloquées à la fin de cette semaine-là). Le retrait de l'UNEF a eu essentiellement un effet indirect, *via* les médias, qui ont ensuite beaucoup moins parlé du mouvement. Cela a certes contribué à isoler les étudiants et à en démoraliser certains, mais la fin de la grève des cheminots, l'essoufflement rapide du mouvement lycéen, la très faible mobilisation des personnels ont été des facteurs bien plus décisifs. Si bien que, quelle que soit l'attitude de l'UNEF, le mouvement aurait de toute façon reflué. Les dirigeants de l'UNEF ont simplement profité de la fin de la grève cheminote pour annoncer leur « sortie » du mouvement, espérant ainsi accrédi-ter l'idée que le mouvement cessait parce que l'UNEF l'avait décidé. Espoir déçu, puisque le mouvement étudiant a persévéré de façon surprenante compte tenu des obstacles...

De l'aveu même de ses dirigeants⁴, l'UNEF ne compte au plus que 1000 militants, soit environ 700-800 militants de l'UNEF « majo » (dirigée par le PS). Ce chiffre n'est guère supérieur à l'ensemble des syndicalistes de lutte aujourd'hui dispersés dans la minorité (TUUD) de

⁴ « Nous avons 30 000 membres, 1000 personnes qui s'engagent sur le terrain, 500 militants qui consacrent plus de 10 heures par semaine à l'UNEF » (interview de Caroline de Haas, secrétaire générale de l'UNEF, novembre 2006, voir <http://www.generationmilitante.fr/archive/2007/03/05/entretien-n%C2%B02-caroline-de-hass-unef.html>). Les 29 000 autres sont essentiellement des étudiants de première année abusés par les méthodes d'encartage de l'UNEF (qui s'apparente aux méthodes de vente forcée de l'OFUP) et qui, bien sûr, ne reprennent pas leur carte l'année suivante.

l'UNEF, SUD, la FSE, la CNT ou divers syndicats locaux. Ainsi l'UNEF n'est-elle pas l'équivalent de la CGT chez les cheminots ou de la FSU chez les enseignants. L'UNEF n'a ni base militante, ni la confiance des étudiants. Ce n'est qu'un appareil étranger aux intérêts étudiants, courroie de transmission du parti socialiste et de ses courants. Les révolutionnaires n'ont donc aucune raison d'investir une telle structure.

La responsabilité écrasante des directions syndicales des personnels dans la défaite du mouvement

Contrairement à la direction de l'UNEF, les principales directions des syndicats de personnels s'étaient prononcées dès juillet pour l'abrogation de la LRU. Elles ont pourtant renoncé d'emblée à élaborer le moindre plan de mobilisation, se contentant de faire signer des pétitions par internet. Pire, dans le cadre des intersyndicales de l'enseignement supérieur, elles se sont constamment alignées sur les positions de l'UNEF en signant des communiqués qui n'exigeaient pas l'abrogation de la LRU.

Les directions nationales des syndicats de personnels ont une responsabilité écrasante dans l'échec du mouvement. Pendant toute sa durée, y compris quand une majorité des universités étaient en grève avec piquets bloquants, elles ont refusé d'appeler à la grève jusqu'à l'abrogation. Alors que les étudiants subissaient une répression sans précédent, elles ont fermé les yeux ou se sont contentées de misérables communiqués, voire cautionnant cette répression comme à Tours par la voix de la section SNESup dirigée par le secrétaire général national du SNESup lui-même, Jean Fabbri. Alors que les étudiants étaient encore en grève et unanimes pour l'abrogation, que la majorité des AG de personnels s'était prononcée pour l'abrogation de la LRU, elles ont mis en avant des appels démobilisateurs, sans perspective et qui ne mentionnaient même pas l'abrogation de la LRU ! Enfin, dans la majorité des universités qui ont soumis aux votes les nouveaux statuts, ces derniers ont été adoptés alors que bien souvent les élus syndicaux opposés en parole à la loi sont majoritaires. Seules quelques universités, comme Nancy-II, ont rejeté les nouveaux statuts.

Aujourd'hui, le secrétaire national du SNESup-FSU (syndicat majoritaire chez les enseignants-chercheurs) a clairement ouvert la voie à un vote positif des nouveaux statuts, parlant d'« *investir les enjeux locaux des statuts d'universités en portant nos revendications (comités de sélection via un processus électoral, maintien du rôle des trois conseils, refus du droit de veto, refus des emplois précaires sur CDD ou hors statut...* » (Lettre Flash du SNESup du 11 janvier 2008).

Pourtant, dans quelques universités (Lille-I, Toulouse-II, Paris-III Censier...), sous l'impulsion de militants combattifs, une proportion importante de personnels se sont mis en grève reconductible (reconduite d'AG en AG), certains allant jusqu'à participer physiquement aux piquets de grève aux côtés des étudiants. Dans d'autres universités, les personnels n'étaient pas en grève reconductible, mais ont apporté un soutien clair aux piquets de grève des étudiants. Cette jonction entre les étudiants et les personnels a été l'élément clé pour massifier et consolider la grève étudiante, y compris dans des universités qui ne sont pourtant pas des bastions traditionnels de la mobilisation (Reims, Nancy-II).

A contrario, là où les syndicats de personnels se sont démarqués des piquets de grève, ont magouillé avec les présidences d'université pour faire pression sur les étudiants afin qu'ils lèvent les piquets, la grève étudiante a été très fragile, tendue, y compris dans des bastions traditionnels de la lutte (Rennes-II). C'est malheureusement ce scénario qui a prévalu dans la majorité des universités et les étudiants mobilisés ont d'autant plus de mérite d'avoir tenu les piquets de grève dans de telles conditions.

Les fédérations et confédérations syndicales contre les étudiants en lutte

Les positions des petits bureaucrates des syndicats de personnels reflètent les positions de leurs chefs, les Thibault, Mailly, Aschiéri, etc. Durant tout le mouvement étudiant, ces derniers n'ont jamais repris à leur compte la revendication centrale (l'abrogation de la LRU) et n'ont rien fait pour faire converger les grèves sectorielles des cheminots et étudiants, entre elles et

avec l'ensemble des travailleurs. Ils ont même fait exactement le contraire, en veillant scrupuleusement à cloisonner les mobilisations, à empêcher la jonction entre les cheminots et les étudiants là où elle était tentée¹ et veillant à ce que les fonctionnaires en grève le 20 novembre rentrent chez eux le soir sans suite... Alors que le gouvernement et les médias bourgeois ont essayé de faire passer les étudiants en grève pour une minorité gauchiste contestant une loi consensuelle, cette attitude des bureaucrates a permis au gouvernement de réprimer de façon féroce les étudiants dans l'indifférence générale.

Le silence des bureaucrates cache en fait une vérité plus crue : ils sont d'accord avec la logique qui sous-tend la LRU, à savoir le renforcement des liens entre les institutions d'éducation ou de formation et les entreprises, c'est-à-dire la soumission accrue de l'École aux intérêts capitalistes. C'est ce que confirme l'accord du 11 janvier sur la « *modernisation du marché du travail* » signé par FO, CFDT, CFTC et CGC avec le MEDEF, puisqu'il prévoit l'introduction du patronat à l'école².

Après la défaite, organisons-nous pour préparer les prochaines luttes

Fort de sa première victoire, le gouvernement poursuit son offensive. La LRU est le socle sur lequel il bâtit ses nouvelles attaques contre les étudiants et les personnels universitaires :

- Professionnalisation de la licence préparée par le rapport Hetzel et acceptée par les bureaucrates syndicaux qui se contentent de pleurnicher en demandant des moyens

¹ De telles jonctions qui ont pu s'opérer à un niveau local avec des interventions d'étudiants dans les AG cheminotes et réciproquement. Les militants du Groupe CRI, notamment, ont défendu cette orientation, parfois avec succès comme à Rouen (réunions des étudiants et personnels mobilisés avec des cheminots de Sotheville, délégations réciproques et AG interpro), à Paris-VII (avec des cheminots de Paris-Austerlitz), à la Sorbonne (rencontres et tract commun avec des cheminots de Montparnasse) et Paris-IV-Malesherbes (intervention dans des AG de Paris-Saint-Lazare).

² Cf. notre analyse de cet accord ci-dessus p. 6.

pour bien appliquer cette réforme (cf. l'article d'Anne Brassac).

• Modification du statut des enseignants-chercheurs (décret de 1984) : la LRU permet aux conseils d'administration de moduler leurs obligations de service¹ sous réserve bien sûr de changer leur statut. Pour cela, le gouvernement a mis sur pied en décembre une commission² afin que la LRU s'applique pleinement et soumette les enseignants-chercheurs aux présidents d'universités (qui contrôleront encore plus parfaitement les Conseils d'administration).

Cependant, à la rentrée des vacances de Noël, la grève s'est totalement terminée³. S'est ouverte une période de révisions et de partiels avant la rentrée du second semestre en février. Néanmoins, dans beaucoup d'universités, AG et comités de mobilisation se poursuivent pour faire le bilan du mouvement, mener des actions ponctuelles et discuter des suites. La Coordination nationale étudiante des 12 et 13 janvier à Saint-Denis⁴ a réuni des délégués de 18 universités (un peu plus que lors de la dernière coordination d'avant les vacances, même si la plupart des délégués ont été élus cette fois par des comités de lutte restreints) ; elle a fait la synthèse des revendications mises en avant par les Coordinations précédentes, affirmé sa volonté de poursuivre la mobilisation malgré l'arrêt de la grève, appelé aux manifestations de la Fonction publique du 24 janvier et surtout à « s'opposer par tous les moyens nécessaires (blocage des commissions d'application de la loi, CA,

CEVU...) » à l'application de la loi LRU ; enfin, elle a décidé l'organisation d'une nouvelle Coordination à Amiens les 26 et 27 janvier.

D'autre part, la Coordination nationale des personnels des 12 et 13 janvier a été très positive⁵ : réunissant une quarantaine de délégués de 17 universités, elle a adopté après un débat contradictoire où est intervenue notamment une militante CRI, des positions fortes (tranchant avec les positions des bureaucrates syndicaux ou celles du collectif « Sauvons l'université » qui n'exige même pas l'abrogation de la LRU) : abrogation de la LRU, appel à une manifestation centrale à Paris samedi 9 février, opposition « par tous les moyens nécessaires » à l'application de la loi. C'est donc un point d'appui pour la suite et notamment pour les étudiants.

Les militants CRI interviennent pour défendre deux types d'orientation dans les AG et comités de lutte :

1. Œuvrer à la création d'une nouvelle organisation étudiante de lutte

Sur proposition d'un militant CRI, l'AG de Paris-VII a voté dès le 5 décembre une motion se prononçant pour la création d'une « nouvelle organisation étudiante de lutte, regroupant tous les étudiants qui participent au mouvement en cours, qu'ils soient déjà organisés ou non »⁶. De façon indépendante, l'AG de Marseille Saint-Charles a voté le 14 décembre une motion se prononçant pour une pérennisation organisationnelle des comités de lutte. Lors de la Coordination nationale des 15 et 16 décembre à Toulouse, les délégués de Toulouse-III ont voté pour la motion de l'AG de Paris-VII et plusieurs autres délégations ont montré leur intérêt pour cette motion, sans pouvoir prendre part au vote faute de mandat.

Aujourd'hui, la faiblesse organisationnelle du syndicalisme de lutte (divisé en multiples groupuscules : SUD-Étudiant, FSE, CNT, tendance TUUD de l'UNEF,

syndicats locaux comme l'AGEC à Clermont, l'AGEN à Nanterre, etc.) décourage bon nombre d'étudiants de se syndiquer dans l'une de ces chapelles, alors qu'ils ne comprennent pas ces divisions et qu'ils se sont organisés, pendant la lutte, dans des structures unitaires.

En 2005-2006, la FSE (après débat impulsé par des militants CRI) avait eu l'immense mérite de s'adresser aux autres syndicalistes de lutte pour fusionner, mais elle s'était heurtée aux routines syndicales, aux calculs d'appareils, au sectarisme. Mais aujourd'hui, le mouvement de novembre-décembre 2007 ne met pas seulement à l'ordre du jour un rapprochement ou une fusion des syndicats de lutte existant, comme le préconisent des militants de SUD et de la FSE (ce qui est en soi déjà positif). Mais, de façon plus ambitieuse, il s'agit de créer une nouvelle organisation allant bien au-delà du petit noyau de syndiqués : une organisation qui envierait l'UNEF dans les poubelles de l'histoire, alors que celle-ci survit aujourd'hui grâce aux perfusions médiatiques et au désert organisationnel qui l'entoure.

L'expérience du passé montre qu'une nouvelle organisation étudiante de lutte ne peut voir le jour que si elle est prise en charge par tous les étudiants syndiqués et non syndiqués qui ont participé au mouvement, ce qui implique qu'elle soit discutée dans les Assemblées générales et à la Coordination nationale, conçue comme un prolongement organisationnel nécessaire aux comités de lutte (car ceux-ci ne peuvent tenir... que le temps de la lutte !). Il ne s'agit évidemment pas de créer une organisation « de plus », mais de dépasser les organisations existantes dans une unité organisationnelle supérieure, en les intégrant et en ouvrant la discussion sur les liens avec le syndicalisme salarié, sur le rattachement des militants de la nouvelle organisation à telle ou telle fédération ou confédération, sur le droit de tendance, etc.). Ce serait le meilleur débouché possible du mouvement, quelles que soient les prochaines luttes et pour aider à préparer celles-ci. Faire comme si rien ne s'était passé, c'est perdre sur tous les tableaux, alors que cette défaite sur le plan revendicatif peut être contrebalancée par un renforcement

¹ « Le conseil d'administration définit, dans le respect des dispositions statutaires applicables (...) les principes généraux de répartition des obligations de service des personnels enseignants et de recherche entre les activités d'enseignement, de recherche et les autres missions qui peuvent être confiées à ces personnels » (article 19 de la LRU).

² <http://www.nouvelleuniversite.gouv.fr/lancement-du-chantier-dedic-aux-personnels-de-l-universite.html?artpage=1>

³ Les étudiants en art d'Amiens ont voté la poursuite de la grève avec blocage (« fac populaire ») lundi 7 janvier, avant de voter la levée de l'occupation jeudi 10.

⁴ Malheureusement, les syndicalistes de lutte ont fait l'impasse sur cette Coordination, hormis la FSE-Paris (Tolbiac et Sorbonne), la FSE-Aix, et SUD Paris-VIII ; les JCR ont totalement boycotté cette coordination.

⁵ Un compte-rendu est lisible sur le site <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article209>

⁶ Des étudiants de Paris-VII ont créé un site Internet pour œuvrer à la création de la nouvelle organisation étudiante de lutte : <http://orga.etudiante.lutte.googlepages.com>

organisationnel préparant de futures victoires.

Enfin, il s'agit d'expliquer aux étudiants non syndiqués qu'organisation ne rime pas avec autoritarisme, carcan, bureaucratisme, et que s'organiser, ce n'est pas perdre sa liberté, mais au contraire la gagner en se donnant les moyens de ses ambitions et en profitant chacun de l'apport de tous.

2. Faire le bilan, poursuivre la mobilisation contre la LRU et clarifier les conditions de la victoire

Nous proposons aux étudiants de :

- Continuer à se réunir en Assemblées générales, comités de mobilisation et Coordinations nationales, avec notamment une journée nationale d'Assemblées générales au début du second semestre (fin février/début mars), pour tirer le bilan du mouvement, discuter des perspectives, lancer la création d'une nouvelle organisation étudiante de lutte rassemblant tous les grévistes et

les actuels syndicats de lutte, participer aux diverses luttes contre la politique de Sarkozy et préparer les conditions d'une reprise de la mobilisation des étudiants au second semestre ;

- Soutenir et appliquer les appels des Coordinations étudiants et des personnels des 12 et 13 janvier à bloquer les Conseils d'administration qui doivent voter l'application de la LRU, *via* le changement de leurs statuts. Comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants des syndicats cogestionnaires, y compris ceux qui se sont prononcés formellement pour l'abrogation de la LRU, refusent de lancer un appel à empêcher le vote des nouveaux statuts, quand ils ne votent pas pour ceux-ci !

- Réaliser l'unité des étudiants et des personnels et interpeller publiquement les dirigeants syndicaux de l'enseignement supérieur qui se disent opposés à la loi LRU pour qu'ils cessent toute concertation avec le gouvernement, qu'ils participent au blocage des CA et qu'ils appellent à la

grève reconductible au début du second semestre.

- Assurer le succès de la manifestation nationale du 9 février à Paris pour l'abrogation de la loi LRU, et exiger que les directions syndicales y appellent dans l'unité.

- Convaincre les AG et Coordinations nationales que, pour gagner contre Sarkozy, il faut aller vers un mouvement d'ensemble des travailleurs et des jeunes contre ses attaques globales cohérentes, c'est-à-dire une grève générale interprofessionnelle, qui doit se préparer politiquement et organisationnellement dès maintenant.

C'est seulement si cette orientation est couronnée de succès, notamment si la grève reconductible démarre chez les personnels de l'Université et/ou dans un secteur significatif de la classe ouvrière, que la grève nationale avec piquets de grève sera remise à l'ordre du jour.

Gaston Lefranc

RÉSOLUTIONS DU DEUXIÈME FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE (12 janvier 2008)

Le deuxième Forum du syndicalisme de classe et de masse a rassemblé une centaine de militants syndicaux le 12 janvier à Paris, à l'initiative de quatre collectifs de militants syndicaux d'origine et de sensibilité diverses (Blog Où va la CGT ?¹, Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Classe², Continuer la CGT³ et Comité pour un Courant Intersyndical de Lutte de classe⁴, auquel participent, entre autres, les militants syndicaux du Groupe CRI) et de deux syndicats en tant que tels (Collectif général des travailleurs de l'énergie de Dalkia-France⁵ et Fédération Syndicale Étudiante⁶).

Les militants présents (cheminots et agents de la RATP, étudiants en lutte, travailleurs du privé, fonctionnaires...) ont été nombreux à participer aux discussions, sous la forme de témoignages, d'analyses, de

propositions et, sur certains points (degré de combativité des travailleurs, nature des syndicats, revendications à mettre en avant...) de débats contradictoires.

Après discussion et intégration de plusieurs amendements, les participants ont adopté les deux résolutions proposées à une très grande majorité, même si un certain nombre d'abstentions, notamment sur la seconde résolution, montre que plusieurs discussions restent à approfondir.

Par son contenu et les résolutions adoptées, ce Forum a donc été un succès et constitue un point d'appui pour avancer dans le regroupement des militants syndicaux de lutte de classe. Il s'agit maintenant de consolider ce début de regroupement, en diffusant et surtout en appliquant les résolutions adoptées, notamment par l'intervention commune plus systématique des collectifs et syndicats parties prenantes dans les luttes.

Indissociablement, il faut élargir ce premier regroupement en y associant d'autres syndicats de lutte et collectifs, ainsi qu'en assurant le

succès des Forums régionaux dont le principe a été adopté.

Enfin, un saut qualitatif doit désormais être franchi en termes d'organisation commune, seule à même d'assurer une véritable efficacité et une plus grande visibilité. Pour cela, la meilleure solution est d'aller vers une Coordination ou Fédération nationale de ces syndicats et collectifs, qui permettrait d'intervenir de façon commune et organisée tout en respectant l'identité et l'autonomie de chacun.

¹ Cf. <http://ouvalacgt.over-blog.com>

² Cf. <http://collectif-syndical-classe.over-blog.com>

³ Cf. <http://courantintersyndical.free.fr>

⁴ Cf. <http://assoc.wanadoo.fr/continuer.la.cgt>

⁵ Cf. <http://www.cgtedalkia.com>

⁶ Cf. <http://www.luttes-etudiantes.com>

Résolution du Forum sur le bilan des luttes de l'automne 2007

Les participants au deuxième forum pour un syndicalisme de classe et de masse

- constatent que les travailleurs sont aujourd'hui soumis à une offensive sans limite du grand patronat contre leurs droits sociaux et démocratiques. Amplifiant les politiques menées depuis de longues années, le Capital entend prendre de vitesse la résistance ouvrière et populaire en appliquant sa thérapie de choc dans tous les domaines, en ciblant en même temps toutes les conquêtes des travailleurs depuis un siècle et demi.

- se réjouissent des luttes de l'automne 2007 contre ces attaques du grand patronat, de son gouvernement et de l'Union européenne. Leur ampleur témoigne d'un haut niveau de combativité des travailleurs dans un grand nombre de secteurs dès que les conditions sont réunies, et malgré l'omniprésente propagande des médias aux ordres. Cela confirme la volonté de résister, comme en 2003 (réforme Fillon des retraites), 2005 (victoire du Non au référendum sur le TCE), 2006 (CPE), etc. Les cheminots et les agents RATP en particulier ont mené une grève reconductible contre la casse de leurs régimes de retraite et du service public de transport, et les étudiants ont fait grève et bloqué les universités pendant plusieurs semaines contre la loi Pécresse.

- considèrent que ces luttes ont été trahies par les principales directions syndicales, non seulement par celle de la CFDT, mais aussi par les directions de la CGT et de la FSU

malgré la combativité de nombreux syndicats et militants de base. La direction de la CGT a refusé de soutenir les revendications des grévistes (non à la casse des régimes spéciaux, maintien des 37,5 annuités, non à la décote, non à l'indexation des pensions sur les prix, pour la construction d'une convergence des luttes) et affaibli leur mouvement la veille même de la grève reconductible (rencontre de Bernard Thibault avec le ministre Larcher), cassant l'unité des grévistes et toute perspective de victoire par l'acceptation de « négociations » entreprise par l'entreprise sur la base du projet gouvernemental rejeté par la base ! La direction de la FSU a refusé d'appeler à la grève du 18 octobre et de combattre pour la convergence des fonctionnaires avec les salariés des régimes spéciaux. De même, dans les Universités, non seulement l'UNEF a fait son possible pour sauver la loi LRU et casser la grève étudiante, mais les directions du SNESup-FSU et de la FERC-CGT ont refusé d'appeler les personnels à la grève, laissant les étudiants isolés et victimes d'une répression massive (présidents d'universités, vigiles privés, police, tribunaux...).

- considèrent que cette trahison des luttes ne fait qu'exprimer une orientation générale qui est celle du « syndicalisme d'accompagnement », consistant à négocier la régression sociale au lieu de la combattre. C'est ainsi que la direction CGT, comme celles des autres organisations, participe avec empressement aux conférences et à l'agenda social 2008 lancés par Sarkozy pour accompagner

la casse sociale et qu'elle cautionne totalement le dispositif gouvernemental en « oubliant » de dénoncer la guerre menée contre les travailleurs. Lors de ses vœux, Sarkozy les a d'ailleurs publiquement remerciées de cette participation à la mise en œuvre de sa politique ! Quand le capital félicite les directions syndicales, c'est qu'il est plus que temps pour les travailleurs de les chasser. Elles sont désormais ralliées à l'horizon éternel du capitalisme, renonçant à l'objectif de l'émancipation qui avait fondé le mouvement ouvrier au 19^e siècle. Elles reconnaissent le pouvoir du Capital et cela les conduit à se soumettre à son fonctionnement régressif et à l'accompagner dans sa course au profit maximum et aux contre-réformes. Abandonnant la théorie et la pratique de la lutte de classe, le « syndicalisme rassemblé » divise les luttes, rabaisse les mots d'ordre, soumet les travailleurs aux intérêts et aux stratégies du MEDEF et débouche toujours sur le pire de la régression, tout en prétendant au moindre mal par la concertation ou la collaboration entre « partenaires sociaux ». Les directions qui portent et imposent ce syndicalisme, regroupées au sein d'internationales jaunes (CES financée par l'UE, CSI) intégrées aux institutions officielles du capitalisme, jouent de plus en plus ouvertement le rôle « d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ». Elles constituent un danger mortel pour le syndicalisme de classe et de masse : il faut s'unir pour les combattre de toute urgence.

Résolution sur les perspectives du syndicalisme de classe et de masse

Les participants au deuxième forum pour un syndicalisme de classe et de masse

- réaffirment la nécessité des syndicats indépendants comme instruments permanents de défense et de combat des travailleurs contre l'exploitation et pour leur émancipation sociale.

- réaffirment que les directions syndicales ont abandonné le terrain

de la lutte des classes pour s'intégrer toujours plus dans la cogestion du capitalisme, dans le syndicalisme de négociations et d'experts, largement financé par le patronat et l'État.

- pour autant, refusent le découragement et le défaitisme, refusent de laisser le champ libre aux réformistes et collaborateurs, et affirment haut et fort que jamais le syndicalisme de classe n'a été aussi nécessaire et aussi proche des

exigences et du mécontentement des travailleurs en lutte, qui doivent se réapproprier leurs syndicats.

- considèrent que la reconstruction du syndicalisme de classe est un long chemin qui commence dès aujourd'hui entre autres par :

• la participation active à la défense des intérêts des travailleurs sans souci de la bonne marche du capital, à la lutte contre toutes les mesures de

régression sociale avancées jour après jour par le gouvernement Sarkozy/Fillon

- la reprise en charge des positions et démarcations portées par toute l'histoire du mouvement ouvrier, aujourd'hui abandonnées par les directions syndicales réformistes.

- la rencontre et le débat, la convergence des expériences et le soutien mutuel. Aujourd'hui, nous affirmons en particulier notre soutien aux camarades du CGT-E Dalkia victimes d'une offensive conjointe d'une direction de choc et de syndicats collabos particulièrement virulents (UNSA, fédération CGT de la Construction).

- la convergence des luttes et la construction d'une véritable unité de classe de tous les prolétaires, avec les étudiants, les chômeurs et précaires et en particulier les sans-papiers, les plus précaires des travailleurs.

- réaffirment que le syndicalisme de classe exige une plate-forme de revendications nationales de lutte enrichie, claire, capable d'unifier tous les travailleurs et qui doit se construire dans les luttes et les confrontations des divers points de vue. Aujourd'hui, pour centraliser les luttes contre le gouvernement Sarkozy/Fillon, les participants affirment qu'il est urgent et légitime de se battre pour les revendications les plus avancées portées par les luttes actuelles (propositions à compléter et discuter) :

- Français, immigrés : une seule classe ouvrière ! Régularisation sans condition de tous les sans-papiers ! Contre toute discrimination : égalité des droits !

- Pour l'égalité hommes/femmes !

- Augmentation générale des salaires, pensions et allocations, le SMIC à 1500 €net, 300 €pour tous !

- Retraite à 55 ans, 50 ans pour les travaux pénibles, sans condition de trimestres et dans l'immédiat 37,5 ans de cotisations maximum pour tous et maintien des régimes spéciaux !

- Travailler moins pour travailler tous et vivre mieux, pour les 33h, première étape vers les 30h/semaine et dans l'immédiat refus de tout allongement du temps de travail !

- Non aux franchises médicales et autres forfaits, remboursement à 100% des soins et médicaments, arrêt et remboursement des exonérations de cotisations patronales !

- Un seul contrat de travail, le CDI, non à la précarité, non au temps partiel imposé, non au flicage des chômeurs !

- Contre les licenciements, les restructurations du privé comme du public, défendons tous les emplois !

- Défense des acquis statutaires de la fonction publique !

- Contre la loi Pécresse, pour une École et une Université ouvertes à tous, gratuites, laïques et de qualité !

- Contre la répression et la criminalisation des luttes !

- Contre toute forme de service minimum et pour la défense du droit de grève !

- Solidarité internationaliste, contre l'impérialisme et ses guerres : retrait des troupes françaises de l'étranger !

- se revendiquent des méthodes gagnantes et démocratiques du syndicalisme de classe et de masse,

- par l'arme principale de la grève, contre les journées d'action bidon ;

- par l'auto-organisation des travailleurs en lutte, assemblées générales et comités de grève ;

- par la convergence des luttes vers la grève interprofessionnelle ;

- pour la syndicalisation massive dans les syndicats issus du mouvement ouvrier, avant tout la CGT, la FSU, les SUD et les syndicats étudiants de lutte se liant au mouvement ouvrier ;

- par la démocratie syndicale, l'élection de responsables élus et révocables, contre la bureaucratie toujours plus intégrée à l'appareil d'État et, au niveau international, aux rouages de l'impérialisme que sont la CES et la CSI.

Pour défendre l'orientation synthétisée dans cette résolution, les participants décident de poursuivre l'activité commune engagée depuis un an, concrétisée dans les deux premiers Forums du syndicalisme de classe et de masse, le premier numéro du Bulletin et plusieurs interventions communes dans la lutte de classe.

- *Diffusion large des deux résolutions adoptées par le 2^e Forum* et organisation sur cette base de réunions dans les entreprises ou établissements et les villes de province, avec notamment **des Forums régionaux ;**

- *Poursuite de la publication du Bulletin* à un rythme si possible trimestriel ;

- *Intervention commune plus systématique dans les luttes* (petites et grandes) dès que les convergences d'analyse et d'orientation le permettent ;

- *Préparation d'un troisième Forum* du syndicalisme de classe et de masse si possible en juin.

LA CGT DOIT SORTIR DU PIÈGE DES NÉGOCIATIONS !

Lettre ouverte de sections CGT de la RATP aux directions de la CGT

Lettre adressée le 7 décembre par les sections CGT des dépôts de bus RATP de Croix-Nivert, Point-du-Jour, Flandre, Saint-Maur, Thiais, Charlebourg et Bords de Marne aux directions syndicales de la CGT-Bus, de l'Union CGT-RATP, de la Fédération des Transports CGT et de la Confédération CGT.

La CGT doit sortir du piège des négociations ! Nous n'appelons pas à la grève du 12 décembre.

Les agents de la RATP ont fait dix jours de grève sur un objectif clair : refuser la casse de leur régime de retraite voulue par le gouvernement. Précisément contre quatre points fondamentaux, tous inacceptables :

- la remise en cause des 37,5 annuités de durée de cotisation ;

- l'instauration d'une décote ;

- l'instauration d'un double statut et la remise en cause de la prise en compte de la pénibilité et des contraintes de service public ;

- l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires.

Cette position est celle qui a été actée par notre syndicat CGT-Bus à son congrès le 16 octobre. Elle a été réaffirmée par l'Union syndicale CGT-RATP le 24 octobre lors de sa rencontre avec X. Bertrand. Elle reste plus que jamais la nôtre.

Suite à l'acceptation par les organisations syndicales de participer aux négociations, la grève a été suspendue à partir du 23 novembre.

Nous rappelons que la CE de notre syndicat avait rejeté le principe des négociations « tripartites », entreprise par entreprise.

Le haut niveau de conscience des enjeux, le rapport de forces et la détermination des salariés à s'opposer à la « réforme » sont demeurés intacts. Les grévistes dans les assemblées générales, en premier lieu les militants et les syndiqués CGT, n'ont pas donné de mandat à leurs directions syndicales pour négocier sous les conditions du gouvernement.

Au bout de quatre journées de négociations un constat s'impose : le gouvernement et la direction de l'entreprise refusent de modifier le cadre de leur contre-réforme. Les représentants de la CGT le reconnaissent eux-mêmes.

Il est aujourd'hui de la responsabilité de la CGT et de toutes ses organisations de déjouer le piège des « négociations ». C'est pourquoi nous désapprouvons totalement la stratégie des directions à qui s'adresse cette lettre.

- Continuer à négocier des points annexes revient à entériner cette contre-réforme, à accepter la mise à mort de notre régime spécial.

- Appeler à reprendre la grève, sur une seule journée, le 12 décembre pour « faire pression » sur les détails et les modalités de la casse de nos

retraites, c'est irresponsable devant les agents. C'est aller complètement à l'encontre de ce pourquoi nous avons fait grève pendant dix jours. Sur cette base, nous rejetons le texte du préavis de grève, d'autant plus que la CE de notre syndicat, organe dirigeant statutaire, n'a même été consultée.

Depuis le départ, les positionnements des directions syndicales de bus, de l'Union, de la fédération et de la confédération ont suscité du désarroi et de la colère parmi les syndiqués et les salariés en général, notamment depuis la proposition de la tenue de « négociations tripartites ».

Comment ne pas voir le calcul de Sarkozy pour diviser le mouvement entreprise par entreprise ? Depuis quand la négociation est-elle devenue une revendication en soi ?

Les syndiqués, les agents ont le sentiment d'avoir été trahis.

Il est temps de corriger le tir ! La situation nous l'impose. La CGT, syndicat largement majoritaire, avec tout ce qu'elle représente dans nos entreprises, a un rôle majeur, historique à jouer contre une attaque historique contre nos services publics, contre l'ensemble des acquis sociaux des salariés de notre pays.

Nous savons tous quel est le but du gouvernement. La fin de notre régime spécial vise à faire sauter un verrou à

la mise en concurrence et à la privatisation, à lever un obstacle à la suite du démantèlement de l'ensemble du système de retraite solidaire par répartition.

Le 18 octobre, les agents de la RATP à 70%, ceux de la SNCF à 80%, ceux d'EDF-GDF à 60% ont fait grève pour s'y opposer. Le 20 novembre, la manifestation interprofessionnelle a montré le développement des convergences de lutte avec des salariés d'autres secteurs comme avec les étudiants. Malgré une pression médiatique sans précédent, le pouvoir n'a pas réussi non plus à retourner l'opinion publique contre le mouvement.

Nous demandons aux directions à laquelle s'adresse cette lettre :

- de quitter les pseudo négociations
- d'examiner les conditions de la reprise du mouvement pour faire capoter le projet de casse de notre régime de retraite.

- de faire le lien déterminant entre cette lutte cruciale et celles des salariés des autres secteurs.

Nous nous engageons pour notre part à informer les syndiqués de notre démarche, à informer l'ensemble des salariés de nos dépôts de l'évolution de la lutte, à maintenir et développer le rapport de forces. La CGT appartient à ses adhérents !

LETTRE OUVERTE DU SYNDICAT CGT DE PEUGEOT (PSA)-MULHOUSE À BERNARD THIBAUT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT

Cher camarade,

Nous n'avons pas du tout apprécié ta proposition au gouvernement de négocier les retraites des régimes spéciaux, régime par régime ou entreprise par entreprise.

Quand on engage un combat comme toute la CGT l'a engagé pour la défense des régimes spéciaux de retraite et que ce combat a des conséquences pour la protection du régime général que Sarkozy veut remettre en cause en 2008, on se donne les moyens de le gagner et on ne divise pas les travailleurs en lutte dès la première minute comme tu l'as fait.

Quand la grève est massivement suivie comme à la SNCF, la RATP ou à l'EDF, on essaie d'abord de créer et de renforcer le rapport de force et pas d'affaiblir ses propres troupes en les divisant avant de négocier sur le terrain de l'adversaire.

Ton attitude nous rappelle malheureusement celle de la CFDT en 1995. On sait ce qu'il en a résulté ! Nous peinons tous les jours à gagner la confiance des travailleurs dans le syndicalisme et la CGT. Tu viens de démolir, par ton intervention, des efforts de mois et d'années.

Nous essayons, bien souvent à contre courant, de lutter contre les préjugés sur les fonctionnaires et de

militier pour la solidarité et la convergence des luttes du privé et du public pour un retour à 37,5 annuités. Tu viens de saboter cet effort.

Nous espérons que les grévistes de la SNCF, de la RATP et de EDF, que les militants CGT de ces secteurs auront la force de continuer et de gagner malgré toi et nous leur envoyons toute notre solidarité dans leur combat.

Mulhouse, le 16 novembre 2007

**Le syndicat CGT
Peugeot-Mulhouse**
Route de Chalampé
BP 1 403

68071 Mulhouse Cedex

SI NOUS NE VOULONS PAS PERDRE TOUS NOS ACQUIS,

IL FAUT STOPPER SARKOZY !

POUR CELA, IL FAUT SE RASSEMBLER, AGIR, PRÉPARER UNE MOBILISATION UNIE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !

(Tract de l'USTM-CGT du Jura)

L'Union des Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie CGT du Jura salue les cheminots, les agents de la RATP et d'EDF pour avoir mené une grève massive, déterminée et courageuse contre la casse de leurs régimes de retraite, malgré le déluge de mensonges et de calomnies déversés par les médias et le gouvernement Sarkozy. L'USTM-CGT 39 salue la grève nationale des étudiants, rejoints par les lycéens, qui ont bloqué leurs universités pour obtenir l'abrogation de la loi LRU (loi de privatisation des universités et de précarisation des personnels). L'USTM-CGT 39 se réjouit du succès de la grève et des manifestations du 20 novembre dans la Fonction publique et dans certains secteurs du privé pour l'augmentation des salaires. L'USTM-CGT 39 salue également les collègues métallurgistes de PSA-Sevelnord qui, comme ceux de PSA-Aulnay au début de l'année, ont fait grève pendant plusieurs jours pour exiger eux aussi des augmentations de salaires.

Toutes ces luttes posent la question de leur convergence : si les travailleurs ne s'unissent pas contre Sarkozy, ils vont perdre leurs acquis les uns après les autres et toutes les conquêtes collectives seront liquidées. S'ils s'unissent, leur nombre fera leur force et il sera possible de stopper la politique de Sarkozy, de le vaincre. La politique de Sarkozy, tout entière au service du grand patronat, forme un tout cohérent : il a planifié une attaque globale contre les ouvriers et tous les travailleurs ! Il faut donc combattre pour réaliser une mobilisation d'ensemble de tous les travailleurs et les jeunes, pour la grève interprofessionnelle.

L'USTM-CGT 39 propose donc à ses syndicats, aux travailleurs de la métallurgie et à tous les autres salariés d'ouvrir la discussion sur les revendications collectives et sur la façon de mener le combat pour gagner :

• *Pour l'augmentation générale des salaires : 300 euros pour tous tout de suite ! Le SMIC à 1 500 euros nets !* Pour cela, il faut imposer au patronat qu'il rende aux salariés du privé une partie de ses profits gigantesques (100 milliards l'an dernier rien que pour les 40 plus grosses entreprises françaises !). Et il faut imposer au gouvernement qu'il rende les 15 milliards donnés sous forme de cadeaux fiscaux aux ménages les plus riches et les 30 milliards de cotisations sociales dont il exonère les patrons : ces 45 milliards permettraient de créer des postes, de titulariser les précaires et d'augmenter les salaires dans la Fonction publique !

• *Pour la défense des régimes spéciaux de retraite, contre tout allongement de la durée de cotisations, pour le retour aux 37,5 pour tous et le droit à la retraite à 60 à taux plein, à 55 ans pour les travaux pénibles et la production.* Ne nous laissons pas diviser par le gouvernement et les médias entre les salariés qui bénéficient encore des 37,5 annuités et ceux qui les ont perdues, entre les salariés du public et ceux du privé, entre travailleurs français et immigrés ! Ce que veut le gouvernement, c'est allonger la durée de cotisation pour tous les salariés. Cela reviendrait à réduire les retraites de ceux qui partiront quand même à 60 ans, ou alors à nous faire trimer de plus en plus vieux, alors que le chômage frappe déjà des millions de travailleurs et notamment les jeunes !

• *Contre la privatisation de la Sécurité sociale et les franchises « médicales »* (nouvelle taxe sur les soins et les médicaments). La Sécurité sociale doit assurer la solidarité entre les salariés et entre les générations : sa vocation n'est pas d'être rentable. Les malades ne sont pas des coupables : notre droit à la santé doit être défendu !

• *Contre la précarité : pour l'abrogation des lois qui autorisent la précarité,* Contre toute remise en cause de notre code du travail et du contrat de travail à durée

indéterminée (projet du MEDEF et de Sarkozy).

• *Pour le rétablissement des 22 000 emplois de fonctionnaires liquidés dans le Budget de 2008 et des 25 000 postes supprimés au cours des cinq années précédentes.* Ces postes sont nécessaires pour rétablir des conditions de travail décentes pour les personnels et pour assurer un service public de qualité.

• *Pour le maintien de notre industrie.* Interdisons les licenciements et les délocalisations !

• *Contre toute remise en cause des statuts de la Fonction publique.* Ces statuts ne sont pas des privilèges, mais les garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire et de la qualité du service public, qu'il faut défendre contre toutes les privatisations.

• *Contre la loi Pécresse qui vise à privatiser les Universités,* à aggraver l'inégalité entre les facultés, à généraliser la précarité et à introduire la sélection de nos enfants à l'Université...

• *Contre toute remise en cause du droit de grève :* abrogation de la loi sur le « service minimum » ! Le patronat et le gouvernement voudraient nous priver de l'arme de la grève car elle nous permet de combattre de manière efficace, en stoppant la production et en créant un rapport de force !

• *Contre la traque des sans-papiers, contre les tests ADN et les lois anti-immigrés (Hortefeux, CESEDA...).* Les immigrés ont le droit à la dignité, les sans-papiers et leurs enfants n'ont pas à vivre avec la peur au ventre permanente pour servir de boucs émissaires à la politique du gouvernement. Tous les salariés doivent être solidaires de leur lutte pour la régularisation et pour une vie décente en France.

• *Retrait de la carte judiciaire* imposée par le gouvernement qui permettra la suppression et l'éloignement des différentes juridictions.

Pour gagner tous ensemble sur ces revendications et sur les autres,

l'USTM-CGT 39 estime qu'il n'y a pas d'autre solution que d'utiliser les méthodes de lutte traditionnelles du syndicalisme de classe et de masse, car ce sont ces méthodes qui ont permis aux générations précédentes d'arracher les acquis sociaux :

- Pour la clarté des revendications, contre la prétendue « négociation » des reculs sociaux ;
- Pour l'arme de la grève déterminée, contre la tactique des « journées d'action » sans lendemain ;
- Pour le contrôle des travailleurs sur leur mobilisation, par des

Assemblées générales intercatégorielles de site, l'élection de comités de grève révocables et leur coordination à tous les niveaux ;

- Pour la convergence des luttes et pour la grève interprofessionnelle, qui passe par la liaison des travailleurs des différentes catégories et des différents secteurs, contre l'isolement service par service, entreprise par entreprise, catégorie par catégorie.

C'est sur cette base que l'USTM-CGT 39 propose de convoquer dans les entreprises où ses syndicats

interviennent des réunions de travailleurs pour discuter de la situation et construire la résistance. C'est sur cette base qu'elle propose aux autres syndicats, à commencer par ceux de la CGT, de convoquer des réunions de rencontre interprofessionnelles dans les villes du département, afin de commencer à nouer les relations nécessaires entre travailleurs et jeunes prêts à combattre pour gagner contre Sarkozy.

USTM-CGT du Jura
ustm39@yahoo.fr

REMARQUES SUR LE CONGRÈS DE L'UD CGT 06 (ALPES-MARITIMES)

Le congrès de l'Union Départementale des syndicats CGT 06 s'est tenu les 6 et 7 décembre à Carros (Alpes-Maritimes). Ne doutons pas un instant que ce congrès a été parfaitement encadré par l'appareil et que les débats n'avaient guère de chances de déborder le cadre autorisé par la bureaucratie syndicale.

Toutefois, la première journée fut marquée par l'intervention de quelques délégués qui eurent une attitude critique à l'égard de Thibault lors de la grève des cheminots. Un vieux militant (stalinien) intervient en disant : « C'est la première fois qu'un secrétaire fédéral appelle à la reprise du travail et à la négociation alors que le rapport de force ne fait que commencer. Comment voulez vous faire aboutir des négociations si vous brisez la grève avant de commencer à discuter ? Ça s'est jamais vu ! »

Plusieurs délégués reprennent le sens de la critique et le débat commence à devenir intéressant pour les délégués, mais lourd de menaces pour les hommes d'appareil censés encadrer le débat. L'un d'eux intervient et remet les pendules à l'heure : « C'est facile de faire une critique de notre secrétaire général, mais vous oubliez vite que la négociation a été une victoire arrachée par notre organisation. Rappelez-vous l'attitude de Fillon lorsqu'il déclarait que tout était prêt et qu'il n'attendait plus que l'ordre de l'Élysée pour mettre en application la réforme des régimes spéciaux de retraite ! Ne nous laissons pas diviser par ceux qui veulent opposer la

détermination des luttes des cheminots et le courage qu'a eu notre secrétaire fédéral d'imposer la négociation contre la volonté du gouvernement... »

Autrement dit, la grève n'est plus le moyen d'établir un rapport de force dans la lutte des classes (y compris pour peser sur des négociations), mais le simple préambule en vue d'obtenir des négociations. Il va sans dire que dès que les négociations sont obtenues, la grève doit cesser ?

Dans ce genre de situation, l'appareil prend toujours soin de sélectionner quelques figures emblématiques censées clouer le bec aux réfractaires. La parole est donc immédiatement donnée à un délégué cheminot : « J'entends des camarades qui opposent la grève à la négociation. Pour moi cette opposition n'a pas de sens. D'ailleurs, contrairement à ce que laisse croire ce débat, le mouvement n'est pas terminé et les négociations continuent. Quant à savoir si la grève devait continuer ou si la CGT est un syndicat révolutionnaire ou un syndicat réformiste ou si encore la grève devait devenir une grève générale, tout cela est un faux débat. Personnellement je ne crois pas à la grève générale. La grève nous a permis d'imposer des négociations, mais, comme disait je sais plus qui [mon œil ! NDR], il faut savoir cesser une grève... »

Il va sans dire que ce fier délégué cheminot (qui ne croit pas à la grève générale) n'a jamais été vu nulle part au sein des instances locales tant des UL que de l'UD. Nous touchons là à la problématique des militants syndicaux enfermés dans le cadre étroit d'un

militantisme d'entreprise. Les liens avec le travail interprofessionnel n'existent plus, la réalité sociale devient une réalité d'entreprise et la solidarité se réduit à une simple subordination sans borne à l'appareil. L'appareil se renforce aujourd'hui essentiellement à partir de cette myriade de petits dirigeants et d'élus au sein des entreprises de dimension nationale et européenne. La place qu'occupe ce personnel au sein des instances dirigeantes fédérales explique le décalage énorme entre les militants de base qui n'ont rien à gagner dans le système et ceux qui, parce qu'il se sont hissés dans l'appareil et constitue une aristocratie ouvrière, « ne croient plus à la grève générale ».

Un représentant de l'Union Régionale (structure non statutaire pour adapter la CGT au nouveau découpage territorial que veut imposer la bourgeoisie dans le cadre de l'Union européenne, avec les pôles d'aménagement régional, pôles de compétitivité et autres zones d'insécurité et de non-droit pour les salariés qui y travaillent) intervient sur la syndicalisation. Il reprend à son compte les vieilles lunes journalistiques sur la nécessité d'adapter le syndicalisme, d'ouvrir la perspective d'un syndicalisme rassemblé.

Un militant de la santé lui rappelle que le syndicalisme français ne s'est pas développé sur les mêmes bases que le syndicalisme scandinave. Alors que ce dernier s'est développé comme un syndicalisme de service (dans certains pays, seuls les salariés

adhérents à un syndicat peuvent bénéficier des avantages d'une convention collective, ce qui explique le taux important de syndicalisation), alors qu'en France le syndicalisme s'est essentiellement développé comme un syndicalisme de lutte et de classe.

Les critiques du rapport d'introduction formulées par certains délégués au congrès sont encore naïves, mais expriment néanmoins une conscience embryonnaire des orientations liquidatrices de la direction confédérale. Néanmoins, la direction a réussi à imposer l'adoption de ses résolutions par le congrès. Parmi elles, nous trouvons une résolution sur la mise en place d'une Union Syndicale des Retraités (ce qui dans les faits consiste à faire sortir les militants retraités de leur syndicat de base et à les regrouper dans un « syndicat » directement contrôlé par la confédération). La volonté d'activer un « collectif jeune » va dans le même sens. Le congrès réaffirme sa volonté de mettre en avant la décision n° 23 du 48^e congrès de la CGT. Cette décision adoptée par le congrès confédéral marque une volonté de remodeler l'ensemble des structures confédérales. Le syndicat professionnel organisé autour d'une convention collective ne serait plus le syndicat de base, mais une multitude de rassemblements hétéroclites pourrait se substituer aux syndicats de base. Les deux premières

résolutions furent adoptées à l'unanimité moins deux votes contre.

Lors de la seconde journée, les débats vont se cristalliser un moment sur la question des pôles de compétitivité, de l'intercommunalité et de la réorganisation territoriale autour des régions. Un membre de l'union régionale tente d'orienter le débat autour d'une revendication de participation à la « gouvernance » de ces pôles : « *Compte tenu de la désertification industrielle de notre région, du projet de développement de la vallée de la Royat (en direction de Grenoble à la sortie de Nice) nous devons être partie prenante et nous investir afin de ne pas laisser le capital et le gouvernement décider sans que les salariés aient leur mot à dire...* »

Un délégué mandaté par l'UL d'Antibes prend la parole et rappelle l'histoire des communes, de la destruction des services publics ; il rappelle que les « pôles de compétitivité » sont devenus des zones de non-droits dans lesquelles le capital pille allégrement l'argent public, subordonne la recherche à ses besoins immédiats. Ce délégué oppose au discours officiel le redéploiement des services publics et la sauvegarde des communes. Le discours de ce délégué est précis, étayé, implacable et se termine par une véritable ovation de la part des délégués présents. Il ne fait pas de doute que ce délégué est

directement inspiré par le PT, mais il touche juste.

Le délégué de l'UR doit d'ailleurs reconnaître que les fameux « pôles de compétitivité » sont des gouffres financiers qui ne servent qu'à engraisser le capital privé avec l'argent public. Mais c'est pour mieux remettre en avant la nécessité de participer à la gouvernance de ces zones de non-droit.

Le principal enseignement de ce congrès est qu'on découvre que la conscience de classe suit un long processus de maturation. D'un côté, les délégués dans leur majorité votent les résolutions qui tendent à détruire leur propre organisation, et de l'autre les mêmes délégués applaudissent à tout rompre le discours somme toute assez juste d'un délégué qui reprend les analyses du PT concernant la disparition des communes et le réaménagement territorial comme lien de subordination à l'Europe capitaliste.

Les frictions que l'on voit naître entre les dirigeants confédéraux et les militants syndicaux de base nous montrent que, sous la pression de la lutte des classes, la conscience de classe ne demande qu'à émerger pour peu qu'on l'aide à trouver le chemin de son émancipation.

Le 9 décembre 2007

Un délégué au congrès

CONGRÈS DE LUTTE OUVRIÈRE : AGGRAVATION DU VIRAGE À DROITE ET DU REPLI SECTAIRE

Les 1^{er} et 2 décembre s'est tenu le congrès de LO chargé de voter son orientation pour l'année à venir. La décision la plus spectaculaire a été le choix de faire liste commune dans un certain nombre de villes avec le PS et/ou le PCF, qui fait suite à l'appel à voter Royal au deuxième tour de la présidentielle. C'est en effet non seulement une rupture avec le marxisme révolutionnaire, mais aussi avec une certaine tradition d'indépendance de LO par rapport au PS et au PCF sur le terrain électoral. Cependant, s'agit-il d'une position révisionniste isolée ? N'est-ce pas plutôt la conséquence ultime de l'analyse et de l'orientation générale de LO ? De même, si la Fraction de

LO s'est assez nettement opposée à l'orientation de la majorité sur les municipales, est-ce l'expression d'une analyse et d'une orientation différentes ? Et si c'est le cas, cette opposition à la majorité est-elle jusqu'au bout cohérente avec elle-même ?

Sur la situation internationale

Si le congrès a commencé par un rapport sur la situation internationale, il semble qu'il se soit agi surtout de sacrifier à un rituel. En effet, le rapport ne propose aucune analyse marxiste de la situation mondiale, se bornant à constater une relance de la course aux armements et à proposer de petits

résumés pour un certain nombre de pays. C'est déjà en soi un symptôme inquiétant dans une organisation qui se prétend trotskyste et compte des centaines de militants, y compris un certain nombre de permanents et de retraités. Ce rapport ne propose ni étude marxiste de la situation économique internationale en plein ralentissement, ni analyse sérieuse de l'évolution des rapports inter-impérialistes dans ce contexte, ni mise en évidence de ses effets sur la lutte de classe dans les principaux pays, notamment sur le mouvement ouvrier en crise, et sur la résistance des peuples opprimés...

Les petits résumés sur quelques pays ne discutent même pas ce que

pourrait y être une orientation marxiste révolutionnaire. Ainsi, pour la Palestine, LO estime qu'« *il n'y a malheureusement rien de nouveau* » (malgré les coups redoublés de l'impérialisme et d'Israël contre le peuple palestinien, le putsch d'Abbas, la conférence d'Annapolis...) et se contente de regretter que toute perspective d'« *entente entre les deux peuples* » soit ainsi fermée, alors qu'ils sont « *destinés à vivre ensemble* »... De façon encore plus significative, LO consacre moins d'une page au continent où se produisent les phénomènes de la lutte de classe les plus riches de la période, l'Amérique Latine : il n'y a aucune analyse de la situation politique au Venezuela, en Bolivie ou au Brésil et rien sur l'orientation que devraient y développer les communistes révolutionnaires, comme si nous n'avions rien à apprendre de la lutte des classes dans ces pays. Non, LO se contente d'analyser les résultats... des élections, constatant la confirmation d'« *une sorte de basculement à gauche des électors* » — qui plus est même pas en termes marxistes, mais uniquement selon cette opposition superficielle droite/gauche.

Quant à la Fraction de LO, s'il faut certes tenir compte de sa taille plus réduite, elle n'a rien à dire de différent, puisqu'elle n'a même pas jugé utile de proposer un texte alternatif à celui de la majorité. Cela traduit une grave sous-estimation de l'importance des questions internationales pour la définition d'une ligne politique et pour la formation de cadres marxistes révolutionnaires.

Sur la situation intérieure

Mais l'abandon de l'analyse marxiste apparaît encore plus clairement dans le texte sur la situation intérieure.

Sur la politique de Sarkozy

Pour la majorité de LO, la politique de Sarkozy n'exprime pas essentiellement les intérêts du capital financier français, mais... la volonté de satisfaire son électorat ! Raisonner comme si, en démocratie bourgeoise, c'était le vote des électeurs qui décidait de la politique du gouvernement, c'est vraiment renier le marxisme. C'est pourtant ce que fait LO, affirmant que la politique de Sarkozy viserait à « *combler cette majorité qui l'a élu* », à « *combl[er] de joie la fraction franchouillarde de son électorat* », celui-ci étant qualifié de « *petit-bourgeois xénophobe et surtout anti-ouvrier, détestant les pauvres qui ne peuvent être que des parasites et des fainéants vivant aux crochets de ceux qui travaillent, c'est-à-dire, bien sûr, le petit et le moyen patronat* ». D'après la majorité, « *c'est avant tout* » à cet électorat « *que Sarkozy s'adressait en déclarant qu'il serait négatif et inutile d'augmenter les salaires et que les salariés qui voulaient gagner plus n'avaient qu'à travailler plus* ». Autrement dit, 53 % des électeurs français seraient des petits-bourgeois (il n'y aurait d'ailleurs pas de pauvres parmi eux) et ce seraient ces gens-là qui mèneraient la danse, le grand patronat se contentant de suivre ! Et pour « *tout le reste, que ce soient les franchises sur la Sécurité sociale, les atteintes aux retraites, les licenciements plus souples, en passant en force ou en le tentant* », il en irait de même : cela n'aurait rien à voir non plus avec les besoins des capitalistes français dans leur compétition avec les capitalistes des autres puissances impérialistes sur le marché mondial !

Mais ce n'est pas tout : LO va jusqu'à écrire que « *les dirigeants des grandes sociétés bancaires, financières ou industrielles se moquent éperdument des mesures prises ou à prendre contre les immigrés car ils savent parfaitement qui embaucher et qui faire venir ou pas* ». Là encore, ce serait uniquement pour conserver l'électorat défini plus haut que ces réformes seraient faites,

par pure démagogie. C'est vraiment sombrer dans l'économisme le plus vulgaire, qui n'a rien de commun avec le marxisme. En effet, d'une part, la bourgeoisie a besoin des lois anti-immigrés, puisqu'elles lui permettent d'exploiter à loisir des travailleurs qui vivent dans la peur d'être renvoyés dans leurs pays d'origine ; or, en constituant une fraction surexploitée de la classe ouvrière, c'est sur l'ensemble de la classe qu'elle exerce une pression pour l'aggravation des conditions d'exploitation. D'autre part, la bourgeoisie a intérêt à entretenir le racisme et plus généralement la suspicion à l'égard des immigrés : quoi de mieux pour diviser les travailleurs que de faire croire que les étrangers seraient la cause de tous les maux ?

LO explique également : « *Le grand patronat n'a (...) aucun intérêt économique ou social aux peines plancher pour les récidivistes, qui aboutissent à condamner à des peines démesurées les auteurs de délits mineurs. Il n'a pas non plus le moindre intérêt à des mesures un peu trop choquantes, comme les tests ADN pour rechercher la filiation des enfants d'immigrés qui demandent un regroupement familial.* » Et pourtant, les peines plancher ne servent-elles pas à faire croire que le mal profond de la France serait la délinquance et que la solution serait donc le renforcement de l'État bourgeois... c'est-à-dire de la bourgeoisie elle-même ?

En un mot, LO ne comprend pas que Sarkozy a besoin de modifier les rapports de force entre les classes sociales en essayant d'associer une fraction du prolétariat à sa politique pour pouvoir avancer dans la pulvérisation des droits de tous les travailleurs. Pour elle, c'est seulement par ses cadeaux sonnants et trébuchants aux patrons qu'il est à leur service !

Sur le PS et le PCF

LO cherche à mettre en évidence un certain opportunisme de la LCR vis-à-vis du PS et du PCF en écrivant : « *Et tout cela [la diabolisation de Sarkozy] contribue à enraciner l'idée qu'on ne peut pas se défendre contre la droite actuelle sans remplacer Sarkozy alors qu'on le peut tout autant qu'auparavant, à condition d'être conscient que se défendre contre la*

droite c'est avant tout se défendre contre le patronat. » Mais alors, pourquoi avoir appelé à voter Royal au second tour des dernières élections, participant... à cette diabolisation de Sarkozy ? LO refuse d'analyser après coup son choix de l'entre-deux-tours. L'actuel soutien du PS aux contre-réformes de Sarkozy, que son programme laissait clairement prévoir, montre pourtant qu'il était juste de ne semer aucune illusion sur ce parti et de ne pas appeler à voter pour Royal sous prétexte de « battre la droite ».

Mais le congrès de LO est allé encore plus loin : la critique de la LCR sert uniquement à tenter de rassurer les militants par un verbe radical... au moment de leur proposer une alliance parfaitement opportuniste avec le PS dès le premier tour des élections municipales (ce que condamne actuellement, à juste titre, la LCR). C'est pourquoi, dès sa résolution sur la situation intérieure (donc au niveau même de l'analyse politique générale), la direction de LO essaye de faire croire que le PS et le PCF, n'étant plus au pouvoir, n'auraient pas de responsabilité dans les coups reçus actuellement par les travailleurs. Ce faisant, elle passe sous silence non seulement la politique de ces partis lorsqu'ils étaient au gouvernement, mais aussi le soutien que le PS apporte chaque jour explicitement (avec la caution du PCF) aux grandes réformes de Sarkozy, élément pourtant décisif pour expliquer la force politique de celui-ci. Et la direction de LO ne rappelle pas que bien des dirigeants syndicaux qui aident Sarkozy à faire passer ses contre-réformes sont au PS ou politiquement proches de lui, comme Mailly (secrétaire général de FO), Chérèque (secrétaire général de la CFDT), Olive (secrétaire général de l'UNSA), voire Thibault (secrétaire général de la CGT, qui a été accueilli triomphalement au congrès de ce parti).

Sur la lutte des classes et la politique de la bureaucratie syndicale

Dans son texte sur la situation intérieure, l'organisation qui se prétend trotskyste et s'est toujours présentée comme orthodoxe ne consacre que... trois paragraphes à la lutte de classe en France durant l'année écoulée ! On n'y trouve pas d'analyse globale qui aurait permis de mettre en perspective les grèves dans

la métallurgie (de celle de PSA-Aulnay au début de l'année à celle de PSA-Sevelnord en novembre), les grèves enseignantes contre le décret Robien, la lutte des travailleurs des régimes spéciaux (qui était pourtant en cours au moment de la préparation du congrès), l'enjeu des grèves interprofessionnelles du 18 octobre et du 20 novembre, la grève des étudiants contre la loi LRU, etc. Quelles leçons en tirer ? Quel rôle ont joué à chaque fois les directions syndicales ? Comment s'expliquent les victoires partielles dans quelques cas et le plus souvent les défaites ? Quelles propositions faire aux travailleurs qui ont mené la lutte pour préparer celles qui se profilent ? Il n'y a rien, désespérément rien.

Pour LO, il ne se passe jamais grand-chose, les années passent et rien ne change. Pourtant, elle ne propose pas d'analyse et d'explication précises sur la crise du mouvement ouvrier, notamment sur la politique des directions syndicales et des réformistes qui, lorsqu'il y a des luttes, refusent de se battre pour les mener à la victoire, quand elles ne les brisent pas. Non, LO préfère s'en prendre en priorité à « ces opinions [réactionnaires de l'électorat de Sarkozy, qui] représentent une grande partie de l'électorat car – il s'agit d'en être conscient – **la droite est puissante dans la population.** Si Mitterrand a été élu en son temps c'est en grande partie parce qu'il avait tout un passé d'homme de droite, du régime de Vichy aux gouvernements de la IVe République. »

Certes, LO remarque tout de même que « les luttes peuvent surgir spontanément, mais elles pourraient être aussi organisées par les directions syndicales. C'est rarement le cas car celles-ci se contentent souvent, ou presque toujours, de journées d'action sans lendemain. En fait, là encore, c'est leur propre base qui peut leur imposer d'organiser les luttes nécessaires ». Mais elle ne propose pas de stratégie alternative claire à celle des directions syndicales : elle se contente de prétendre, avec un formalisme dépolitisé, que « des journées d'action se succédant et se renforçant dans un temps relativement court peuvent préparer et conduire à une grève générale ». Autrement dit, LO ne propose aucune véritable stratégie pour la grève générale (d'autant moins

qu'elle considère la combativité des travailleurs comme quasi-nulle) : elle se contente de déclarer celle-ci « possible » sur la base de « journées d'action » rapprochées, en faisant l'impasse sur la nécessaire clarté des revendications, sur l'auto-organisation des travailleurs comme sur l'indispensable dénonciation précise de la politique des directions syndicales (« concertations » permanentes avec le gouvernement, participation à la co-élaboration des contre-réformes, vrais-faux appels à la mobilisation fonctionnant comme soupapes de décompression pour empêcher qu'un véritable combat de classe ne s'organise, etc.).

Sur les perspectives générales

En ce qui concerne la nécessaire propagande, au-delà des combats défensifs immédiats, LO entend préparer l'« offensive générale » ou la « contre-offensive » par la mise en avant continue de son mot d'ordre phare : « *le contrôle des travailleurs, de la population, sur les comptes de toutes les grandes et moyennes entreprises* ». Il s'agit certes là d'un mot d'ordre transitoire, mais pourquoi s'en tenir à celui-ci uniquement et surtout pourquoi ne pas le relier au seul objectif politique permettant de centraliser tous les mots d'ordre immédiats comme transitoires, celui du gouvernement des travailleurs par et pour eux-mêmes ? Ce faisant, LO ne permet aucun développement de la conscience ouvrière : sa propagande elle-même est presque vide, dépolitisée. Pour Trotsky et les trotskystes de principe, au contraire, chaque mot d'ordre transitoire n'a de sens que dans le système de revendications où il s'inscrit, dont le centre est la propagande pour le gouvernement des travailleurs : « *Il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la population et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* » (Programme de transition, fondateur de la IVe Internationale).

Mais les propositions de LO pour l'action immédiate ne sont pas plus acceptables. Avec ses milliers de militants et sympathisants proches, elle pourrait très bien décider d'œuvrer au regroupement des travailleurs pour préparer les prochaines luttes en les aidant à comprendre la logique comme le détail des réformes de Sarkozy, à tirer le bilan des défaites de l'automne et à s'auto-organiser pour se tenir prêts à agir efficacement lors des mobilisations à venir. LO pourrait notamment, avec les nombreux militants syndicaux qu'elle organise ou qu'elle influence, avec les syndicats dirigés par ces militants, participer à la construction d'un véritable courant organisé de lutte de classe à l'intérieur des syndicats, capable de dénoncer et de combattre l'orientation collaboratrice des directions syndicales et leur trahison des luttes.

Mais non : LO préfère dévorer l'énergie de ses militants en leur faisant faire tout au long de l'année des « caravanes » dans le plus grand nombre de communes, sur le modèle de ses caravanes d'été ! Celles-ci consistent à aller quelques jours dans des petites villes où l'organisation n'est pas implantée pour y projeter des films, y organiser des débats, vendre la presse de LO, dans le but d'élargir son « rayonnement politique ». Au moment où les travailleurs, confrontés à une offensive globale du MEDEF et de Sarkozy, ont plus que jamais besoin de s'organiser pour résister, LO propose à ses militants de tourner le dos à la lutte de classe vivante pour se replier sur le terrain de la propagande pure : « Depuis des années, notre rayonnement politique dépassant certaines régions, c'est-à-dire à l'échelle nationale, dépend essentiellement de nos participations électorales. Cependant l'expérience de la dernière présidentielle montre qu'il serait dangereux de s'en contenter bien qu'il n'ait pas disparu, loin de là, nous l'avons vu lors des caravanes de cet été. » Bref, au lieu de réfléchir aux fautes de sa campagne électorale de 2007, qui expliquent son échec, LO propose une sorte de campagne électorale permanente ! Dans la pratique, cela ne pourra se faire qu'au détriment de l'intervention concrète dans la lutte de classe, voire aux dépens de la présence dans les entreprises et dans les syndicats qui avait jusqu'à présent constitué la

principale force de LO en tant qu'organisation.

De fait, la piètre intervention des militants de la majorité de LO dans les luttes de l'automne a montré leur capacité à respecter leur ligne de congrès : dans les AG de cheminots, tout en construisant bien sûr la mobilisation sur le terrain, ils se contentaient d'appeler à la lutte et de soutenir « le moral » des travailleurs, se refusant à dénoncer les directions syndicales collaboratrices, à lutter pour la mise en place de comités de grève et à combattre pour la convergence interprofessionnelle des luttes. Dans le mouvement étudiant, on les a vus s'opposer à la mise en place des piquets de grève, en prétextant que ceux-ci seraient « minoritaires ». Plus généralement, pas la moindre affiche, pas le moindre tract pendant ces grèves (hormis la presse routinière), alors qu'ils vont fleurir pendant les élections.

La ligne de la Fraction

La Fraction a présenté une résolution opposée à celle de la majorité. Elle propose une analyse de la lutte de classe et est clairement écrite sous l'angle de la recherche des voies d'une riposte du prolétariat à l'offensive du gouvernement. Elle n'a pas oublié cette idée élémentaire du marxisme que la politique de gouvernement est faite « au service de la bourgeoisie » et non de son électorat. Elle n'a pas non plus oublié que les immigrés constituent « une fraction de la classe ouvrière dont la surexploitation par le patronat est (...) facilitée » par les lois de Sarkozy. Elle propose une analyse politique, sans doute incomplète, mais globalement correcte. Elle réfléchit d'abord au plan de bataille des ennemis de classe, soulignant que « leur stratégie [est] d'attaquer tout le monde (dans les classes populaires) le plus rapidement possible et leur tactique d'égrener quand même les coups pour n'être confrontés qu'à des résistances isolées dont il faut à tout prix éviter la convergence ». Elle explique l'enjeu de l'attaque contre les régimes spéciaux du point de vue de la classe ouvrière : « cibler une catégorie en tentant de neutraliser les autres, voire les dresser contre la première » et « battre en brèche la résistance d'une catégorie de travailleurs réputée syndicalisée et combative (1995 est

encore dans les mémoires) ». Elle souligne qu'il est « nécessaire donc qu'ils entrent en lutte avec une volonté et des objectifs qui soient attirants pour l'ensemble des travailleurs ». Elle esquisse donc un programme général, qui n'est certes pas un véritable programme de transition révolutionnaire, puisqu'il fait l'impasse sur l'objectif clé du gouvernement des travailleurs ou même de la grève générale, mais qui du moins se veut un programme d'action pour intervenir immédiatement dans les luttes, articulant plusieurs thèmes décisifs pour les mobilisations de la prochaine période (augmentation des salaires, défense des retraites, interdiction des licenciements et des suppressions de postes, embauches massives et « contrôle des travailleurs sur les comptes et détournements de l'État en faveur du patronat, sur tous les comptes, les bénéfices et les fraudes des entreprises, et réquisition des super dividendes (...) au bénéfice des classes populaires »). — De plus, la Fraction souligne correctement l'importance, dans le dispositif gouvernemental, de « la neutralisation des syndicats et associations (en particulier écologistes), en les engluant dans une ribambelle de "concertations" » ; car « l'intégration des syndicats aux multiples rouages de l'État est certes déjà une longue histoire, mais elle prend une nouvelle tournure en France ». Elle critique à juste titre la politique de toutes les directions syndicales, y compris celles, plus radicales chez les cheminots, de FO et SUD. Enfin, elle souligne que « c'est le rôle des révolutionnaires de contribuer à ce que tout mouvement petit ou grand aille jusqu'au bout de ses possibilités, c'est-à-dire saisisse aussi la moindre occasion de rassembler autour de lui pour la riposte commune » et met en avant la nécessité de l'auto-organisation des travailleurs : « C'est aussi le rôle des révolutionnaires de contribuer à l'organisation des travailleurs en lutte pour que ceux-ci se dotent de "structures" de décision propres, indépendantes des directions syndicales même si elles comptent évidemment dans leurs rangs les militants syndicaux, "assemblées générales" souveraines par secteurs et si possible "interservices", voire "interpro", comités de grève et coordinations à tous les niveaux. »

Au bout du compte, la différence d'orientation avec la majorité est substantielle. Cependant, la Fraction est loin de mettre en œuvre, dans la pratique, l'orientation qu'elle préconise. Durant les luttes de l'automne, elle ne s'est pas battue pour les réunions interprofessionnelles et n'a même pas participé à celles qui étaient organisées par exemple à Paris le 18 octobre ou le 20 novembre. Dans la grève des étudiants (dont sa résolution au congrès ne parle même pas !), ses militants se sont même opposés, à contre-courant de la grande majorité des étudiants grévistes, à l'élargissement de la plate-forme revendicative au-delà de la LRU ; ils ont refusé de combattre frontalement l'UNEF, au nom d'une prétendue « unité » ; et ils ont appelé bien vite à la levée des piquets de grève quelques jours après l'appel de l'UNEF à cesser le mouvement, reprenant à leur compte l'idée que le blocage des universités serait démobilisateur. Même dans la grève des cheminots, où ses militants se sont battus à l'avant-garde pour la reconduction, la Fraction n'a cependant que très partiellement mis en œuvre l'orientation des AG inter-services et surtout des comités de grève, proposés à notre connaissance sur une seule des gares où elle intervenait, mais reculant ailleurs face à la pression de la bureaucratie syndicale, violemment hostile à l'auto-organisation des travailleurs. Enfin, plus généralement, elle ne fait aucune proposition concrète pour organiser les travailleurs d'avant-garde et en particulier pour contrer les directions syndicales par la construction d'un courant intersyndical de lutte de classe.

Sur la campagne des municipales

Enfin, dans un dernier texte de son congrès, LO rentre dans le jeu de la course aux élus sans même essayer de s'en cacher : « *Nous devons (...) préparer ces élections municipales et nous présenter dans le maximum de communes.* » Cet objectif purement électoraliste suffit à justifier un total opportunisme : « *Cela [essayer de constituer des listes dans le maximum de localités] ne nous empêchera cependant pas d'étudier et d'être ouverts à toute proposition d'alliance, que nous étudierons en fonction des situations, des rapports de forces locaux et des possibilités d'élus que*

ces alliances pourraient réellement nous ouvrir. » Concrètement, LO choisit de s'allier largement avec le PS, le PCF et les autres partis de la « gauche plurielle ». À l'heure où les travailleurs ont besoin plus que jamais des révolutionnaires pour résister aux attaques frontales de la bourgeoisie, ce ne sont pas des considérations locales qui peuvent décider d'alliances ou non, et ce n'est surtout pas le moment de redorer le blason du PS qui soutient ouvertement les réformes de Sarkozy ! Les révolutionnaires ne peuvent intervenir dans la campagne des municipales qu'en la considérant comme un des éléments pour préparer politiquement la nécessaire lutte de masse contre toutes ces mesures, c'est-à-dire dresser toute la classe ouvrière contre le plan de la bourgeoisie. Cela suppose d'utiliser avant tout la tribune populaire qu'offre la campagne pour populariser le programme de la lutte contre Sarkozy, les leçons politiques des défaites de l'automne, les moyens de gagner dans la prochaine phase de luttes, la construction d'« tous ensemble » vers la grève générale.

L'argument principal pour justifier ces alliances avec le PS est qu'il faudrait aider à tout prix la « gauche » à conserver les mairies. Cela participe toujours de la même idée selon laquelle le parti ouvrier serait là non pour développer des analyses marxistes qui donnent aux travailleurs les clés pour comprendre la situation et des propositions concrètes d'action et d'organisation qui leur permettent de forger les armes de leur révolte, mais pour les aider à conserver le « moral » — ou plutôt, pour LO, à ne pas trop le perdre ! Les travailleurs sont démoralisés quand la droite est au pouvoir, alors aidons la gauche ! Si aujourd'hui la classe dominante tente de réduire la politique à une opposition entre la bourgeoisie de « droite » et celle de « gauche », le minimum pour des révolutionnaires est de refuser ce schéma. À une opposition entre bourgeoisies, les marxistes doivent opposer un conflit entre classes.

Dans sa réponse à la tribune de la Fraction critiquant l'alliance avec le PS dès le premier tour, la direction de LO fait comme si la nature du PS ne s'était pas modifiée entre les années 50 et aujourd'hui : « *Nous avons appelé à voter Mitterrand en 1974, en 1981 et nous avons appelé à voter Ségolène Royal en 2007, avec l'assentiment de nos camarades de la Fraction.*

Veulent-ils nous faire croire que le parti de Guy Mollet et de Mitterrand était plus à gauche que le PS d'aujourd'hui ? (...) N'était-il pas pire d'avoir appelé à soutenir [Mitterrand] ainsi que Royal que de participer à un Conseil municipal qui n'a aucune responsabilité dans la crise du logement, les licenciements et les bas salaires mais qui, par contre, peut faire pas mal de choses qu'une municipalité de droite ne fait pas ? » (Lutte ouvrière du 14 décembre.) Il y a à peu près autant d'erreurs et d'inexactitudes que de lignes dans ce texte. En effet, même si l'on supposait que le PS soit toujours un parti ouvrier réformiste (« ouvrier-bourgeois »), il y aurait une différence évidente entre faire une liste commune avec le PS (ou le PCF) au premier tour, ce qui implique de se présenter sur un programme commun, et appeler de façon purement tactique et critique à voter pour ses candidats au deuxième tour, c'est-à-dire sans confondre son programme avec celui d'un tel parti. Or une véritable alliance électorale avec un parti ouvrier-bourgeois n'est acceptable que sur la base d'un front unique ouvrier strictement indépendant des partis bourgeois, intégrant une partie des éléments du programme révolutionnaire (c'est d'ailleurs pour cette raison que, dans la plupart des cas, malgré les efforts des révolutionnaires, les partis réformistes n'en veulent pas et que les révolutionnaires peuvent alors les démasquer aux yeux des masses). Mais ni le PS, ni le PCF n'envisagent le moindre commencement d'un programme ouvrier ! C'est pourquoi LO ne pourra apparaître aux yeux des travailleurs que comme la cinquième roue du carrosse de la gauche plurielle dont toute le monde se souvient qu'elle a mené récemment, sous Jospin, une politique bourgeoise de régression sociale préparant le terrain à Raffarin, Villepin et Sarkozy.

La Fraction de LO se démarque là encore amplement de la majorité. Elle en appelle à juste titre à des alliances avec l'« extrême gauche », à commencer par la LCR : « *Rappelons que cette alliance n'a pas marché en 2001 parce que la LCR envisageait une fusion des listes ou un vote pour la gauche au deuxième tour, ce qu'alors nous refusions.* » On regrettera toutefois qu'elle n'aille pas au bout de son analyse en refusant clairement la question des alliances avec un parti

bourgeois, puisqu'elle écrit que les « accords techniques » avec le PS au deuxième tour (proposés par la LCR) seraient à « prendre avec des pincettes ». Elle écrit pourtant à juste titre : « *Qu'on le veuille ou non, il en restera plus ou moins confusément l'idée que pour un poste d'élu nous sommes prêts à abandonner notre indépendance politique, c'est-à-dire notre totale liberté de critique.* » Bref, la Fraction dit craindre les effets d'une alliance avec le PS... mais ne la refuse pas par principe ! Si elle ne le fait pas, c'est qu'elle se laisse sur ce point enfermer elle aussi dans l'analyse bourgeoise qui oppose les partis de droite et de gauche, au lieu du marxisme qui analyse les partis par leur nature de classe. De la même façon, elle avait certes émis des réserves sur l'appel à voter Royal au second tour (« *nous regrettons donc l'empressement qu'a mis l'extrême gauche à appeler à voter Royal dès dimanche soir* », *Lutte ouvrière* du 27 avril 2007), mais ne s'était pas prononcée explicitement contre (comme la direction de LO ne perd pas l'occasion de le lui rappeler !). Là encore la Fraction ne va pas jusqu'au bout de sa propre critique.

Bref, en refusant d'analyser le PS en termes marxistes et de reconnaître qu'il est devenu un parti bourgeois, le PC comme parti réformiste moribond survivant par la perfusion permanente du PS, la direction de LO comme la Fraction dans une moindre mesure contribuent à semer la confusion et empêchent le développement de la conscience de classe des travailleurs.

Sur « le parti que veut la LCR »

Concernant la proposition de « nouveau parti anticapitaliste » (NPA) de la LCR, la direction de LO lui oppose une fin de non-recevoir, en s'enfermant dans un sectarisme complet. Le texte de congrès dit vouloir que la LCR réussisse dans la construction du NPA « *uniquement parce que tout le monde ne peut pas être révolutionnaire et trotskyste et que bien des gens, des jeunes en particulier, peuvent avoir envie de combattre les maux engendrés par la*

société actuelle. [...] Et ce serait une bonne chose qu'à défaut d'être des révolutionnaires ils puissent trouver une organisation importante, vaste, susceptible d'agir et qui corresponde à leur idées. » Ce à quoi la Fraction répond très justement : « *Décréter a priori, et surtout sans envisager l'intervention militante qui pourrait être la nôtre, que le résultat final ne pourrait être qu'un nouveau PSU est une erreur. Sans parler de l'illogisme qu'il y a à se réjouir et trouver positive par avance la formation d'un tel parti... tout en se refusant à participer à le créer (imagine-t-on Trotsky défendant la création d'un parti des travailleurs américains tout en recommandant à ses partisans de s'en tenir soigneusement à l'écart ?)* »

En effet, ou bien LO pense que le NPA souhaité par la LCR sera nécessairement un nouveau parti réformiste, et alors elle doit le dénoncer de toutes ses forces, en considérant que sa création serait une grave défaite pour les révolutionnaires (car tout progrès du réformisme ou du centrisme droitier éloigne en lui-même l'avant-garde du marxisme). Ou bien LO se réjouit réellement des potentialités de l'initiative malgré le cadre centriste que lui donne la direction de la LCR, mais alors c'est son devoir de participer aux discussions pour faire progresser les idées marxistes et combattre l'idéologie centriste. En fait, en ne choisissant ni l'une, ni l'autre de ces options, LO confirme qu'elle n'est ni réellement marxiste, ni même cohérente avec elle-même, mais bien sectaire et attentiste à la fois.

La position de la Fraction, en revanche, montre une orientation beaucoup plus juste. Elle dit l'intérêt qu'elle porte à ce projet de NPA et qu'elle entend participer pleinement à sa discussion. Elle rappelle que la LCR est forte d'une réussite électorale (comme l'était Arlette Laguiller en 1995, quand elle a elle aussi affirmé vouloir construire un nouveau « parti des travailleurs »). Il y a beaucoup de travailleurs non organisés qui ressentent le besoin de se battre. L'initiative de la LCR peut donc être saisie par eux comme réponse à ce

besoin, même si la direction de la LCR maintient une ambiguïté fondamentale (typiquement centriste) sur le caractère révolutionnaire ou réformiste du parti qu'elle veut. Cependant, la Fraction ne combat pas cette ambiguïté de façon assez claire, précise et pugnace et ses militants, dans les réunions sur le NPA, s'en tiennent plus à des généralités sur la nécessité d'être révolutionnaire que sur ce que cela signifie concrètement en termes de programme et d'orientation précise dans la lutte de classe.

Conclusion :

tout dépend des militants de LO

Il ressort donc de la lecture des textes du congrès de LO que la majorité ne propose aucune analyse marxiste de la politique de Sarkozy, ne définit pas une ligne concrète d'intervention dans la lutte de classes, refuse d'avoir une politique claire dans les syndicats, s'enferme sur elle-même en refusant a priori toute discussion avec la LCR... mais fait de la question des élections une priorité, au point d'accepter des accords avec un parti bourgeois comme le PS. Bref, LO met en avant une ligne qui ne correspond pas du tout aux nécessités immédiates ou même à long terme de la classe ouvrière.

Il est urgent pour les militants de LO de prendre conscience que leur organisation s'éloigne toujours davantage des principes et de la méthode du marxisme révolutionnaire. Il leur faut se battre contre l'opportunisme électoraliste sans principe et l'attentisme. Une organisation qui ne sert à rien aux travailleurs pour mener leur lutte de classe ne mérite pas d'être nommée une organisation révolutionnaire.

Quant à la Fraction, il est de sa responsabilité de ne pas rester au milieu du gué, de mener jusqu'au bout sa critique de l'orientation de la majorité et d'en tirer toutes les conséquences qui s'imposent.

Pauline Mériot

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT... ?

Vous voulez discuter des analyses et positions exprimées dans ce journal ?

COURSE AU PROFIT, NOUVEAU « MANAGEMENT » ET MISE EN DANGER DES SALARIÉS : LES FORMES ACTUELLES DE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL EN SYSTÈME CAPITALISTE

Après l'affaire de la caisse noire de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), un autre scandale vient éclabousser le patronat : il concerne la médecine du travail. Les services interentreprises de santé au travail (SIST) sont actuellement au cœur d'une affaire de financements occultes. Les médias ont révélé que le patronat puise allègrement dans les caisses pour des dépenses qui n'ont rien à voir, ni de près, ni de loin, avec la médecine du travail : ici des biens immobiliers pour le Medef local, là des services de secrétariat, ailleurs des voitures de fonction. En outre, les pressions et autres « tentatives de déstabilisation » à l'égard des médecins trop favorables aux salariés et dénonçant la souffrance au travail, éclatent au grand jour. Il s'agit rarement de licenciements, mais plutôt de harcèlement, de violences verbales voire physiques, de mutations d'office, de plaintes déposées à l'ordre des médecins¹. Il y a là en soi un scandale : ces médecins du travail sont employés par le patronat, et donc dépendants de lui, alors qu'en fait, rémunérés par les cotisations sociales (« salariales » et « patronales »), c'est-à-dire par le salaire indirect des travailleurs, ils devraient être au service des salariés et de leurs droits, en toute indépendance vis-à-vis du patronat.

Cette affaire intervient alors que la médecine du travail est un secteur lui-même en souffrance, puisque le manque de personnels y est criant : on dénombre 6 774 médecins et 2 965 infirmiers pour 15 300 900 salariés²... Or, il y a un contraste monstrueux entre les carences de la médecine du travail et les pathologies physiques et psychiques provoquées par les conditions de travail. Ravages de l'amianté, ulcères, cancers,

dépansions, troubles musculo-squelettiques (en tel développement depuis les années 1990 que des spécialistes évoquent une épidémie engendrée par l'intensification du travail³) : il y a là autant de maux nés du travail en système capitaliste. La souffrance au travail n'est certes pas nouvelle, mais certains de ses avatars sont pour une part inédits. Si la médecine du travail n'a pas les moyens humains et matériels pour faire correctement face à ces fléaux, la pénibilité du travail et la dégradation de la santé qui en résulte, vécues en silence par les travailleurs et peu mises en avant par les syndicats eux-mêmes, sont devenues un champ de recherche nourri par des psychologues, psychiatres, ergonomes, économistes et sociologues. C'est ce dont témoignent de nombreuses publications et la sortie récente d'un excellent et édifiant documentaire, *J'ai (très) mal au travail*⁴.

Les différentes formes — physiques et psychiques — de souffrance au travail résultent des systèmes de production adoptés par les entreprises capitalistes. Au taylorisme s'est progressivement combiné, sans le faire disparaître, un nouveau productivisme, appelé aussi « productivisme réactif », engageant de plus en plus l'individu au service de l'entreprise. Ces modes de production s'accompagnent d'un discours « managérial », qui n'est pas seulement une rhétorique mais se révèle être en fait une véritable construction idéologique destinée à l'asservissement de ceux qui n'ont

pour vivre que la vente de leur force de travail.

Modes de production, techniques managériales et idéologie capitaliste

Persistance du taylorisme

On estime que 25 % des salariés en France travaillent toujours selon un mode de production strictement tayloriste : travail répétitif, encadré par des normes extrêmement contraignantes et sans aucune autonomie pour le salarié, placé sous la férule d'un contrôle disciplinaire et aliéné par l'automatisme de la tâche. C'est bien sûr le cas des ouvriers sur les chaînes de production et de conditionnement, mais aussi des caissiers et caissières, de manutentionnaires, de salariés de la restauration rapide... Dans ces régimes à tension extrême, les travailleurs sont contrôlables à chaque geste et en permanence. Telle est aussi la situation des salariés des centres d'appel qui, pendant leurs échanges téléphoniques avec leurs clients, entendent aussi la voix de leur supérieur hiérarchique les corrigeant ou les sermonnant. On imagine le stress qu'un tel interventionnisme peut engendrer chez ces salariés, par ailleurs extrêmement précarisés.

Certes, le contrôle de chaque tâche parcellisée n'est pas nouveau. Mais la gestion informatisée a permis de le renforcer considérablement, l'ordinateur pouvant déterminer avec une rigoureuse précision le rendement, les arrêts dans le travail, les erreurs commises, etc. Toutes les tâches sont formatées, jusqu'au sourire lui-même taylorisé — dans certaines branches en contact avec la « clientèle », on demande aux salariés de sourire de telle ou telle façon ; des fiches de poste consignent aussi la manière dont il faut regarder le client dans les yeux. Il s'agit ainsi de normer ce qu'il y a de

¹ *Le Monde*, supplément Économie, 4 décembre 2007.

² Chiffres de 2006, cités *ibidem*.

³ En l'espace de dix ans, de 1990 à 2000, le trouble musculo-squelettique le plus répandu, le syndrome du tunnel carpien qui affecte un nerf du poignet, a vu le nombre de ses cas multiplié par treize ! (Philippe Askenazy, *Les désordres du travail. Enquête sur le nouveau productivisme*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 26). Ces affections sont douloureuses et parfois invalidantes, nécessitant une opération chirurgicale.

⁴ Documentaire de Jean-Michel Carré, 2007.

plus personnel dans l'expression de soi et la relation à autrui¹.

« *Productivisme réactif* »
et « *management participatif* »

Le « productivisme réactif », théorisé dans les années 1960 mais réellement implanté en France à partir des années 1980-1990, se fonde quant à lui sur la polyvalence, soit l'obligation faite aux salariés d'occuper plusieurs postes — c'est la raison pour laquelle trois salariés sur cinq déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue —, le « juste-à-temps » (stocks réduits au minimum, flux tendus, réactions très brèves aux demandes des donneurs d'ordre) et l'objectif de « qualité totale » pour une production « au plus juste »². Ce système de production induit une intensification du travail, en raison des objectifs « zéro défaut », des cadences élevées et de la rigueur des délais qu'il suppose. En effet, cette nouvelle ère est marquée par les technologies de l'information et de la communication (téléphonie, informatique, Internet...), qui reposent sur l'instantanéité. Par là même, les entreprises imposent de plus en plus à leurs salariés de travailler selon le mode de l'immédiateté et de l'urgence, au point que l'on parle désormais d'activités « TTU » (« très très urgentes »)... Il s'agit de pressurer le temps et, par conséquent, de mettre les travailleurs sous une pression permanente : suppression des temps morts, diminution des moments de récupération, travail masqué (prise d'informations pendant le temps officiel de la récupération par exemple...). À cela s'ajoute la flexibilité du temps de travail, qu'ont renforcée les lois Aubry en accroissant l'irrégularité des horaires, ce qui empêche toute maîtrise du temps quotidien : un salarié sur cinq ignore ses horaires du mois à venir ; un sur vingt ne connaît même pas ses horaires du lendemain³. La sous-traitance est

elle aussi source de forte dérégulation dans les horaires et l'organisation annuelle du travail pour le salarié.

Ce système s'adosse sur des méthodes managériales, dites de « gestion des ressources humaines », particulièrement sournoises. Elles assurent que la logique disciplinaire propre au taylorisme n'a plus lieu d'être : les salariés ont officiellement une marge d'autonomie qu'ils doivent consacrer au bon fonctionnement de l'entreprise. Le principe du « management affectif » ou « participatif » consiste donc à rattacher le salarié à sa « boîte », à tous les niveaux de la hiérarchie. C'est une implication maximale, une mise au service corps et âme, que l'on requiert du travailleur. Cette exigence d'engagement total passe, par exemple, par l'obligation d'une « formation continue », moins formation du travailleur qu'entretien et développement du « capital humain » tout entier asservi à la logique du profit de l'entreprise, exigence elle-même génératrice de dévalorisation de soi, de stress, de culpabilisation... Elle s'illustre aussi, pour les cadres notamment, par des « séminaires de motivation » qui ont lieu le plus souvent en dehors des heures de travail, le week-end en particulier. Le système engendre ainsi des immixtions dans la sphère privée, comme l'illustre le développement du travail à domicile, le soir ou le week-end, au moyen notamment de l'ordinateur qui sert d'objet-fétiche à l'entreprise et permet à celle-ci de suivre son employé jusque chez lui. S'il arrive donc qu'on « offre » l'ordinateur au salarié, c'est pour mieux l'atteler à son entreprise, à n'importe quelle heure du jour et n'importe quel moment de la semaine : un retour sur investissement en quelque sorte. D'après un sondage réalisé pour *Les Échos*, 40 % des actifs — des cadres, mais aussi d'autres catégories professionnelles — emportent du travail en week-end⁴. Ici réside le comble de l'aliénation : obliger le salarié à se vouer entièrement à son entreprise et lui faire croire que là est sa libération, sa raison de vivre. C'est là un approfondissement de ce que Marx

appelait la « subordination réelle du travail au capital », l'individu étant appelé à investir toutes ses capacités au service du capital, jusqu'à s'y perdre.

L'allégeance à « l'esprit maison »

L'allégeance du salarié à son entreprise devient un critère majeur pour le recrutement. On propose par exemple aux postulants à un emploi de participer à des jeux de rôle, destinés à sélectionner ceux qui s'y prêtent avec le plus de soumission. En entrant dans l'entreprise, le salarié doit revêtir une nouvelle identité, tout entière asservie à la compétitivité de la « boîte ». Pour ce faire, les questionnaires des recruteurs s'immiscent très loin dans la vie privée des postulants. Pour exemple, dans un questionnaire d'embauche de l'entreprise Carrefour, on demande au candidat la composition de sa fratrie, la nature de ses lectures, s'il est optimiste ou pessimiste, s'il a de la chance dans la vie, s'il exerce une activité dans un mouvement quelconque, comment il définirait son caractère, quelles sont les personnes (avec noms, adresse et téléphone) qui pourraient fournir des renseignements à son sujet⁵ ! Autre exemple : un tribunal a jugé que le groupe Intermarché pouvait être assimilé à une secte ; la charte des « Mousquetaires de la distribution » exige en effet de ses candidats de privilégier leur entreprise au détriment de leur famille ; un document interne parle à ce sujet de « *credo* » et de « *foi*⁶ ».

Selon le sociologue Paul Ariès, qui y voit une nouvelle forme de totalitarisme, plus l'entreprise se déshumanise, plus elle se pare des atours de ce que pourrait être une communauté : ce qu'on appelle aussi « l'esprit maison ». De plus en plus, on demande aux salariés de penser l'entreprise, de vivre avec l'entreprise, de faire corps avec elle. Pour intégrer le salarié, il arrive même qu'on le « marque » à la gloire de l'entreprise, comme en témoignent ces espèces de bracelets brésiliens au nom de leur société que doivent porter certains salariés. Chez Nike par exemple, il est bien vu que les employés se fassent

¹ Paul Ariès dans *J'ai (très) mal au travail*.

² Philippe Askenazy, *Les désordres du travail*, op. cit., p. 12-13.

³ Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, Paris, La Découverte, 2007, p. 79. Par exemple, les emplois du temps des caissiers et caissières de supermarché changent chaque jour, les directions des grandes surfaces voulant ajuster leurs effectifs à la fluctuation de la clientèle. « *L'autorisation de se rendre aux*

toilettes est elle-même subordonnée à l'affluence dans le magasin. » (idem).

⁴ Paul Ariès, *Harcèlement au travail ou nouveau management*, Villeurbanne, Éditions Golias, 2002, p. 72.

⁵ Cité *ibidem*, p. 52-53.

⁶ Albert Durieux, Stéphane Jourdain, *L'entreprise barbare*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 137.

tatouer la cheville au logo de la marque¹ !

Tout est fait pour que les salariés s'approprient les objectifs économiques de l'entreprise : « *Au-delà de leurs fonctions purement techniques, les outils socio-techniques [flux tendu, amélioration permanente, qualité totale...] jouent un rôle fondamental dans l'acceptation sociale des obligations liées au flux tendu. Ils sont en effet les moyens de faire partager concrètement aux salariés subalternes les objectifs de l'entreprise [...] Ce sont des objectifs généraux, ainsi que les exigences des actionnaires, qui sont traduits en micro-objectifs locaux adaptés aux champs des préoccupations des salariés, eux-mêmes enfermés dans un espace social et technique restreint [...]. [Ils] constituent les pratiques correspondant à l'idéologie de la globalisation et à ses exigences compétitives, voire à celles de ses actionnaires².* » En raison de cette intériorisation, l'employeur a moins besoin de contrôle disciplinaire, avec contremaître en garde-chiourme, puisque « *le flic est dans le flux³* ». Cet auto-contrôle généralisé, qui culpabilise le salarié et l'enchaîne aux performances de l'entreprise, apparaît bel et bien comme un « *système diabolique de domination autoadministré, qui dépasse de très loin les performances disciplinaires qu'on pouvait obtenir par les moyens conventionnels de contrôle jadis⁴* ». Une transparence totale est exigée du salarié — comme en témoignent par exemple l'obligation de laisser la porte de son bureau ouverte, le remplacement des murs par des cloisons vitrées ou le travail « en plateau », quand tous les salariés sont regroupés sur un même espace sans séparation. Cette répartition spatiale doit faciliter le contrôle mutuel des salariés et aiguïser, avec cette mise en surveillance, leur mise en concurrence.

Individualisation, performance et évaluation : la casse des métiers et de la solidarité ouvrière

L'atomisation : un combat patronal acharné contre la lutte de classe

Ces méthodes de *management* prennent socle sur l'individualisation croissante, qui fait des ravages chez les salariés, engendrant de nouvelles pathologies liées au stress et à l'isolement. L'individualisation de la relation salariale passe notamment par la variabilité des rémunérations : « *L'employeur ne rémunère plus le poste, ou, pour être plus précis, il ne rémunère plus de la même façon tous les salariés occupant le même poste : il rémunère chaque individu selon la manière dont il tient le poste⁵.* » C'est donc l'équivalent d'un retour déguisé au salaire aux pièces, que Marx qualifiait déjà comme « *la forme de salaire qui correspond le mieux au mode de production capitaliste⁶* », car elle maximise l'intensité du travail et exerce une pression à la baisse sur le niveau moyen de salaires. En effet, elle entraîne « *de grandes différences quant aux revenus réels selon les différences d'habileté, de force, d'énergie, de résistance, etc., des travailleurs pris individuellement. (...) Le champ d'action plus vaste que le salaire aux pièces offre au jeu de l'individualité tend à développer d'une part l'individualité, et par là le sentiment de liberté, l'autonomie et le contrôle de soi chez le travailleur, et, d'autre part, la concurrence des travailleurs les uns avec les autres et les uns contre les autres. Le salaire aux pièces, tout en élevant certains salaires individuels au-dessus du niveau moyen, comporte donc une tendance à faire baisser ce niveau lui-même⁷.* »

De fait, selon le psychiatre et psychanalyste Christophe Dejourn, spécialiste de psychopathologie du travail, les espaces de rencontre et de camaraderie ont été réduits à l'intérieur des entreprises. Les nouveaux *managers* entendent éradiquer toute culture ouvrière, toute solidarité entre salariés. Dans ce cadre, le collègue devient un rival, parfois un

adversaire — certaines formations d'entreprise incitent à développer un esprit d'agressivité à l'égard de l'autre : c'est la culture et le vocabulaire belliqueux propres à la « guerre économique » dont les salariés doivent être les « petits soldats ». Dans le documentaire *J'ai (très) mal au travail*, un représentant du MEDEF, très sûr de lui et de sa rhétorique managériale, affirme tranquillement : « *Avant, pour se confronter aux autres, on avait la guerre. Aujourd'hui on a l'entreprise. C'est peut-être pas si mal.* » En particulier, « *apprendre aux gens à éliminer leur coéquipier, ça ne peut pas donner des syndicalistes⁸* ». Il s'agit bien de faire voler en éclats toute forme d'entraide entre travailleurs et, en dernier ressort, de réfréner la lutte de classe.

Évaluation et concurrence généralisée entre salariés

Y concourt également l'évaluation incessante, qui aggrave la concurrence généralisée et contribue à l'atomisation sur le lieu de travail. L'évaluation tous azimuts tend en outre à remettre en cause les métiers et les savoir-faire professionnels au profit d'autres critères, regroupés sous le terme de « compétence » : conformité à la norme « maison », disponibilité, coopération, esprit d'initiative, engagement au service de l'entreprise... L'évaluation devenue norme absolue débouche sur un système de sanctions qui doit être accepté et intériorisé par le salarié ; d'où les feuilles de chiffres, la quantification de la « performance », les grilles de résultats. Toute défaillance est interprétée comme « *manque de compétence, manque de sens des responsabilités ou manque d'engagement⁹* » et par là même comme un échec individuel. Il faut en permanence atteindre des objectifs ; ne pas y parvenir peut conduire à la hantise de la relégation et à une forte déstabilisation psychologique. « *Le stress est d'autant plus fort que les agents ont conscience au fond d'eux-mêmes qu'ils n'arriveront pas à atteindre les objectifs fixés. [...]*

¹ Paul Ariès, *Harcèlement au travail ou nouveau management*, op. cit., p. 82.

² Jean-Pierre Durand, *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 77.

³ *Idem*, p. 79.

⁴ Christophe Dejourn, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 63.

⁵ Jean-Pierre Durand, *La chaîne invisible*, op. cit., p. 114.

⁶ *Le Capital*, Livre I, trad. de J.-P. Lefebvre et al., rééd. PUF, 1993, p. 623.

⁷ *Idem*, p. 621-622.

⁸ Témoignage d'un syndicaliste dans *J'ai (très) mal au travail*.

⁹ Jacques De Bandt, Christophe Dejourn, Claude Dubar, *La France malade du travail*, Paris, Bayard, 1995, p. 185.

Chaque fois qu'un salarié est confronté dans l'urgence à des tâches pour lesquelles il n'est pas suffisamment préparé ou doté de moyens conséquents, chaque fois qu'il ne peut obtenir l'aide de ses collègues ou supérieurs et qu'il n'est pas reconnu dans sa fonction, il risque de connaître des troubles de santé d'ordre psychosomatique¹. »

Pathologies physiques et psychiques : souffrance, maladies et accidents de travail

Accroissement des maux psychiques, persistance des maux physiques

Individualisation, évaluation permanente, course à la performance, tendance à la disparition des solidarités peuvent conduire à une extrême fragilisation des travailleurs, à un sentiment de solitude et de carence identitaire. On estime que, chez les salariés, 34 % des femmes et 20 % des hommes souffrent d'un excès de stress ou « surstress » représentant un facteur de risque². De plus, deux millions de salariés en France souffrent de maltraitance et de harcèlement moral au travail. Dès lors, les pathologies psychiques accompagnent le travailleur au quotidien, affectant aussi son entourage : « *Les études cliniques montrent que la vie hors travail est pour une bonne part colonisée par les exigences psychiques qu'implique la participation à des stratégies défensives contre la souffrance au travail*³. » Les répercussions, d'un point de vue psychopathologique, peuvent toucher jusqu'aux enfants des salariés concernés : « *En particulier, la perte des espoirs des parents quant à l'accomplissement de soi par le travail et quant à la puissance émancipatrice du travail se traduit presque immédiatement par des difficultés cognitives ou des troubles du comportement de l'enfant à l'école*⁴. » Dans ces conditions, on

assiste à un cumul de contraintes pour les salariés : « *Les salariés qui enduraient seulement des contraintes mentales (pression du client, tensions, etc.) voient s'ajouter des contraintes physiques. Inversement, les contraintes mentales touchent désormais les professions auparavant soumises uniquement à des contraintes physiques*⁵. »

Car il ne faut pas croire au mythe de la modernisation qui aurait rendu le travail « immatériel ». Les pénibilités physiques sont toujours extrêmement présentes et fréquentes. En France, 39 % des salariés déclarent porter ou déplacer des charges lourdes ; 34 % assurent « rester longtemps dans une posture pénible » ; 15 % disent subir des vibrations ou des secousses — ils n'étaient que 8 % en 1984⁶. Évidemment, les ouvriers sont à cet égard les premiers concernés : 64 % déclarent porter ou déplacer des charges lourdes (contre 30 % chez les non-ouvriers) ; 52 % travaillent dans la saleté (contre 18 %) ; 64 % disent respirer des fumées ou des poussières (contre 21 %) ; 48 % sont en contact avec des produits dangereux (contre 21 %) ; 51 % affirment ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux (contre 27 %) ; 35 % déclarent devoir faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs, imprévisibles ou difficiles à détecter (contre 15 %)⁷.

L'usure des corps par le travail reste donc un fléau. Ainsi, dans l'industrie chimique, des travailleurs ont-ils « *les doigts tellement usés qu'on peut voir la chair à vif*⁸. » Dans le secteur du bâtiment, il n'est pas rare qu'ouvriers et techniciens travaillent 60 à 64 heures par semaine au moment des gros chantiers. « *Évidemment, de telles durées sont inhumaines, les hommes deviennent des zombies [...] ils ont 40 ans et en paraissent 60. On a vu [sur le chantier de construction du tunnel sous la Manche] un conducteur de travaux de 56 ans passer sa sixième nuit consécutive de 12 heures au fond du trou. Il était complètement usé, mais ne voulait pas se plaindre. "Ne*

*dites rien, monsieur l'inspecteur, c'est mon dernier chantier, sinon ils vont me virer*⁹. »

Le scandale des maladies professionnelles que l'on pourrait empêcher

À cette pénibilité physique du travail s'ajoutent les maladies professionnelles, que les capitalistes tentent de camoufler ou qu'ils ne font rien pour empêcher. 13 % des salariés sont exposés à au moins une substance cancérigène et, chaque année, plusieurs milliers de cancers sont attribuables à des cancers d'origine professionnelle¹⁰. On estime que 100 000 personnes ont été victimes de l'amiante et l'on prévoit encore 3 000 décès par an d'ici 2025. Or, « *dès 1906, un rapport soulignait la forte mortalité des ouvriers des usines de tissage et de filage de l'amiante. En 1945, un tableau des maladies professionnelles liées à l'amiante est établi. En 1971, une réunion se tient à Londres, où des "patrons de l'amiante" prennent connaissance des études scientifiques prouvant sa nocivité. En 1978, le Parlement européen souligne le caractère cancérigène de l'amiante. En 1982, le patronat décide de créer le Comité Permanent Amiante (CPA), où siègent aussi les syndicats. En 1986, les États-Unis demandent l'interdiction de l'amiante. S'appuyant sur un rapport du CPA, la France refuse. En 1991, l'Allemagne demande son interdiction en Europe, mais le CPA et le lobby minier canadien font pression pour qu'il n'en soit rien (la France est alors le 1^{er} importateur d'amiante). Il faudra attendre 1997 pour que soit enfin interdit l'usage de l'amiante, soit 91 ans après le premier rapport scientifique*¹¹. » Pour autant, les patrons n'ont rien appris de ce drame. Ils remplacent désormais l'amiante par des fibres céramiques réfractaires (FCR) tout aussi dangereuses pour la santé : elles provoquent les mêmes maladies que l'amiante (épaississement de la plèvre, lésions pleurales, cancers...). Bien que l'État soit régulièrement informé des risques

⁹ Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur du travail*, op. cit., p. 59.

¹⁰ Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, op. cit., p. 20-21.

¹¹ Sylvain Roch dans *La Riposte*, 14 janvier 2008.

¹ Serge Paugam, *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, PUF, 2000, p. 220.

² Enquête menée auprès de 11 852 salariés par l'Institut français de l'anxiété et du stress, citée in Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur du travail*, Paris, Ramsay, 2004, p. 233.

³ Jacques De Bandt, Christophe Dejourné, Claude Dubar, *La France malade du travail*, op. cit., p. 175.

⁴ *Idem*, p. 176.

⁵ Philippe Askenazy, *Les désordres du travail*, op. cit., p. 42.

⁶ Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, op. cit., p. 24.

⁷ *Idem*, p. 41.

⁸ Témoignage dans Arlette Laguiller, *Paroles de prolétaires. Réponses des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus*, Paris, Plon, 1999, p. 136.

encourus et de la haute toxicité de ces fibres, elles ne sont toujours pas interdites.

De même, lors de l'épidémie de légionellose¹, à l'hiver 2004, qui a tué 13 personnes, l'usine Noroxo à l'origine de l'infection s'était refusée à pratiquer des analyses après la découverte des premiers cas ; malgré la contamination, le site de l'usine n'a pas été fermé un seul jour. Dans les secteurs industriels où les risques liés aux produits toxiques sont importants pour les salariés, des règlements existent qui sont censés les protéger ou, tout au moins, leur permettre de se soigner. Mais le recours au travail précaire et à l'intérim permet aux patrons de contourner ces règlements. Ainsi, dans certaines entreprises exposant au saturnisme, si un arrêt de travail est prévu en cas de détection de quantité trop importante de plomb dans le sang, il s'agit pour les intérimaires d'un arrêt définitif : « *La boîte d'intérim ne renouve[le] pas la mission, pour ne pas avoir à payer le congé obligatoire*². »

Accidents du travail et subterfuges du patronat

Même type de méthodes au niveau de la sécurité censée protéger les salariés des accidents du travail. Pour augmenter les cadences dans certaines usines, l'encadrement peut aller jusqu'à couper les sécurités des machines, qui parfois retardent passagèrement la production. Les accidents du travail tuent chaque année deux millions de personnes dans le monde. On dénombre en France environ 760 000 accidents du travail par an³ ; deux personnes en meurent chaque jour. Et l'on estime qu'au rythme actuel un salarié sur dix environ sera victime d'une forme d'invalidité avant d'atteindre sa retraite à cause des accidents du travail⁴.

Encore ces chiffres sont-ils sans doute bien inférieurs à la réalité. En effet, la sous-évaluation des maladies professionnelles et des accidents du travail est forte, en raison de la sous-

déclaration. Par exemple, alors qu'il y a 2 500 décès par an dus à des asthmes d'origine professionnelle, 50 % ne seraient pas déclarés⁵. L'angoisse de perdre son travail y est évidemment pour beaucoup. Des études indiquent qu'en Île-de-France, 54 % des salariés ayant déclaré un asthme professionnel ont perdu leur emploi dans un délai de deux à trois ans (dont 40 % par licenciement pour « inaptitude »)⁶. De fortes pressions sont exercées sur les salariés pour que, en cas d'incident, ils ne se rendent pas à l'infirmerie et qu'en cas d'accident, ils ne le déclarent pas. Par exemple, à EDF, la « méthode zéro accident » consiste notamment à verser des primes aux chefs d'unité pour qu'ils remplissent cet objectif et ainsi exercent une pression considérable auprès des salariés pour dissimuler les accidents du travail⁷. Le témoignage de cet ouvrier cariste dans une usine métallurgique illustre parfaitement les procédés mis en œuvre : « *Quand quelqu'un est malade, la maîtrise téléphone pour prendre des "nouvelles". Au passage, évidemment, le chef rappelle que ça coûte cher à l'entreprise. Ensuite, s'il y a arrêt de travail, le chef "suggère" de ne pas envoyer l'arrêt à la caisse de Sécurité sociale : "Tu peux rester chez toi deux ou trois jours, puis on essaiera de te reclasser." Cette pression contre des absences pourtant justifiées existe aussi pour les arrêts maladie, mais elle est systématique en cas d'accident du travail. Au retour, on est convoqué pour établir "l'arbre des causes" et la hiérarchie essaie souvent de nous culpabiliser en invoquant un éventuel non-respect des règles de sécurité. Cela marche, parce que la maîtrise a évidemment beaucoup de moyens de pression : pas d'augmentations individuelles, refus d'arrangement pour les vacances, travaux les plus durs pour les récalcitrants... Il y a beaucoup de jeunes intérimaires dans l'atelier, et pour eux les pressions sont encore plus fortes. Le moindre retard, le moindre accident, peut faire que le jeune soit renvoyé*⁸. »

À l'aube du XX^e siècle, la soi-disant « modernité » n'a rien apporté de bon aux travailleurs, toujours soumis au joug du patronat et à ses exigences de profits. L'objectif capitaliste de baisse du coût du travail se poursuit sous des formes prétendument « modernisées », mais en réalité perverses, dont les effets sont délétères pour la santé physique et psychique des salariés. La dégradation des conditions de travail, l'intensification et l'augmentation de la charge de travail, les nouvelles pathologies qui en sont la conséquence, sont reconnues par tous les spécialistes. Les changements intervenus dans les modes de production n'ont pas amélioré le sort des salariés mais, tout au contraire, produit des maux nouveaux. Et l'angoisse de perdre son travail, une situation de chômage de masse et de précarité galopante aggravent encore ces fléaux sociaux.

C'est pourquoi ce qu'écrivait Engels à ce sujet reste pleinement d'actualité : « Le travailleur n'a que cette alternative : se soumettre à son sort, devenir un "bon ouvrier", servir "fidèlement" les intérêts de la bourgeoisie — et dans ce cas, il tombe à coup sûr au rang de la bête — ou bien alors résister, lutter tant qu'il le peut pour sa dignité d'homme, et cela n'est possible qu'en luttant contre la bourgeoisie⁹. »

Laura Fonteyn

**Lecteurs,
pour contribuer au
CRI des travailleurs,
envoyez-nous vos
témoignages, documents
syndicaux, propositions
d'articles, etc.**

**CONSULTEZ
RÉGULIÈREMENT
NOTRE SITE :**

<http://groupecri.free.fr>

¹ Pneumopathie liée à une bactérie en milieu hydrique, la légionelle.

² Témoignage dans *Paroles de prolétaires*, op. cit., p. 129.

³ Chiffres de 2005.

⁴ Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, op. cit., p. 4.

⁵ Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur du travail*, op. cit., p. 217.

⁶ *Idem*, p. 217.

⁷ Témoignage dans *Paroles de prolétaire*, op. cit., p. 147.

⁸ *Idem*, p. 148.

⁹ Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), Paris, Éditions sociales, 1975.

DOCUMENT : LE BULLETIN « RÉSISTONS ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES » (n° 60, janvier 2007)

Pour l'information de ses lecteurs et par solidarité militante, Le CRI des travailleurs a décidé d'intégrer désormais régulièrement dans ses colonnes le bulletin Résistons ensemble, édité par un réseau militant contre la répression et les violences policières.

Haut les cœurs

Sale et triste époque que la nôtre : Sarkozy au pouvoir et il semble que l'horizon ne soit plus fait que de police, de prison, de labeur, de précarité, de peur et de désenchantement. Tout semble porter à croire qu'il n'y a pas d'autre possibilité que de céder à la dépression ambiante et accepter la réalité telle qu'on nous l'organise. Mais ce n'est pas vrai : contre la répression et l'inégalité nous avons tous une arme : le courage. Courage de ces sans papiers qui, dans l'hostilité générale, continuent de lutter contre les rafles, les expulsions et les centres de rétention ; courage de ces habitants des quartiers populaires qui, dans le mépris général, continuent de se révolter contre le sort qui leur est réservé et au premier chef contre les violences policières... Tous ceux-là continuent à revendiquer l'« impossible », ils ne se résignent pas. Il nous faut en faire de même, avec en commun cette révolte, de quoi encore alimenter le bulletin du réseau Résistons en tentant toujours d'honorer tous ces gens qui ne baissent pas les bras.

La 2^e voiture

Le 20 décembre, les médias ont annoncé qu'une voiture de la BAC était sur le lieu du choc entre la voiture de police et la mini-moto conduite par Larami et Mushin, tués sur le coup le 25 novembre à Villiers-le-Bel. Il y avait eu un appel radio reçu par les deux véhicules policiers signalant un vol. Plus question de patrouille de routine, après plusieurs autres démentis. Notons que l'IGS, insoupçonnable, innocente constamment les flics impliqués dans des violences ou des morts, après une enquête bouclée en 2-3 jours. De

plus, prétextant d'un cap franchi par les tirs de fusil, le pouvoir répond à la révolte de novembre par l'armement toujours plus lourd et sophistiqué de la police (boucliers souples pare-balles d'1m80, caméras intégrées aux véhicules, flashballs tirant à 50m, survols réguliers d'hélicos aux projecteurs « anxiogènes »...), pour une répression nette et sans bavure.

Dammarie résiste !

10 ans après la mort d'Abdelkader Bouziane, âgé de 16 ans, tué par une patrouille de police à Fontainebleau et 5 ans plus tard de Xavier Dem et Mohamed Berichi décédés suite à une intervention policière, *Bouge Qui Bouge* et le *MIB* se sont associés pour organiser une journée à la mémoire des victimes et pour débattre sur le rapport entre la police et les habitants des quartiers populaires. Les habitants sont venus nombreux débattre sur la nécessité de créer une organisation autonome des quartiers populaires et une solidarité inter-quartiers pour que plus aucune affaire de ce type ne tombe dans l'oubli. Nous vous invitons à aller visiter le site de Résistons Ensemble qui dans son numéro 0 (http://resistons.lautre.net/article.php3?id_article=22) a recueilli des témoignages et écrits sur les événements qui ont touché Dammaries-les-Lys.

Infos : mibmib.free.fr

Cela fait 10 ans

Le jeune Fabrice Fernandez, 24 ans, a été abattu le 18 décembre 1997, d'une balle en pleine tête tirée à bout portant, alors qu'il était interrogé, assis menottes aux poignets, dans les locaux du commissariat du neuvième arrondissement de Lyon. Le policier Carvalho, en état d'ébriété au cours de l'interrogatoire, avait tiré d'un fusil à pompe dont il avait mis le canon sur la mâchoire du jeune Fabrice Fernandez, le tuant sur le coup.

Cf. rebellyon.info/article4805.html

Centres de rétention : la honte française !

Depuis plusieurs mois de fortes mobilisations ont lieu partout en France contre les Centres de Rétentions Administratives où sont détenus les sans papiers en voie d'expulsion.

Il ne s'agit plus de dénoncer les conditions déplorables dans lesquelles sont retenus nos compagnons étrangers mais d'exiger la fermeture de ces centres où la déshumanisation est telle que plusieurs détenus s'y sont déjà suicidés et que des d'autres ont entamé des grèves de la faim.

25 000 expulsions, c'est la barre que s'est fixée le gouvernement et pour l'atteindre tout est bon : rafles, arrestations arbitraires, mise en détention d'enfants et de nourrissons, expulsions de parents d'enfants français.

Malgré la répression, la résistance et la solidarité s'organisent. Deux marches pour la libération de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention (la première réunissant 500 personnes le 3, la deuxième 2000 le 5 janvier) viennent d'avoir lieu sur le centre de rétention de Vincennes. Voici quelques extraits de l'appel : « *les grévistes (des centres de rétentions) continuent d'exprimer leur détermination à ne pas céder. Ils manifestent leur révolte contre la politique du gouvernement Sarkozy, demandent l'arrêt de la politique du chiffre, des rafles et des expulsions. Il n'y a pas de centres de rétention, pas d'expulsions qui respectent les droits fondamentaux. La violence des centres c'est leur nature ; elle est l'expression pratique de la politique des gouvernements successifs.* » Des rassemblements quotidiens sont organisés devant les centres.

Aussi une journée nationale d'action est organisée le 19 janvier devant tous les CRA de France. Montrons-nous y nombreux !¹

Bas les pattes sur Romain !

Romain est poursuivi pour outrage à autorité publique. Dans un courriel

¹ Cf. www.educationsansfrontieres.org/?article10705 ; 9emecollectif.net ; inforetention.kofele.org ; inforetention@gmail.com

envoyé au ministère de l'Intérieur il dénonçait les relents liberticides et vichystes de la politique menée par Sarkozy, demandait la libération de Florimond Guimard et l'arrêt des poursuites... **Première audience le 17 janvier 2008, à 9h devant la 10e Chambre du TGI à Paris, M^e Cité.** Contact : CNT INTERCO JURA, BP 39, 39260 Moirans-en-Montagne, Tél/fax 03 84 73 06 12, cnt-jura@cnt-f.org

Internement d'office

« Interpellé sur la voie publique, et fouillé à corps sur place, on a trouvé sur moi un appareil électronique (en vente libre) délivrant des décharges électriques, appareil de self-défense. (...) On m'a confronté à un médecin appointé par l'administration cinq minutes sans que je soupçonne un seul instant la suite des événements. Remis en geôle, quelques heures plus tard j'ai été transféré dans un hôpital psychiatrique où j'ai appris qu'à la demande du préfet, j'étais en "hospitalisation d'office". J'ignorais la loi qui m'aurait permis de m'en sortir dans les 24 heures, aussi j'ai passé 18 jours enfermé (...). Il est impératif de donner à vos lecteurs les conseils suivants : 1) Toujours avoir sur soi une carte téléphonique France Télécom qui permet de téléphoner dans les cabines publiques (il y a toujours dans les établissements psy ce type d'appareil) car sinon vous êtes coupés du monde extérieur, donc impuissant. 2) Toujours avoir les coordonnées d'un avocat auquel il faut demander conformément au Code de la Santé publique d'agir en référé pour obtenir votre élargissement. »

Témoignage reçu par le site : www.actujuridique.com/

Quatre mois ferme à la suite d'un contrôle d'identité

« Mon frère (...) m'a expliqué la scène avant même que je sois arrivé : il s'apprêtait à sortir d'un hall d'immeuble et des policiers l'ont attrapé à l'intérieur même de l'immeuble. Ils ont commencé à le gifler et l'insulter, le prenant apparemment pour quelqu'un connu des services de police. (...) Je vais vous paraître peut-être cru, mais je pense sincèrement que sa tête d'arabe ne l'a pas aidé et l'a même enfoncé. (...) Mon frère a été rattrapé, jeté à

terre et battu à coups de pieds, de matraques, coups de poings et menotté. Certains des policiers se sont amusés à lui écraser le visage contre le sol alors qu'il était menotté. D'ailleurs, il en est ressorti défiguré, tête pleine de sang. (...) Mon frère a été incarcéré (...) 4 mois de prison ferme et 4 mois de sursis pour "outrages, rebellions et incitation à l'émeute" (...). Nous avons porté plainte... Je ne veux pas faire la victime, mais on a beau être né dans des hôpitaux français, avoir étudié dans les mêmes écoles et universités françaises, avoir toujours vécu en France, certaines personnes nous démontrent par A+B qu'on n'a pas notre place ici. (...) Cette histoire nous a totalement détruits. »

Témoignage reçu par le site : <http://www.actujuridique.com/>

« La solidarité n'est pas un délit ! »

ont clamé des milliers de manifestants et la lutte paye : Florimond Guimard enseignant, poursuivi pour "violences aggravées sur un agent de la force publique", alors qu'il n'avait fait que manifester sa solidarité lors de l'expulsion du père d'un des élèves de son établissement, a été relaxé le 21 décembre par le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence.

Détecteur de mensonges pour les chômeurs

Le gouvernement britannique vient d'imposer aux Job Centers (organisme fusionné Agence pour l'emploi-Assurance chômage) l'utilisation de détecteurs de mensonge (par analyse vocale numérique, sur écran informatique), comme nouveau moyen de contrôle des chômeurs. Les chômeurs sont clairement désignés comme des suspects *a priori*, et traités comme de possibles criminels. Les Job Centers : c'est le modèle donné à suivre par Sarkozy, dans la lettre de mission du 11/07/2007 à Mme Lagarde, ministre de l'emploi.

Suicide après une garde-à-vue

Le mercredi 26 septembre 2007, un homosexuel de l'agglomération nantaise se suicidait, laissant une lettre dans laquelle il dénonce les conditions de son interpellation et de sa garde à vue. Interpellé dans la commune de Saint Herblain il est sorti de garde à

vue profondément choqué et humilié par le traitement qui lui a été réservé. L'homme en a parlé à ses proches avant de se donner la mort cinq jours plus tard. À l'intention des policiers, il a également écrit une longue lettre, saisie pour les besoins de l'enquête. La famille de la victime a écrit au Procureur de la République pour connaître les suites de l'enquête et demander une copie de la lettre du défunt. Près de trois mois après les faits, la famille n'a reçu aucune réponse.

D'après communiqué, infos sur www.france.qrd.org/actualites/article.php3?id_article=3238

LOPSI 2, Sarkozy s'invite chez vous

La loi LOPSI 2, qui sera discutée au parlement ce mois-ci, prévoit la possibilité pour la police d'installer des logiciels d'espionnage à distance chez les particuliers. Bien entendu, elle ne s'appliquera au début qu'aux actes de « terrorisme, pédophilie, meurtre, torture, trafic d'armes » et... excusez-moi du peu à « l'aide à l'entrée et séjour d'un étranger » (!). En 1998, le fichage génétique était destiné uniquement aux délinquants sexuels, Jospin l'a élargi dans la loi LSQ, puis Sarkozy l'a encore « démocratisé », il concerne aujourd'hui presque tous les délits. (occupations, faucheurs volontaires...). Parions que Sarkozy avec son virus policier nous referra le coup : il y en aura pour tout le monde. On attend impatiemment la contre-offensive des hackers.

LOPSI 2, délation@police-vichy.com ?

Une autre des idées fumeuses comprises dans le projet de loi LOPSI 2... un commissariat virtuel où la dénonciation aura libre cours. Devançant le projet de loi, la police du Var a déjà mis en place une messagerie internet pilote destinée à recevoir les signalements de délits. Le serveur informatique installé au commissariat central de Toulon recevra les messages, textes, photos, vidéos des apprenties balances...

« ELOI » comme éloignement, encore un nouveau fichier

Le décret vient de sortir, il permettra de fichier des données sur les

« étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement » partant de la « nécessité d'une surveillance particulière au regard de l'ordre public ». Il lie donc clairement immigration et délinquance. Même les enfants y passent. Comme le dit le communiqué de plusieurs organisations : « L'administration de l'expulsion des étrangers s'organise et se rationalise de manière de plus en plus précise. En un mot, elle s'industrialise. » Le glissement vers un régime totalitaire aussi.

Cf. www.gisti.org/spip.php?article1045

Avalanche de peines-plancher

1 an et demi de prison ferme avec mandat de dépôt pour un jeune majeur de 19 ans entré par effraction dans un hôtel (pour boire des coups avec ses potes). Le procureur demandait 3 ans ferme... 3 mois de prison ferme pour un demandeur d'asile qui refuse d'embarquer dans l'avion qui le

ramène dans son pays en guerre. Le procureur le traite d'énergumène...

Depuis la rentrée, c'est une avalanche de peines-plancher qui ensevelit les prévenus qui passent en comparutions immédiates. Si les étudiant-es s'en sortent relativement bien lorsqu'ils comparaissent, c'est une autre histoire lorsqu'il s'agit des sans-culottes ou précaires des quartiers populaires. Avec les comparutions immédiates, la justice s'est transformée en justice d'abattage, avec les peines plancher, elle se transforme en boucherie.

Cf. rebellyon.info/article4723.html

Malgré ce que le pouvoir nous raconte, le Taser ne réduit pas le nombre de tirs par balles des policiers

Sarkozy justifiait l'achat massif de pistolets électriques Taser comme une arme « non létale » qui réduirait les

« bavures » policières avec des armes à feu. Une étude canadienne démontre que malgré certaines croyances ce n'est pas vrai. « Des statistiques obtenues par La Presse Canadienne confirment cet état de chose, démontrant que dans certaines des villes ayant récemment adopté le pistolet électrique, le nombre de fusillades impliquant la police est demeuré sensiblement le même et peu élevé, tandis que l'utilisation du Taser se fait croissante. » Rappelons qu'en France la police possède déjà 3 000 Tasers, 1 200 sont commandés et 4 000 de plus sont programmés, et que rien qu'aux États-Unis il a causé 150 morts.

Source : canadianpress.google.com/article/ALeqM5ibm4ywmqpnTpY-JjKewlmOeZKMhg

Une vidéo qui fait froid au dos : www.dailymotion.com/video/x1giwk_sarkozy-et-taser_politics

PALESTINE

IL N'Y AURA PAS DE PAIX TANT QUE SUBSISTERA L'ÉTAT COLONIAL ET RACISTE D'ISRAËL, CRÉATURE DES IMPÉRIALISTES ! POUR UNE PALESTINE MULTI-ETHNIQUE, LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE !

Il y a 60 ans, les puissances impérialistes et l'URSS stalinienne se mettaient d'accord, dans le cadre de l'ONU, pour proclamer et soutenir l'État d'Israël, entérinant la colonisation sioniste des terres palestiniennes, cautionnant la destruction de plusieurs centaines de villages et l'expulsion *manu militari* de centaines de milliers d'habitants arabes. Depuis, tous les événements ne font que confirmer l'impossibilité, pour les Palestiniens qui combattent légitimement pour leurs droits nationaux et sociaux, de vivre aux côtés de cet État colonial et raciste, que ce soit à l'intérieur même de ses frontières, en tant que citoyens de seconde zone, ou sur les territoires morcelés de Gaza et de Cisjordanie, véritables prisons à ciel ouvert, bases territoriales supposées d'un futur « État » palestinien promis par Georges Bush¹.

Des accords d'Oslo en 1993, qui servent depuis de cadre pour tous les renoncements aux droits nationaux du peuple palestinien, à la conférence d'Annapolis, l'État d'Israël et tous ses mentors impérialistes, mais aussi les principaux dirigeants palestiniens (le Fatah) promettent une solution passant par l'établissement de deux États. Mais l'actualité ne cesse de rappeler ce qu'en serait la traduction : par sa politique de la carotte et du bâton, et avec la partition de fait des territoires palestiniens depuis l'été 2007², l'État israélien montre ce que pourrait être un futur « État » palestinien, morcelé et sans souveraineté.

D'un côté, si les Palestiniens, comme Mahmoud Abbas et sa clique, acceptent de renoncer à leurs droits nationaux, ils pourront recevoir

quelques miettes du banquet des sionistes et des impérialistes. C'est ainsi que Abbas et les « troupes de sécurité » du Fatah, après avoir montré leur allégeance aux plans impérialistes, ont pu recevoir une aide de la part d'Israël et de ses alliés impérialistes pour lutter contre le Hamas et pour conserver un pouvoir auquel ils s'accrochent, malgré le résultat des urnes. C'est aussi des promesses d'aides humanitaires de la part des impérialistes européens bien-pensants, qui savent récompenser ceux qui se soumettent. Le peuple palestinien, en revanche, comme le montre ce qu'il vit en Cisjordanie, n'a rien à attendre de cette voie. Il sait malheureusement depuis longtemps qu'il ne tirera aucun bénéfice des « aides », captées par une bourgeoisie palestinienne parasitaire et corrompue dans le but de maintenir sa domination. Il sait aussi que le renoncement à tout droit national est sans fin, alors qu'il voit ses habitations

¹ Cf. nos articles antérieurs sur la Palestine, <http://groupecri.free.fr/search.php?keywor>

d=Palestine (notamment l'article de Laura Fonteyn dans Le CRI des travailleurs n° 23, sept.-oct. 2006).

² Cf. la tribune de Pierre-Yves Salingue reprise dans Le CRI des travailleurs n° 27 (été 2007).

et ses sources de revenus détruites par le mur de la honte israélien.

De l'autre côté, s'ils persévèrent à revendiquer leurs droits légitimes, que ce soit par une lutte directe ou par un vote, les Palestiniens sont prévenus qu'ils en seront durement punis. C'est ce que vivent les Palestiniens entassés à Gaza, doublement coupables d'avoir porté leur choix démocratique vers le Hamas, puis de n'avoir pas laissé faire le coup de force engagé par les troupes de choc du Fatah. Ils ont à subir le bouclage de leur territoire, les humiliations aux points de contrôle, les raids terroristes de l'armée israélienne et la suspension de l'approvisionnement pour leurs besoins les plus vitaux. Si des plans d'intervention à Gaza sont déjà prêts, les dirigeants sionistes pensent toutefois encore pour le moment que ce traitement de choc suffira à ôter aux Palestiniens toute volonté de résistance.

Si le Fatah collaborationniste et corrompu est discrédité, le Hamas, organisation petite-bourgeoise réactionnaire qui avait ces dernières

années symbolisé la résistance, ne montre pas non plus la voie aux Palestiniens pour une lutte victorieuse. Ses dirigeants, depuis leur arrivée au pouvoir, n'ont cessé de multiplier les déclarations de bonne volonté, de respect des accords signés, de recherche d'une « unité nationale » avec les forces collaborationnistes de Mahmoud Abbas. De plus, ils n'ont évidemment aucune intention de mettre en cause la propriété privée et défendent un programme intégriste que les communistes révolutionnaires combattent.

Ce n'est qu'en s'organisant de manière indépendante de toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises incapables de mener un combat victorieux contre le projet sioniste, par peur de déchaîner des forces qu'elles ne sauraient contrôler, que la classe ouvrière palestinienne pourra être le moteur d'une lutte nationale victorieuse et, au-delà, d'une lutte révolutionnaire pour la satisfaction de ses revendications sociales. Mais cette lutte ne peut se mener qu'en liaison avec les classes

ouvrières des autres pays de la région, y compris dans l'État d'Israël, où les travailleurs juifs exploités doivent d'abord et avant tout rompre avec le sionisme. C'est ainsi qu'il sera possible de construire une République multi-ethnique, laïque, démocratique et socialiste sur tout le territoire de la Palestine historique, vers les États-Unis socialistes du Moyen-Orient.

Du côté des forces révolutionnaires et ouvrières en France et dans les autres pays impérialistes, il est de notre devoir de dénier à « nos » dirigeants le droit de sanctionner un peuple pour son choix démocratique légitime et de soutenir la résistance du peuple palestinien. C'est le sens de la signature par le Groupe CRI, dans la continuité de sa participation au « Collectif de soutien aux peuples du Moyen-Orient contre l'impérialisme et le sionisme » en 2006, de l'appel publié ci-dessous pour une campagne de soutien à la résistance palestinienne tout au long de l'année 2008.

Frédéric Traille

CAMPAGNE PALESTINE 1948-2008 — 60 ANS DE RÉSISTANCE CONTRE ISRAËL. JUSQU'AU RETOUR DE TOUS LES RÉFUGIÉS

Le 29 novembre 1947, l'ONU partage la terre de Palestine sans consulter ses habitants pour la livrer aux colons sionistes installés massivement avec le soutien actif de l'occupation britannique à partir de 1917.

Le 14 mai 1948, ces mêmes colons déclarent la création de l'État colonial - Israël. Entre le plan de partage (novembre 1947) et le 14 mai 1948, plus de 900 000 Palestiniens (chiffre UNWRA) qui vivaient sur et de leur terre depuis des millénaires sont déplacés, expulsés et dispersés à travers le monde. Une société entière est ainsi déracinée. 531 villages et 300 hameaux sont détruits pour empêcher tout retour.

L'entité sioniste a poursuivi son projet colonial en occupant le 5 juin 1967 les autres parties de la Palestine (Cisjordanie, Gaza) ainsi que le Golan syrien et le Sinaï égyptien. **Depuis, Israël continue son plan de colonisation de la Palestine historique par l'expulsion des Palestiniens,** à travers la construction

du mur et de nouvelles colonies sur les terres occupées en 1948 et en 1967.

Face à cette occupation et à cette colonisation, le peuple palestinien a développé une résistance opiniâtre depuis les années 1920, 1930 jusque dans les années 1960, 1970, 1990 et 2000. Aujourd'hui, les 10 millions de Palestiniens (Palestine historique, Liban, Jordanie, Syrie et ailleurs dans le monde), dont 6,5 millions de réfugiés, continuent de résister, de revendiquer leurs droits nationaux et historiques sur leur terre, la Palestine, en se dotant d'organisations et de moyens de lutte multiples.

Hier comme aujourd'hui les impérialistes américains, britanniques, français et les régimes réactionnaires de la région dont l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie et la Turquie, s'emploient à la destruction de la cause palestinienne et de sa résistance en attisant des conflits internes avec l'aide de collaborateurs palestiniens. Si aujourd'hui la résistance palestinienne est affaiblie, elle se renforcera comme elle l'a fait après septembre noir (1970), après

l'invasion du Liban (1982) et les deux Intifadas (1987 et 2000) puisque les raisons de son combat demeurent.

Pour notre part, nous continuerons à soutenir la résistance palestinienne, comme nous soutenons la résistance libanaise, contre tous les pseudo-« plans de paix » à l'œuvre depuis les années 60 en passant par Oslo et Annapolis.

- Nous refusons la criminalisation de la résistance légitime au projet colonial sioniste.

- Nous exigeons en conséquence la libération immédiate des 11 000 prisonniers palestiniens et arabes.

- Nous refusons la criminalisation du mouvement de solidarité et de ses militants.

- Nous dénonçons l'acharnement judiciaire exercé contre George Ibrahim Abdallah, combattant libanais antisioniste incarcéré en France depuis 1984, libérable depuis 1999 mais toujours en prison, dont nous exigeons la libération immédiate.

- Nous dénonçons la multiplication des collaborations économiques, scientifiques, militaires, culturelles

entre les impérialistes américains, français, britanniques et l'État d'Israël.

• Nous dénonçons le mouvement de « normalisation » des relations avec un État terroriste, édifié sur le principe de la pureté ethnique (État à caractère juif exclusif) ; normalisation justifiée au nom de la soi-disant « sécurité » de la région et du progrès de la démocratie.

Hier comme aujourd'hui, **nous soutenons la cause palestinienne, symbole de la lutte des peuples pour leur souveraineté et leur autodétermination contre l'impérialisme et ses alliés. Cette cause participe à la lutte contre toutes les occupations en Irak, en Afghanistan et ailleurs ainsi qu'à l'émancipation des peuples opprimés en Amérique, en Afrique, en Asie, et pour l'égalité des droits fondamentaux sans discrimination entre Français et émigrés.**

Nous avons donc décidé de lancer une campagne de soutien à la résistance du peuple palestinien

jusqu'au retour de tous les réfugiés expulsés depuis 1948 dans leurs foyers et leurs terres d'origine (la Palestine historique). Nous avons décidé de lutter contre la propagande israélienne relayée par les médias et le monde politique qui entretiennent l'image fallacieuse d'Israël : petit État pacifique « victime du terrorisme palestinien, islamiste et arabe ».

Cette campagne se déroulera tout au long de l'année 2008 et comportera divers événements politiques et culturels (meetings, expositions, rencontres, etc.). Nous nous joignons également à la campagne internationale pour le boycott, le désinvestissement et l'application de sanctions au niveau mondial contre Israël.

L'année 2008 doit par conséquent constituer un moment de mobilisation massive pour :

1. Soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'à la libération de l'ensemble de la

Palestine, le droit au retour dans leurs foyers d'origine de tous les expulsés depuis 1948 et l'abolition du système colonial et raciste qu'est Israël.

2. S'opposer à la collaboration du gouvernement français avec l'État colonial d'Israël à tous les niveaux.

9 décembre 2007

Signataires de l'appel : Association des Palestiniens en France (APF), Comité palestinien pour le droit au retour section France, Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Nanterre Palestine, International Solidarity Movement France (ISM), Mouvement Justice pour la Palestine (MJP), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Groupe CRI, Enfants de Palestine (Abna Philistine), Joie des enfants des camps.

VENEZUELA

APRÈS LA DÉFAITE DE CHAVEZ AU RÉFÉRENDUM, IL EST URGENT DE CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANT

Suite à sa large réélection en décembre 2006, Chavez a essayé à la fois de renforcer le caractère bonapartiste de son régime et de stabiliser cette nouvelle forme de domination de la bourgeoisie. Dans ce but, il a lancé un processus pour constituer un parti nationaliste bourgeois de masse, camouflé en parti du prétendu « socialisme bolivarien » ou « socialisme du XXI^e siècle », le PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela), pour se subordonner organiquement le mouvement ouvrier. Conjointement, il a accentué l'offensive contre les secteurs de classe, en particulier contre celui dirigé par Chirino, la figure la plus en vue de l'UNT (Union nationale des travailleurs, principale confédération syndicale), parce qu'il est l'un des seuls à avoir dénoncé clairement le PSUV comme un parti bourgeois et qu'il impulse, contre le PSUV, un mouvement pour un parti des travailleurs, avec sa petite organisation politique trotskyste et des militants syndicaux combatifs. Le projet de nouvelle Constitution était la

clé de voûte de cette opération de Chavez.

Le projet de nouvelle Constitution : au-delà des déclarations, un projet intégralement bourgeois et dangereusement bonapartiste

D'un point de vue de classe, la caractéristique fondamentale du projet de constitution était de maintenir la propriété privée des moyens de production : il s'agissait donc sans ambiguïté d'une nouvelle constitution bourgeoise. La volonté de mettre en place un modèle économique où l'État joue un rôle central n'avait rien à voir avec un quelconque socialisme authentique, mais exprimait simplement une variante de la politique bourgeoise : le projet consacrait la ligne d'association avec le capital impérialiste pour l'exploitation des ressources naturelles sous la forme de sociétés d'économie mixte. Les déclarations sur le souci des valeurs humanistes, de la coopération et de l'intérêt collectif étaient de purs ornements sans la

moindre valeur pratique : leur fonction était seulement de donner aux travailleurs l'illusion d'un capitalisme à visage humain.

Le véritable nouveauté de la réforme était d'abord de renforcer le contrôle de l'État sur le mouvement de masse. Le projet exaltait le « pouvoir populaire », mais la mise en œuvre concrète de cette orientation se reflète, par exemple, dans la loi sur les conseils communaux : tout en poussant les citoyens à s'organiser dans ces conseils, cette loi remet toutes les décisions à une commission centrale placée sous l'autorité du ministre des Finances. La réforme prévoyait dans le même esprit la création de « conseils du travail », organismes visant à mettre les organisations ouvrières sous la tutelle de l'État.

Corrélativement, le projet visait à accroître le rôle personnel du président. Il prévoyait de supprimer la limitation actuelle pour la réélection du président à un maximum de deux mandats de 7 ans, condition pour que Chavez puisse se représenter en 2013.

Mais surtout, les pouvoirs du président auraient été encore accrus : il aurait eu la possibilité de nommer autant de vice-présidents qu'il l'aurait souhaité, de nommer les officiers de l'armée non seulement à partir du rang de colonel mais à tous les niveaux, de suspendre les garanties démocratiques élémentaires en cas d'état d'urgence, de décréter des zones militaires spéciales conférant le pouvoir à des autorités spéciales (c'est-à-dire les mettant directement sous la tutelle de la présidence) pour tout sujet d'importance stratégique pour l'État... En même temps, la réforme rendait plus difficile la révocation des élus, en augmentant le nombre de signatures nécessaires pour demander un référendum révocatoire.

Enfin, les mesures « sociales » auxquelles les pseudo-trotskyistes, reconvertis en soutiens « critiques » au nationaliste bourgeois Chavez, réduisaient le projet, constituaient en réalité un pur et simple vernis pour faire avaler la pilule aux masses. Sur le papier, la réduction du temps de travail de 8h à 6h par jour, de 48h à 36h par semaine est une mesure progressiste. Mais son inscription dans la Constitution ne garantit en rien sa réalisation effective, et inversement son absence dans la constitution n'empêche nullement le gouvernement qui le veut de faire voter une loi en ce sens. Or Chavez, qui dispose depuis des années d'une majorité absolue au Parlement, n'a jamais jugé utile de faire approuver une telle loi ! Il en va de même pour le fonds de stabilité sociale, supposé donner des droits étendus aux travailleurs en matière de protection sociale, de retraite, de congés payés, mais dont l'inscription dans la Constitution n'aurait absolument rien garanti.

Position des différents secteurs de la bourgeoisie face au projet de réforme constitutionnelle

Le secteur majoritaire de la bourgeoisie, hostile au gouvernement en place, à la fois favorable à une collaboration étroite avec l'impérialisme, craignant toujours que Chavez ne parvienne pas parfaitement à contrôler le mouvement de masse sur lequel il est obligé de s'appuyer en partie et désireux de retrouver les salons dorés du pouvoir, était par principe opposé à ce projet. Il voyait dans une possible défaite de Chavez une façon de commencer à inverser un rapport de force qui lui est depuis environ dix ans défavorable, tout particulièrement depuis l'échec du coup d'État de 2002 et du lock-out patronal de 2003. Il a donc essayé de relancer la mobilisation politique contre le gouvernement, en s'appuyant sur son poids dominant dans le mouvement étudiant, ce qui a conduit à des heurts violents avec les étudiants chavistes. Mais c'est aussi la preuve que cette opposition de la bourgeoisie majoritaire à Chavez ne peut guère mobiliser d'autres secteurs, indice d'une faiblesse persistante sur le terrain réel de la lutte des classes.

Mais la réforme constitutionnelle mécontentait aussi des secteurs bourgeois soutenant Chavez : en renforçant le pouvoir du seul président, il menaçait de mettre la plupart des dirigeants du chavisme sous une dépendance accrue de leur chef, risquant ainsi de perdre d'un jour à l'autre leur poste (de vice-président, de ministre, de gouverneur, d'officier de l'armée, d'administrateur de PDVSA, etc). C'est ainsi que Baduel, un général fidèle à Chavez, ancien ministre de la défense, représentant un secteur des forces armées, a annoncé son opposition au projet de réforme de la constitution. Pour justifier leur opposition au projet, ces différents secteurs bourgeois se sont saisis de trois thèmes. Ils ont hypocritement brandi l'étendard de la défense des libertés démocratiques contre la tendance à un cours plus autoritaire du régime ; ils ont dénoncé les dangers du « castro-chavisme » en essayant de faire croire que Chavez voulait en finir avec la propriété privée ; ils ont enfin dénoncé la situation économique désastreuse, marquée par la pénurie de produits de première nécessité dans tous les magasins. Bien entendu, la

défense des libertés démocratiques ne peut être qu'une hypocrisie dans la bouche de gens qui ont tenté un coup d'État en 2002 et sont les héritiers de ceux qui ont réprimé dans le sang le grand soulèvement ouvrier et populaire de 1989 (le Caracazo). En outre, ce sont les mêmes capitalistes qui organisent cette pénurie pour faire pression sur le gouvernement et obtenir une libération des prix afin de faire davantage de profits. Mais cette pénurie ne peut elle-même se développer que parce que Chavez et son gouvernement, défendant la propriété privée, refusent de prendre la moindre mesure sérieuse pour y mettre un terme (saisie des stocks, expropriation, etc.).

Cependant, Chavez pouvait compter sur le soutien de certains secteurs de la bourgeoisie, à la fois satisfaits de l'importante croissance économique, garantissant des profits en hausse, et rassurés quant aux intentions de Chavez de défendre la propriété privée contre toute attaque venant de la classe ouvrière. Ce secteur comprend notamment Cisneros, la plus grande fortune du Venezuela, propriétaire de la principale chaîne de télévision privée, l'association des « chefs d'entreprises socialistes pour le Venezuela » et nombre de ces nouveaux riches qui étalent à Caracas et dans les autres grandes villes leur vie luxueuse.

Enfin, tout l'appareil d'État a été mis à disposition de la campagne pour le « oui », les directeurs, chefs de service et autres bureaucrates n'hésitant pas à profiter de la précarité des travailleurs pour les menacer de licenciement s'ils ne participaient pas aux manifestations du « oui » et s'ils ne votaient pas comme il fallait.

La campagne pour le référendum a cristallisé politiquement les conflits de classes

Mais la croissance économique importante tend à aiguïser la lutte de classes plus qu'à l'apaiser. Si les travailleurs et les masses populaires se sont dans un premier temps réjouis des mesures sociales et d'assistance du gouvernement, ils sont poussés à exiger beaucoup plus lorsqu'ils voient le boom économique permis par la manne pétrolière. En neuf ans, le baril de pétrole est passé de 10 à 100 dollars : on imagine à quel point les caisses de l'État, auquel PDVSA

appartient à 100 %, se remplissent à grande vitesse. Pourtant, les travailleurs ne voient pas venir de nouvelles améliorations de leur situation après l'effet des premières mesures. L'année a donc été marquée par le développement des conflits entre les employés publics et l'État, entre les travailleurs du pétrole et la direction (nommée par Chavez) de PDVSA, et chez les travailleurs de différents secteurs qui ont occupé leurs entreprises, dont les plus conscients et emblématiques sont ceux de Sanitarios Maracay. Ces luttes sont dirigées le plus souvent par des militants du courant C-CURA (Courant de Classe Unitaire Révolutionnaire et Autonome) de l'UNT.

Or, face à cette recrudescence de la lutte de classe, Chavez a répondu par la répression, envoyant la Garde Républicaine, la police ou l'armée contre les travailleurs. De plus, il s'est livré à une chasse aux sorcières contre les dirigeants les plus indépendants, prenant pour première cible Chirino et son camarade J. Bodas, dirigeant du syndicat du pétrole d'Anzoategui, les dénonçant comme des « contre-révolutionnaires » (c'est-à-dire des ennemis de la prétendue « révolution bolivarienne », qui n'existe que dans la propagande du gouvernement et de ses sbires), les calomniant de façon néo-stalinienne comme partisans des vieux partis bourgeois AD et COPEI, saboteurs à la solde de l'impérialisme, etc. À travers eux, le secteur de la C-CURA qui a refusé d'entrer au PSUV, dénonçant en lui un parti patronal, et qui se bat pour mettre sur pied un parti des travailleurs, est clairement visé. Enfin, Chavez a eu recours à des bandes armées à sa solde pour attaquer les militants d'avant-garde, comme cela a été le cas lors de l'occupation du Ministère du travail par vingt dirigeants de la C-CURA qui exigeaient la signature d'une nouvelle convention collective pour les employés publics.

Quelle position de classe face au référendum ?

La difficulté pour une organisation révolutionnaire au Venezuela est de réussir à surmonter la pression considérable que font peser la polarisation de la vie politique autour du conflit entre deux options bourgeoises et les attaques constantes venant de l'appareil d'État. Il s'agit

fondamentalement de développer une position de classe indépendante et de la faire reprendre par un secteur significatif de l'avant-garde, au-delà des combats économiques quotidiens. C'est pourquoi il était nécessaire de refuser d'apporter un soutien, même « critique », au projet de Constitution. En effet, non seulement il maintenait un État bourgeois et n'apportait pas de réel progrès social, mais en outre il renforçait le pouvoir bonapartiste¹. Or un tel renforcement menace d'abord et avant tout la liberté pour les travailleurs de s'organiser pour défendre leur intérêts de classe. Fallait-il pour autant appeler à voter « non », comme l'a fait la LIT (organisation internationale du PSTU brésilien, qui se réclame du trotskysme « moréniste ») ? Dans un contexte où le débat était polarisé entre Chavez et son opposition bourgeoise qui préconisait majoritairement le « non », cela renforçait objectivement le secteur bourgeois le plus réactionnaire, sous prétexte qu'il défendait en paroles les libertés démocratiques.

Mais, en n'appelant à voter ni oui, ni non, ne fallait-il pas craindre qu'une victoire du « non » renforce l'impérialisme et ce secteur le plus réactionnaire de la bourgeoisie ? Non, car une victoire du « oui » aurait renforcé Chavez et donc affaibli le prolétariat. D'une part, en effet, cela aurait impliqué un renforcement de sa propre politique de conciliation des intérêts de classe antagonistes en faveur de la bourgeoisie et une intervention accrue contre l'indépendance du mouvement ouvrier, ce qu'aucun marxiste ne peut soutenir. D'autre part, au-delà des paroles, Chavez ne mène même pas une politique réellement anti-impérialiste, comme l'illustre par exemple la multiplication des sociétés d'économie mixte avec des grandes multinationales pour l'exploitation du

¹ Il est donc inadmissible d'avoir appelé à voter « oui », comme l'ont fait notamment le Militant (Tendance Marxiste Internationale — La Riposte en France) et le courant Marsa Clasista et Socialista, lié au MST argentin. Le « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale » et la LCR partagent leur position : deux textes de Marea Clasista y Socialista ont été publiés dans le dernier numéro d'*Imprecor* (n° 532-533 du 11 décembre 2007) et l'article de *Rouge* du 6 décembre, signé par F. Sabado et S. Ville, exprime globalement la même position.

pétrole. Or, pour les marxistes, la seule façon de mener le combat anti-impérialiste, c'est de renforcer la conscience et l'organisation du prolétariat, car lui seul peut mener une politique authentiquement anti-capitaliste, par conséquent révolutionnaire.

La seule position de classe consistait donc à appeler à l'abstention ou au vote blanc, en menant une campagne de classe pour expliquer cette orientation comme nous le faisons ici. Il était nécessaire d'expliquer tout particulièrement aux travailleurs qu'il n'est pas possible de faire un pas vers la satisfaction de leurs aspirations sans rompre avec la propriété privée des moyens de production et engager sur cette base une vaste réorganisation de l'économie. Et il fallait souligner que, pour cela, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces : face à l'État bourgeois chaviste et au PSUV d'un côté, à l'opposition bourgeoise réactionnaire de l'autre, les travailleurs ne peuvent constituer une force sans s'auto-organiser, sans combattre pour l'indépendance de l'UNT par rapport à l'État et au patronat et sans construire leur propre organisation politique pour faire triompher leurs intérêts de classe.

Les résultats : une modification nette de l'état d'esprit des masses

À la surprise générale, Chavez a perdu le référendum, avec 51 % de « non » à sa réforme. Cependant, ce résultat ne s'explique pas tant par un renforcement de l'opposition que par un effondrement du soutien à Chavez. L'opposition (le total des « non ») a gagné à peine 200 000 voix par rapport à la présidentielle de 2006, qui viennent probablement de l'appel à voter « non » de certains anciens soutiens de Chavez, comme le parti Podemos et le général Baduel. En revanche, Chavez a perdu presque 3 millions d'électeurs (qui se sont abstenus ou ont voté nul), passant de plus de 7 millions à peine plus de 4 millions aujourd'hui.

L'analyse des résultats selon les circonscriptions confirme que cette abstention massive est très majoritairement ouvrière et populaire. C'est dans ses propres bastions que Chavez a perdu le plus de voix. Le résultat du référendum exprime donc une modification importante dans

l'état d'esprit de larges couches de la population qui ont cessé de faire confiance à Chavez sans pour autant vouloir joindre leur voix à celle de l'opposition. C'est de toute évidence l'expression d'une évolution plus profonde dans la lutte de classe : les masses sont sensibles aux pénuries de produits de première nécessité tout comme au refus de satisfaire leurs revendications dans un contexte de boom pétrolier et de croissance économique. Aujourd'hui, malgré un baril à 100 dollars, 57 % des travailleurs ayant un contrat de travail touchent le salaire minimum et 73 % des foyers vivent avec des revenus inférieurs aux nécessités d'une famille (selon les statistiques officielles).

La défaite de Chavez au référendum est donc un revers sérieux pour la tentative de renforcer et de stabiliser le bonapartisme du régime. Quel est le nouveau panorama qui se dessine maintenant ? Chavez et son gouvernement ressortent de toute évidence affaiblis de l'épreuve électorale, tandis que l'opposition s'est légèrement renforcée. Cependant, son renforcement est trop fragile pour que celle-ci puisse repasser à l'offensive et essayer de se débarrasser de Chavez avant la fin de son mandat. Inversement, Chavez, affaibli mais disposant encore d'un important soutien parmi les masses et dans l'appareil d'État, cherchera à donner à sa politique une orientation plus classique, pour rassurer les secteurs de la bourgeoisie encore insatisfaits. (C'est d'ailleurs ce qu'il a commencé à faire dès le mois de décembre

prenant un décret qui amnistie les putschistes de 2002 et annonçant une nouvelle politique économique, qui passera notamment par la réduction des prix contrôlés de 400 produits de base à 20 seulement.)

C'est pourquoi la lutte entre les deux fractions de la bourgeoisie devrait se dérouler, dans l'immédiat, essentiellement dans le cadre institutionnel — ce qui n'exclut pas, bien sûr, le recours à la rue comme moyen de pression. Un tel scénario promet d'accroître encore le mécontentement ouvrier et populaire contre Chavez et son gouvernement. Toute la question est dès lors de savoir qui capitalisera ce mécontentement : l'opposition bourgeoise pro-impérialiste ou l'opposition ouvrière et socialiste au « socialisme avec les patrons » de Chavez ?

La tâche des révolutionnaires : impulser un parti des travailleurs contre le PSUV de Chavez et les partis traditionnels de la bourgeoisie

Si l'objectif de rassembler les travailleurs dans un parti qui leur soit propre est toujours un objectif pour les révolutionnaires, il est clair que les conditions créées par la lutte des classes durant l'année écoulée et exprimées dans les résultats du référendum, rendent un tel projet à la fois particulièrement nécessaire et relativement plus facile à réaliser. En effet, des secteurs de masse parmi les travailleurs, ressentant dans leur vie quotidienne le mensonge du « socialisme bolivarien », perdant leur

confiance naguère si grande envers Chavez, seront infiniment plus réceptifs au discours de ceux qui ont combattu à leurs côtés depuis des années, notamment lors du coup d'État et du lock-out patronal, puis pour les augmentations de salaires, les contrats collectifs, l'occupation et le redémarrage des usines abandonnées par les patrons.

C'est la tâche que semble aujourd'hui se proposer le secteur de la C-CURA dirigé par Chirino, qui impulse un mouvement pour un parti des travailleurs. Il est à souhaiter que ce processus aille jusqu'à son terme et que ce parti soit doté d'un programme armant l'avant-garde pour affronter d'une façon révolutionnaire les défis posés par la situation. Cela suppose au premier chef d'affirmer que seul le prolétariat, entraînant l'ensemble des masses pauvres, peut résoudre les problèmes économiques et sociaux, en mettant fin à la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire en expropriant les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Cela suppose aussi d'affirmer clairement que l'on ne peut résoudre ces problèmes sans détruire l'État bourgeois et en imposant un gouvernement des travailleurs et des masses pauvres. Cela suppose enfin d'appuyer l'auto-organisation des travailleurs et de défendre sans faille l'indépendance de classes des organisations forgées par le prolétariat, à commencer par l'UNT.

Antoni Mivani

ARGENTINE

Six ans après les journées révolutionnaires de décembre 2001 LETTRE OUVERTE DU PTS À LA GAUCHE OUVRIÈRE ET SOCIALISTE

La lettre ouverte reproduite ci-dessous a été discutée et votée par plus de cent délégués venus de toute l'Argentine lors de la Conférence Nationale du PTS (Parti des travailleurs pour le socialisme, membre de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, FTQI) le 16 décembre 2007. Le PTS l'a remise le 18 décembre aux directions du Partido Obrero¹, de Izquierda Socialista² et

du Movimiento al Socialismo (MAS) à qui il a aussi demandé une rencontre afin de connaître leurs positions concernant sa proposition.

Le Groupe CRI, qui avait déjà publié le texte de la campagne commune du PTS, d'IS et du MAS

Quatrième. Internationale (CRQI). Toutes les notes sont de la traduction, due à des militants de la FTQI-Europe.

² Gauche Socialiste (IS), membre de l'Unité Internationale des Travailleurs (UIT).

pour les élections d'octobre dernier en Argentine (dans Le CRI des travailleurs n° 28, septembre-octobre 2007), estime que cette démarche à l'égard des organisations qui se réclament du marxisme révolutionnaire est un véritable modèle d'orientation à la fois claire quant aux principes, unitaire et volontaire. Au moment où, en France, se mènent notamment des débats sur un « nouveau parti anticapitaliste » (à l'initiative de la LCR), sur un « nouveau parti ouvrier » (créature du

¹ Parti Ouvrier (PO), membre de la Coordination pour la Refondation de la

PT) ou encore sur la question des alliances admissibles dans le cadre électoral (alliance sans principe de LO avec le PS dès le premier tour), il est clair que ce document peut être médité avec grand profit par les militants révolutionnaires qui veulent à la fois rester d'authentiques marxistes et ne pas s'enfermer dans le sectarisme générateur d'impuissance et de sclérose politiques.

Aux camarades du Partido Obrero (PO), des organisations qui ont fait partie du Frente de Izquierda y los Trabajadores por el Socialismo¹, à Izquierda Socialista (IS), au MAS ainsi qu'à tous les groupes et militants de la gauche ouvrière et socialiste², aux travailleurs et étudiants lutte de classe.

Ouvrons ensemble le débat sur la construction d'un Parti révolutionnaire commun.

Notre parti, le PTS, considère urgent de chercher l'unité entre tous ceux et celles qui se réclament de la gauche ouvrière, socialiste et révolutionnaire.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le retard de la préparation d'une direction politique et d'un parti révolutionnaire qui puissent intervenir de manière décisive dans l'avenir alors que se préparent de nouvelles crises économiques, politiques, et des affrontements de classe. C'est, de notre point de vue, la principale conclusion que nous pouvons tirer des journées révolutionnaires de décembre 2001³.

Cristina Kirchner⁴, lors de son discours d'investiture, les a qualifiées

de « d'événements tragiques ». La principale tragédie de cette crise a été l'absence d'une direction politique qui aurait pu éviter que cette catastrophe économique soit en dernière instance payée par les travailleurs à travers les mécanismes de dévaluation du peso et le paiement de salaires dans cette devise dévaluée alors que le dollar fort était synonyme de très forte rentabilité pour les grands patrons industriels et l'agriculture d'exportation. La récente crise financière internationale – qui a commencé au cœur du centre capitaliste, les États-Unis – ne mettra pas seulement fin à la croissance économique, mais pourrait également engendrer de nouvelles convulsions sociales. Même s'il est trop tôt pour en annoncer les rythmes, les crises reviendront avec leur lot de misère pour les travailleurs et le peuple. C'est la fin d'une étape qui a permis de dévier les journées de 2001 sur la base d'illusions de millions de personnes qui ont pensé pouvoir améliorer leur niveau de vie petit à petit alors qu'aujourd'hui réapparaissent les signes d'une crise capitaliste.

De la même manière, l'ensemble des gouvernements latino-américains qui ont réussi à dévier politiquement l'hostilité des masses à l'égard du « néo-libéralisme » montrent aujourd'hui des signes d'usure et d'épuisement. Au Venezuela par exemple, alors que la droite – ultra partisane du « non » au référendum⁵ – n'a pas fait un score plus important que lors des dernières élections présidentielles, des millions de travailleurs qui jusque-là appuyaient Chávez, fatigués par les promesses non tenues du « socialisme avec les patrons », ont rejeté – par l'abstention et dans une moindre mesure par le vote nul – la réforme constitutionnelle, et ce au moment même où le régime chaviste prépare des accords avec la droite pro-étasunienne qui, après avoir échoué dans le passé dans sa tentative de coup d'État, continue aujourd'hui à conspirer, se parant d'oripeaux « démocratiques ». En Bolivie, la droite – renforcée par des années de mesures conciliatrices menées à son égard par Evo Morales – demande à ses partisans de descendre dans la rue et proclame l'autonomie des régions qu'elle gouverne afin de répondre à sa façon, de manière réactionnaire, à

l'urgence des revendications paysannes et ouvrières qui ont vu le jour avec les soulèvements de 2003. Tout ceci n'est que le présage de futurs affrontements de fond laissant apparaître une tendance larvée à la guerre civile.

Dans ce cadre, les premiers jours de gouvernement de Cristina Kirchner ont laissé apparaître de premières tensions qui en annoncent d'autres. Le second mandat des Kirchner sera plus ouvertement réactionnaire que le premier. Le Pacte Social qu'ils veulent imposer « par en haut » se base sur de fortes augmentations des prix, des restrictions salariales, l'augmentation de l'exploitation ouvrière à travers des clauses de productivité, la répression de l'avant-garde et des nouveaux délégués issus des luttes, mais également par le biais de la création d'une force politique « officialiste » capable d'appuyer ces « politiques étatiques ». Ce dernier élément est extrêmement important dans la mesure où, loin de supposer que la croissance économique sera éternelle, les Kirchner et leurs partisans se préparent pour les futures crises et ont besoin d'un parti qui puisse jouer un rôle de contention comme l'a déjà fait le vieux Parti Justicialiste (péroniste) après les journées révolutionnaires de 2001.

Il est clair qu'au sein d'une fraction de la classe ouvrière on assiste à l'émergence d'une nouvelle génération qui commence à faire sa propre expérience avec le « kirchnérisme ». L'arrivée sur le marché du travail de trois millions de nouveaux travailleurs ne subissant plus désormais comme avant la peur du chômage, l'inflation et les bas salaires – la clef du succès du « modèle » des Kirchner – ont entraîné la recomposition de la classe ouvrière, comme en témoigne sa plus grande disposition à la lutte ainsi que la création de nouvelles organisations. La classe ouvrière a commencé une phase d'apprentissage : des fractions de quasiment toutes les branches de l'activité économique sont entraînées dans la mobilisation et, avec des inégalités d'un secteur à un autre, font l'essai de formes de lutte et d'organisation, commencent à élire de nouveaux dirigeants et progressent dans leur expérience. Dans ce cadre, les actuelles luttes économiques tendront à se transformer en des luttes politiques qui finiront par affronter le gouvernement et son Pacte Social.

¹ Front de Gauche et des Travailleurs pour le Socialisme, FITS. Il s'agit de la coalition électorale à travers laquelle se sont présentés le PTS, le MAS, IS ainsi que d'autres organisations aux dernières élections générales en Argentine.

² « Gauche » ou encore « gauche de classe » ou « gauche ouvrière et socialiste ». Il s'agit en Argentine de l'équivalent de « l'extrême gauche » française alors que le terme « centre gauche » se réfère à la gauche institutionnelle.

³ Journées révolutionnaires qui ont secoué l'Argentine et principalement la capitale et sa grande banlieue entre le 19 et le 21 décembre 2001, menant à la chute du président De La Rúa.

⁴ Il s'agit de la nouvelle présidente péroniste du pays, épouse de Nestor Kirchner, élu en 2003.

⁵ Référendum constitutionnel de début décembre perdu par Chávez.

Enfin, face aux prochaines crises, différentes variantes de centre gauche se mettent sur pied et veulent se présenter comme quelque chose de nouveau alors qu'elles ne font que rééditer les vieilles recettes du passé. Comme lors du déclin [à la fin des années 1990] du ménémisme [politique néo-libérale brutale du président Menem] on commence à voir apparaître des « dissidents » au sein même de la direction des partis patronaux qui ne sont capables que de mener à de nouvelles impasses. (...) Toute variante de conciliation de classe amène à subordonner les travailleurs aux alliances avec des partis patronaux qui se présentent comme « progressistes », mais finissent par être des « alternatives » utiles aux capitalistes mais désastreuses pour le peuple travailleur.

Deux dangers

Face à ces possibles scénarios nous voyons deux graves problèmes dans les orientations de la gauche et tous deux sont un obstacle sur la voie de la préparation d'une direction révolutionnaire.

Le premier écueil consiste à céder aux nouveaux projets du centre gauche. C'est la politique de ceux qui parlent de « nouvelles gauches » sans délimitation de classe, de « partis larges » qui cherchent « l'unité entre les réformistes et les révolutionnaires » ou de « fronts anti-libéraux » permanents avec le centre gauche. Ils rabaisent le programme ouvrier et socialiste et transforment des tactiques indispensables comme la participation aux élections ou la conquête de positions au sein des syndicats en une orientation stratégique. Il ne s'agit en fait que d'une sorte d'actualisation de la vieille idée de la « stratégie d'usure » apparue au début du siècle dernier dans le mouvement ouvrier et qui était avancée par la social-démocratie allemande. Celle-ci soutenait que la classe ouvrière deviendrait dominante par voie pacifique et évolutive de par son poids numérique en conquérant des syndicats et des « majorités parlementaires » sans avoir besoin pour autant besoin d'une stratégie pour détruire l'État capitaliste. Il s'agit d'une stratégie qui ne vise pas à préparer des partis révolutionnaires pour la lutte de classe, mais à construire des partis cherchant des

marges de manœuvre au sein même du régime et qui entendent profiter des « espaces » qui s'ouvrent à la gauche des gouvernements actuels. C'est là la politique du PSOL¹ au Brésil ou de son imitateur argentin, le MST de Vilma Ripoll².

Nous pensons que l'autre danger est que ceux qui se revendiquent de la stratégie révolutionnaire ne mettent pas tout en œuvre en vue d'une politique de rapprochement visant à regrouper toutes les forces possibles ou au moins clarifier nos différences afin de ne pas retarder la construction d'un véritable grand parti révolutionnaire. Il ne suffit pas de maintenir chacun de notre côté une certaine « clarté politique » en attendant que les prochaines crises entraînent un renforcement de nos courants respectifs. Nous y insistons : les crises ne signifient pas automatiquement un renforcement de la gauche révolutionnaire si nous ne les affrontons pas préparés à l'avance avec des dizaines de milliers de militants réellement implantés dans les principales concentrations ouvrières, populaires et étudiantes du pays.

Notre appel n'a rien à voir avec une certaine routine, imposée par le régime, d'ouvrir des débats au sein de la gauche en phase préélectorale. Notre urgence est due à la nécessité de prise de conscience par tous de la difficulté de construction d'un tel parti qui ne peut être créé du jour au lendemain ni même s'improviser au beau milieu des crises mais doit au contraire se forger au préalable au contact des formes les plus diverses de luttes, depuis les grèves économiques actuelles qu'il nous faut considérer comme de véritables « écoles de guerre » jusqu'à la structuration d'éléments d'autodéfense contre la répression étatique ainsi que diverses expériences préparatoires aux combats décisifs futurs.

Il va de soi que chacune de nos organisations pense mener à bien cette tâche. Il est évident cependant que tous ces efforts sont loin de couvrir l'énorme brèche qui existe entre le marxisme révolutionnaire et les

secteurs avancés de la classe ouvrière. Nous croyons qu'un parti révolutionnaire commun, construit sur de solides bases stratégiques, multiplierait énormément l'efficacité de notre action.

Toute autre orientation reviendrait à faire preuve d'un spontanisme néfaste et ne pourrait que nous mener, que nous le voulions ou non, à n'être que de simples « sociétés de propagande » qui ne se préparent pas à vaincre lors des futures crises révolutionnaires. C'est pour cela que nous appelons dès aujourd'hui l'ensemble des organisations partageant une même stratégie révolutionnaire à tout mettre en œuvre afin d'avancer dans le sens d'un parti révolutionnaire, un combat en commun qui serait reçu par les milliers de militants et de sympathisants de la gauche lutte de classe avec beaucoup d'enthousiasme.

Le test du chavisme

La croissance économique de ces quatre dernières années ainsi qu'une forte consommation des classes moyennes ont recréé sur le continent de nouvelles illusions quant à la fin annoncée des crises capitalistes et de possibles solutions à appliquer « par en haut » dans le cadre d'un régime social inchangé. Cette tendance a eu un impact très fort sur différents secteurs de gauche où se sont renforcées les tendances réformistes. Ces dernières se basaient sur la fausse idéologie selon laquelle les gouvernements « post-néolibéraux » représenteraient des lieux de « dispute » à l'intérieur desquels les organisations ouvrières et de masse pourraient résoudre en leur faveur le rapport de force général. Sur tout le continent, la théorie des « gouvernements (et des États) en dispute » fait désormais partie du patrimoine d'un large cercle politique qui va du centre-gauche à la « nouvelle gauche » soi-disant « socialiste » mais qui se confond en fait avec le réformisme.

La version la plus droitrière de cette tendance est représentée par les bureaucraties semi-officialistes de la PIT-CNT en Uruguay qui soutiennent Tabaré Vasquez, un président ouvertement pro étasunien, les secteurs de la « gauche » du PT brésilien ou encore la direction officielle de la CTA en Argentine, qui

¹ Parti Socialisme et Liberté (PSOL), dont une des principales dirigeants est Heloísa Helena, dissidente de Démocratie Socialiste (DS, section historique du SUQI au Brésil, courant du PT de Lula).

² Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) argentin.

cherche à se faire une place de négociateur au sein du « Pacte Social » proposé par Cristina Kirchner et fait même partie de la majorité municipale kirchneriste de Neuquén.

Il existe également des versions un peu plus « antigouvernementales » de ces tendances, avec en premier lieu en Argentine le « Proyecto Sur » [Projet Sud] porté par le cinéaste et candidat à la présidentielle Pino Solanas ainsi que par Claudio Lozano de la CTA¹. Proyecto Sur défend un programme de « récupération du pétrole national » sans expropriation ni administration ouvrière et une « démocratie participative » au sein d'un « État national fort » à la vénézuélienne.

Pour ce qui est de la version « socialiste » de cette stratégie, on la retrouve en Argentine défendue par le MST de Vilma Ripoll. Après s'être auto-proclamé « la nouvelle gauche » sans aucune délimitation de classe, le MST en vient aujourd'hui à appeler à « l'unité de la gauche avec le centre gauche » de Solanas et compagnie.

Dans son actuelle version latino-américaine, cette politique consistant à mêler le drapeau du socialisme à celui du « nationalisme bourgeois » trouve son expression la plus achevée au Venezuela, où ses partisans sont pour participer au PSUV vénézuélien², le parti du « socialisme avec les patrons » du président Chávez, le parti du gouvernement du capitalisme des entreprises mixtes entre l'État et les compagnies pétrolières étrangères.

Loin d'aller dans le sens du devoir des révolutionnaires de se retrouver en

première ligne, comme lors de la tentative de coup d'État d'avril 2002, en cas d'attaques de la réaction pro-impérialiste vénézuélienne, l'adhésion au PSUV représente une subordination politique et programmatique complète au chavisme qui ne cesse de passer des accords avec la droite, lui permettant ainsi de survivre.

Fidèle à sa ligne cherchant à modifier les rapports de forces au sein même de l'État bourgeois, le MST [argentin] et ses alliés au Venezuela, notamment Marea Clasista y Socialista, affirmaient peu avant le référendum que « *la consigne de 'Patrie, Socialisme ou la Mort, nous vaincrons' signifie au Venezuela la formule suivante : pour vaincre, il faut combattre et démettre de leurs postes tous les bureaucrates et les corrompus* » (Marea Clasista y Socialista, organe des pré-adhérents du PSUV, novembre 2007). Après la défaite de Chávez ces organisations ont approfondi cette orientation. On pouvait ainsi lire dans une déclaration du 6 décembre que, « *de concert avec tous les secteurs socialistes bolivariens, nous attendons un changement profond et urgent de l'équipe de gouvernement... Il faut que le Président regarde de près cette situation qui a pesé énormément au moment de choisir pour le 'non' ou l'abstention* ». En accord avec le discours officiel du chavisme, le MST et ses courants alliés au Venezuela ont non seulement appelé à appuyer la réforme constitutionnelle du gouvernement, mais poussent aujourd'hui à une sorte d'épuration d'un appareil d'État qui n'en reste pas moins garant des rapports capitalistes.

Notre courant international, la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FTQI), comme celui de IS, la UIT, du PO, le CRQI, et comme le MAS, ont adopté une position qui, en dépit de leurs variations tactiques, partait des mêmes présupposés pour rejeter la réforme constitutionnelle chaviste. Nous avons effectivement tous dénoncé son caractère capitaliste (défense de la propriété privée) et bonapartiste face aux organisations ouvrière (négation des droits démocratiques des organisations prolétariennes), ainsi que son refus de combattre sérieusement la domination impérialiste et les grands propriétaires terriens. Nous soulignons tous la nécessité d'impulser la construction d'un parti des travailleurs qui exprime

l'indépendance politique de classe face au PSUV de Chávez.

Programme et stratégie révolutionnaires

L'expérience du Venezuela montre combien il est nuisible que des organisations qui affirment faire partie du mouvement fondé par Léon Trotsky renient les principales leçons de la Quatrième Internationale et utilisent ses drapeaux pour embellir le bonapartisme bourgeois de Chávez. Trotsky ne disait-il pas en juin 1938 (« L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière ») que « *ce serait évidemment une erreur désastreuse, une parfaite escroquerie que d'affirmer que la route vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne mais par la nationalisation par l'État bourgeois de diverses branches de l'industrie (...). Pour les marxistes, ce n'est pas la bourgeoisie qui bâtit le socialisme (...)* » ?

Face à cette « nouvelle gauche » qui parle de « socialisme bâti par la bourgeoisie », le PTS propose aux camarades du PO, de IS, du MAS, ainsi que de tous les groupes et militants de la gauche de classe, de faire tous les efforts nécessaires pour présenter aux travailleurs un parti unifié qui lutte pour la seule perspective viable, à savoir, l'expérience vénézuélienne vient nous le confirmer à nouveau, que la libération nationale des semi-colonies de l'oppression impérialiste et la liquidation de la grande propriété terrienne ne peuvent être menées à bien par la bourgeoisie nationale, mais uniquement à travers la mise en place d'un gouvernement ouvrier et de la majorité exploitée et par son État de transition vers le socialisme.

La « nouvelle gauche » se fait l'écho d'une des maximes de Chavez : « *Nous ne voulons pas de la dictature du capitalisme mais nous ne voulons pas non plus de la dictature du prolétariat comme le disait Marx. Nous voulons la démocratie, le socialisme.* » Le régime capitaliste ne produit pas la misère parce qu'il est antagonique avec cette « démocratie », mais parce qu'une classe minoritaire s'approprie la richesse sociale. Voici la véritable « dictature », complètement opposée à celle de Marx pour qui les majorités devaient exercer leur « dictature » sur la minorité

¹ Pino Solanas était déjà l'un des membres fondateurs, avec ce même discours, du Frente Grande, qui a donné naissance au FrePaSo (Front « Pays Solidaire »). Celui-ci essayait de se présenter comme une variante progressiste face au ménémisme, mais avait fini par aider De la Rúa à arriver à la Présidence — un mandat qui a pris fin il y a six ans avec l'expropriation des petits épargnants par Cavallo et la sanglante répression contre les manifestants de la Place de Mai le 20 décembre 2001. D'importants dirigeants de la CTA, comme De Gennaro (promoteur de Lozano et Solanas) ou Marta Maffei (aujourd'hui « dissidente » de l'ARI) ont appuyé à cette époque l'Alliance de De la Rúa comme étant une alternative face au ménémisme, en la présentant comme une alternative « réaliste » sur le chemin de « l'humanisation du capitalisme ».

² Parti Socialiste Uni du Venezuela impulsé par Chávez lui-même sur une base multi-classiste.

exploiteuse, rendant ce régime qualitativement plus démocratique.

Il n'existait pas chez Marx, Lénine, Trotsky ou ceux qui ont mis en pratique la « dictature du prolétariat » il y a quatre-vingt-dix ans en Russie, la moindre association avec l'idée d'un commandement de quelques-uns voire d'une seule personne. Bien au contraire, la « dictature du prolétariat » représentait la forme politique par laquelle les masses se dotaient de leurs propres organes d'auto-gouvernement comme lors de la Commune de Paris ou des Soviets de la Révolution Russe.

La défense la plus résolue et la clarification du terme de « dictature du prolétariat » après l'expérience stalinienne doit faire partie du combat de tous ceux qui se revendiquent de la stratégie révolutionnaire. Seul ce nouvel État des travailleurs qui remplacera les forces armées actuelles par l'armement généralisé du peuple et se basera sur un système de conseils de délégués ouvriers, peut initier le chemin vers le socialisme mais contrer également la corruption étatique sur la base de la rémunération des fonctionnaires administratifs et du gouvernement prolétarien en fonction du salaire ouvrier moyen.

Le PTS appelle les camarades du PO ainsi que tous ceux avec lesquels nous avons fait partie du Front de Gauche et des Travailleurs pour le Socialisme (FITS) à défendre de manière unifiée une stratégie révolutionnaire face aux différentes variantes du réformisme de gauche. Unifions nos efforts en un bloc pour un parti révolutionnaire commun pour ouvrir le débat face à tous les militants et à l'avant-garde ouvrière au sujet du programme et des méthodes pour construire le parti en accord avec cette stratégie.

Trois axes pour ouvrir le débat

Partant de ce premier point d'accord, nous ne voulons pas non plus cacher les divergences que nous avons avec les camarades du PO ou des autres courants avec lesquels nous avons construit le FITS. Nous pensons cependant que tous les débats que nous avons menés ces dernières années doivent s'inscrire dans une nouvelle perspective.

Il ne fait aucun doute qu'un véritable parti révolutionnaire unifié doit se construire sur la base du centralisme démocratique. Il ne peut

être effectivement une somme de tendances permanentes qui s'annulent au moment de passer à l'action. Les « nouvelles gauches » qui défendent l'idée de partis à fonctionnement souple où cohabitent éternellement des orientations politiques divergentes démontrent ainsi qu'elles ne cherchent qu'à construire des partis pouvant agir uniquement sur le terrain électoral. Pour intervenir dans les luttes, même les luttes syndicales et revendicatives les plus élémentaires, il est inconcevable d'agir avec deux ou plusieurs positions dans une grève, c'est-à-dire face aux bataillons centralisés du patronat, de la bureaucratie syndicale, du ministère du Travail et de la police. C'est encore moins concevable s'il s'agit de vaincre un État capitaliste qui n'hésitera pas à utiliser tous les moyens répressifs à sa portée afin d'écraser tout processus révolutionnaire. Ce que nous connaissons comme « centralisme démocratique » n'est pas un dogme mais bien une nécessité qui surgit au sein même de la lutte des travailleurs et du rôle de l'État bourgeois. Tout ceci ne s'obtient pas de manière immédiate bien entendu, mais découle d'un processus de débat franc, loyal et ouvert, ainsi que d'une pratique et expérience communes dans la lutte de classe.

Sans vouloir épuiser tous les sujets de discussion, nous présentons dans cette lettre quelques points de débat qui sont à nos yeux centraux.

1. Un programme de revendications transitoires et la lutte pour des organismes qui tendent vers le double pouvoir.

La recomposition actuelle de la classe ouvrière argentine se développe dans un cadre relativement calme, marqué par la croissance économique bourgeoise, ce qui se reflète dans le caractère du mouvement syndical actuel. Le poison qui se trouve dans la conscience des travailleurs est de considérer que ce développement évolutif et relativement pacifique continuera indéfiniment. Imaginer l'Argentine comme un pays économiquement stable pour des lustres n'est possible que si l'on fait complètement abstraction de la réalité internationale du capitalisme.

La croissance actuelle de la production industrielle mettra la classe ouvrière des grandes entreprises au centre des événements lors de

prochaines crises, à la différence de la crise de 2001 qui survenait après des années de récession et de vagues de licenciements.

Un programme de transition qui, en partant des besoins les plus élémentaires, remette en question la propriété privée et tende un pont entre les luttes et le pouvoir des travailleurs, sera de nouveau à l'ordre du jour. La perspective de l'occupation et de l'administration ouvrières des entreprises – à l'image de celles que les révolutionnaires du PTS ont impulsées à Zanon et à Brukman – pourra se poser à une échelle supérieure, c'est-à-dire dans les transports ferroviaires et le métro, dans les grands services privatisés de l'énergie, les télécommunications et la grande industrie. Il nous faut d'ores et déjà mettre en avant des mesures transitoires contre l'inflation en militant dans les syndicats pour la revendication de l'échelle mobile des salaires, tout en luttant pour des comités populaires de surveillance des prix afin de dépasser le strict cadre syndical.

De notre point de vue, toute lutte partielle pour les salaires comme la bataille pour regrouper le militantisme sur une base lutte de classe dans les syndicats afin de dépasser les directions bureaucratiques de la CTA ou de la CGT, doivent être abordées comme des répétitions générales, à moindre échelle, de formation d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière, une direction révolutionnaire qui puisse offrir une solution face aux futures catastrophes dont l'intensité sera à l'image de celle de 2001. Sur cette voie, le rapprochement de nos forces aiderait à proposer dès aujourd'hui aux nouveaux militants ouvriers, aux délégués, aux commissions internes et sections syndicales combattives et anti-bureaucratiques, un regroupement dans la perspective d'une tendance syndicale de classe.

Nous devons aborder la lutte contre le génocide de la dernière dictature militaire argentine¹ dans cette

¹ Ayant reçu l'accord de la bourgeoisie argentine et des puissances impérialistes, le coup d'État des militaires argentins de mars 1976 a mis fin au processus social intense ayant commencé avec le soulèvement de Córdoba de 1969 et s'étant poursuivi sous diverses formes et avec divers degrés d'intensité, notamment au mois de juin 1975. La dictature, qui durera

perspective révolutionnaire. Nous devons combattre la tentative de « nettoyage du vieil appareil répressif » mise en place par Kirchner, en développant une campagne qui permette de ruiner devant des millions de travailleurs le prestige de l'ensemble des forces armées, afin d'affaiblir le plus possible le pouvoir de feu de ce pilier de l'État capitaliste qui ne reculera devant aucune éventualité afin de sauvegarder l'ordre bourgeois lors des prochaines crises révolutionnaires.

Dans ce cadre d'action et d'organisation unitaire de la gauche ouvrière et socialiste, nous nous devons d'aborder une discussion stratégique pour l'ensemble des militants et de l'avant-garde ouvrière. Le centre de la méthode du programme de revendications transitoires, c'est avant tout un guide pour l'action qui permette de déborder les limites de la propriété privée et du régime bourgeois. C'est pourquoi le PTS met l'accent systématiquement sur la construction d'organisations d'autodétermination des travailleurs et des masses en lutte (comités d'usine, coordinations ou autres formes d'organisation en fonction de l'expérience des travailleurs eux-mêmes) dans la perspective de former des conseils ouvriers qui dépassent la segmentation syndicale et constituent leurs propres milices, en totale opposition avec l'État capitaliste. Cette question doit sans aucun doute faire partie intégrante d'un débat nécessaire pour aller dans le sens de la formation d'un nouveau parti révolutionnaire unifié.

2. La lutte pour l'indépendance de classe et la perspective d'un grand parti des travailleurs.

Alors qu'entre 2001 et 2003 les mouvements de chômeurs et les usines occupées étaient au centre des luttes aux côtés des assemblées de quartier, depuis trois ans ce sont les travailleurs des services et de l'industrie qui entrent en lutte pour des augmentations salariales face à la dévaluation et à l'inflation ou contre les conditions de plus en plus précaires du travail. Il n'existe quasiment plus de plans sociaux dans les entreprises

qui n'aient à affronter la résistance ouvrière. On assiste également à des expériences de réorganisation sur les lieux de travail là où, durant des années, il n'y avait pas eu de vie syndicale. Au cours des dernières années, nous avons également pu assister à l'émergence de nouveaux phénomènes populaires à l'image de la lutte de Gualeguaychú¹ ou d'autres mouvements écologistes qui remettent en question certains aspects du capitalisme. Certains secteurs du mouvement étudiant et lycéen tendent à s'orienter à gauche. Nous devons absolument avoir une politique vis-à-vis de ces secteurs sur la base de l'indépendance de classe, afin de construire une alliance ouvrière et populaire.

Le PTS essaie de dialoguer avec ces secteurs qui naissent à la vie politique au travers d'un mot d'ordre qui soit capable d'accélérer leur expérience : la formation d'un grand parti de la classe ouvrière. Nous sommes conscients qu'il n'existe pas encore de claires tendances à l'indépendance de classe dans des franges significatives du monde du travail au-delà de certains secteurs d'avant-garde minoritaires, fruit de la maturation de l'action ouvrière qui ne fait que commencer. Comment conquérir l'indépendance de classe de secteurs de masse sans que les travailleurs connaissent de moments fondateurs tel que put l'être le Cutralcazo² pour les chômeurs ? Comment conquérir cette indépendance au sein de secteurs importants sans qu'ils surgissent de rébellions contre le capital à l'intérieur même des grandes industries et entreprises ou que l'on assiste à des mouvements de fond à l'image du Cordobazo³ ? Nous ne pensons pas que la rupture de classe de secteurs de masse dont les liens avec le péronisme et la bureaucratie syndicale sont encore forts, puisse se faire de manière évolutive et pacifique. Nous pensons cependant que le mot d'ordre de

¹ Il s'agit du mouvement opposé à la construction de deux grands complexes de production de pâte à papier à la frontière avec l'Uruguay.

² La rébellion de 1996 à Cutral Cò dans la province de Neuquén en Patagonie a été l'un des moments fondateurs du mouvement piquetero en Argentine.

³ Allusion à la semi-insurrection ouvrière et étudiante qui prit le contrôle de la ville de Córdoba en mai 1969.

création d'un grand parti des travailleurs peut jouer un rôle éducatif dans les secteurs qui s'éveillent à l'expérience politique et qu'elle est indispensable face aux différentes variantes de fronts de conciliation de classe que promeuvent par exemple la CTA et ATE avec « mouvement politique et social », les patrons de PME et la Fédération Agraire ou encore le regroupement de centre gauche de Claudio Lozano et de Pino Solanas. A l'intérieur de la CTA, cette évolution entraîne une crise éminemment politique et les révolutionnaires se doivent d'y intervenir en s'adressant aux sections de base des syndicats qui rejettent le Pacte Social sur la base d'une proposition allant dans le sens de la constitution d'un grand parti de la classe ouvrière.

Au Venezuela, nous nous retrouvons aux côtés des camarades de IS lorsqu'ils proposent eux aussi la construction d'un parti des travailleurs basé sur les organisations syndicales autonomes vis-à-vis de l'État. Pour ce qui est du débat national en Argentine, nous trouvons cependant que les camarades ont plutôt tendance à mener une politique « d'unité de la gauche » sans une claire délimitation de classe.

Les camarades du MAS ont quant à eux adopté une position proche de la nôtre, qu'ils ont baptisée « mouvement politique des travailleurs ». Il nous semble cependant qu'ils réduisent la formation d'un tel mouvement à un acte volontariste englobant uniquement les forces organisées actuelle de la gauche, sous-estimant le travail systématique, patient et profond, de construction de véritables tendances lutte de classe au sein de l'avant-garde ouvrière.

Nous pensons de notre côté que, même en unissant les organisations de la gauche de classe et socialiste actuelles, il serait nécessaire de poser de la manière la plus large possible la question de la grande bataille à mener pour la conquête de franges significatives de travailleurs pour l'indépendance de classe. Nous pensons que notre proposition de parti des travailleurs doit s'adresser à toutes les organisations syndicales combattives et anti-bureaucratiques car c'est un point d'une importance tactique centrale pour ne pas céder au syndicalisme – que Lénine définissait comme une déviation bourgeoise –

jusqu'en 1983, est directement responsable de la mort et de la disparition de plus de 30 000 personnes, les victimes provenant en majorité de l'avant-garde ouvrière.

dans la lutte pour la construction d'un véritable parti révolutionnaire.

3. En défense du marxisme et de la stratégie pour la révolution ouvrière et socialiste.

Comme le signalait déjà Lénine, suivant en cela Engels, les marxistes se doivent de donner une très grande importance à la lutte idéologique, élément indispensable, au même titre que les luttes économiques et politiques, pour forger un parti et une direction consciemment révolutionnaire se préparant à défaire la bourgeoisie.

Si l'on tient compte du fait qu'aucune révolution ouvrière de poids décisif n'a eu lieu depuis plus de trente ans, et plus encore si l'on considère la chute du « socialisme réel » entre 1989 et 1991, les intellectuels de la bourgeoisie ont développé une véritable surproduction d'idéologies réactionnaires contre le marxisme en tant que théorie et programme pour la libération du monde du travail, des idéologies qui sont devenues en quelque sorte un lieu commun diffus et ont été adoptées par le centre gauche tout comme par les « nouvelles gauches », exerçant une influence particulièrement négative sur l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse.

L'unité révolutionnaire de nos forces devrait permettre la défense des « fondamentaux » de la théorie marxiste qui sont à la base de la lutte pour la construction de partis révolutionnaires ancrés au sein du prolétariat, à savoir a) la définition de la phase historique actuelle comme une époque de « crises, guerres et révolutions », et cela contre la réémergence de l'évolutionnisme bourgeois qui se trouve à la source du réformisme ; b) le rôle de la classe

ouvrière comme sujet de la révolution socialiste, dirigeant l'alliance des classes exploitées et opprimées ; c) la dictature du prolétariat basée sur les organismes d'auto-organisation des masses (soviets) comme seule phase de transition possible entre la dictature de la bourgeoisie et la disparition des classes et de l'État à travers le communisme.

Au-delà du grand point d'accord sur le Venezuela et de la stratégie révolutionnaire de laquelle nous nous revendiquons en tant qu'organisations de la gauche ouvrière et socialiste, il continue à exister un débat quant à nos différences théoriques et programmatiques concernant la lutte pour la révolution. Nous ne les cachons pas. Pour ne donner que quelques exemples, nous avons eu de nombreuses discussions avec les camarades du PO, notamment au sujet du rôle qu'ils donnent à la tactique du « front unique anti-impérialiste ». Nos divergences sont également assez claires en ce qui concerne la théorie, erronée à nos yeux, de la « révolution démocratique » dans « le cadre de l'État bourgeois » face aux dictatures et aux régimes fascistes que défendent les camarades d'IS. Ils nous semblent que ces deux positions pourraient, si elles venaient à être développées de façon conséquente d'un point de vue programmatique, mener à la subordination des révolutionnaires et du prolétariat au nationalisme bourgeois ou à certains secteurs bourgeois « anti-fascistes ». C'est pour cela que nous devons aborder le débat sur ces questions théorico-programmatiques et toutes celles qui surgiront au cours de la discussion afin d'avancer réellement vers la construction d'un parti marxiste révolutionnaire commun.

Camarades, des milliers de militants de la gauche de classe font partie des luttes quotidiennes, dans les syndicats enseignants, dans le secteur des télécommunications, le rail, le métro, les hôpitaux. Dans l'industrie, les militants ouvriers de la gauche de classe essaient de s'organiser sur leurs lieux de travail, dans l'alimentation, le textile, le livre, la métallurgie, face à la double persécution de la dictature patronale et des bureaucrates syndicaux. Des centaines de jeunes travailleurs et lycéens sont sensibles aux idées de gauche. Dans les universités, une large frange d'étudiants de gauche participe activement à la lutte contre le régime universitaire fait de prébendes et de collusions entre le gouvernement et la droite universitaire. Les forces de gauche sont les principaux promoteurs de la lutte contre les responsables de l'enlèvement de Julio Lopez et pour l'incarcération des génocidaires. Même minoritaire encore au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse, la gauche peut se transformer en un pôle clair d'opposition de classe et capable de s'adresser aux millions de travailleurs qui font encore confiance au kirchnérisme.

Nous proposons d'avancer dans la formation d'un Comité de liaison pour la construction d'un parti révolutionnaire, qui commence par intervenir en commun dans la lutte de classe, conduise des campagnes internationalistes et structure le débat sur les points programmatiques et sur les divergences existantes.

Nous vous faisons parvenir nos salutations révolutionnaires,

Buenos Aires, 16 décembre 2007
Conférence Nationale du PTS

NÉPAL

LA RÉVOLTE POPULAIRE EST CANALISÉE PAR SES DIRIGEANTS MAOÏSTES DANS LE CADRE DE LA « DÉMOCRATIE » BOURGEOISE

La mobilisation populaire du printemps 2006 est parvenue, au prix de nombreux morts, à faire reculer le roi Gyanendra dans son projet de renforcer son pouvoir personnel. Le Parti Communiste du Népal (Maoïste), ou PCN(M), qui a joué un rôle central dans l'organisation de cette

opposition, était alors devant ses responsabilités. En se subordonnant politiquement aux forces politiques bourgeoises, il n'a pas permis au peuple népalais de trouver une issue favorable à ses aspirations, mais l'a laissé soumis à la domination de

classe, dans le plus grand intérêt des puissances impérialistes.

**Une monarchie brutale
et une opposition parlementaire
impuissante**

Gyanendra était monté sur le trône en 2001, après que son frère et prédécesseur, jugé trop laxiste dans sa lutte contre la guérilla maoïste, eut été assassiné. Avec le soutien des impérialismes américain et britannique, classant désormais le parti communiste maoïste parmi les organisations terroristes et fournissant à la monarchie financements, conseillers militaires et armes, le nouveau roi avait décidé d'employer la manière forte pour mater l'insurrection : il avait fait intervenir l'armée en plus de la seule police, décidé l'état d'urgence dès novembre 2001 et s'était arrogé les pleins pouvoirs politiques en 2002, suspendant le Parlement en mai, repoussant les élections prévues en novembre et constituant un gouvernement à sa botte sans s'embarrasser du rapport de forces parlementaire.

En février 2005, Gyanendra limoge le gouvernement pour manque de résultats dans sa lutte contre les maoïstes et prend en main directement le pouvoir. Les protestations des sept partis de l'opposition parlementaire, qui s'en remettent au bon vouloir du roi pour une monarchie constitutionnelle « responsable », sont évidemment sans effet. Le moins que l'on puisse dire est que la politique menée par ces partis (principalement le Parti du Congrès du Népal, parti de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens, et le Parti Communiste Unifié du Népal Marxiste-Léniniste, ou UML, qui malgré son nom est devenu depuis le début des années 1990 un parti de gouvernement) ne leur a pas permis de gagner une grande assise populaire. Depuis la mise en place d'un système de monarchie parlementaire imposé au roi en 1990, ils se partagent le pouvoir, en se signalant plus par leur soif d'enrichissement personnel que par leur capacité à remédier à l'extrême pauvreté de la majorité des Népalais.

De fait, le Népal est un des pays les plus pauvres du monde, pointant à la 142^e place sur 174 pays au classement du développement humain élaboré par l'ONU. L'État garde son caractère hindou, ce qui se traduit à la fois par une discrimination à l'égard des 20 % de la population qui n'est pas hindoue et par une situation d'exclusion pour les basses castes, les *dalits* (intouchables), qui représentent 13 % de la population et à qui est dénié tout

avenir. Les minorités ethniques et les femmes subissent aussi une oppression particulière. Les populations des régions reculées n'ont toujours pas accès à la santé ou à l'éducation ; entre 20 et 30 % des enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas, ce phénomène touchant surtout les filles. L'économie reste très arriérée, la part de l'industrie dans le PNB (10 %) est plus faible que l'envoi d'argent par les émigrés népalais (15 %). Près de 80 % des 27 millions de Népalais subsistent grâce à l'agriculture et 40 % vivent sous le seuil de pauvreté.

Le rôle de la guérilla maoïste

Le PCN(M), né d'une scission du Parti Communiste alors que celui-ci entamait son orientation toujours plus électoraliste jusqu'à sa gestion loyale des affaires de l'État en 1994-1995, adopte dès 1996 sa stratégie dite de « guerre populaire ». À partir de trois districts de l'ouest du pays (Rolka, Rupum et Jajarkot), et avec un armement des plus sommaires à l'origine, une guérilla rurale se développe, s'emparant des armes des forces régulières pour les retourner contre elles, et prenant le contrôle de territoires entiers. La guérilla gagne ainsi une présence décisive dans 60 des 75 districts du pays ; elle recrute ses forces principalement parmi la jeunesse éduquée des campagnes, privée de tout avenir.

Il est d'usage chez les commentateurs bourgeois de renvoyer dos-à-dos les maoïstes et l'armée népalaise dans cette guerre civile qui a fait plus de 12 000 morts, avec d'un côté la répression sanglante de la part de l'armée et de l'autre l'enrôlement forcé dans la guérilla maoïste. Mais cela ne permet pas d'expliquer le soutien réel dont bénéficie la guérilla, qui s'appuie sur les revendications des paysans pauvres (pour la réforme agraire) et des minorités opprimées (mise en avant du droit à l'autodétermination pour les minorités ethniques, égalité en droit pour les *dalits* et pour les femmes). Ainsi la violence que l'on nous décrit habituellement est-elle avant tout une violence révolutionnaire légitime : lutte contre le système féodal par l'expulsion des grands propriétaires terriens (dont beaucoup fuient pour rejoindre les villes contrôlées par le pouvoir central), répression contre les violences domestiques à l'égard des

femmes et contre les discriminations à l'égard des *dalits*. Les régions rurales contrôlées par la guérilla sont soustraites au gouvernement central, le pouvoir y est exercé par des « gouvernements populaires », formés par les membres locaux du PCN(M), qui appliquent les premières mesures révolutionnaires, en particulier la distribution des terres aux paysans (celles-ci sont même parfois exploitées collectivement).

Mais dans les villes aussi le PCN(M) avait acquis une grande influence parmi les travailleurs, jouissant de l'image de la force la plus résolue pour affronter la royauté. De fait, lors des mobilisations populaires du printemps 2006, mêlant journées de grève générale prolétarienne et manifestations monstres quasi-quotidiennes dans la capitale Katmandou, les forces de l'opposition parlementaire n'ont eu d'autres choix que de s'appuyer sur le PCN(M) pour organiser ces soulèvements. Le recul du roi, qui a été contraint le 24 avril 2006 de rétablir le Parlement, a donc été une victoire des masses népalaises, donnant au PCN(M) un grand prestige, mais aussi une responsabilité particulière quant à l'évolution future de ce soulèvement révolutionnaire.

Conquête révolutionnaire du pouvoir ou soumission aux forces de l'opposition parlementaire ?

Depuis cette première victoire, l'attention dont font preuve les partis de l'opposition parlementaire envers le PCN(M) est le reflet déformé de leur peur face à la capacité d'intervention des masses. Mais, plutôt que de contribuer à organiser cette potentialité révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, le PCN(M) a trahi la confiance dont il bénéficiait pour la pervertir dans la réinstauration d'une démocratie parlementaire bourgeoise, c'est-à-dire la subsistance d'une domination de classe. Il ne faut certes pas sombrer dans l'attitude gauchiste consistant à rejeter *a priori* tout compromis avec les forces bourgeoises : de tels compromis peuvent offrir un répit dans le cas d'un rapport de forces défavorable, ou cristalliser un rapport de forces favorable en l'absence de perspectives d'approfondissement de la lutte. Mais, de la part du PCN(M), il ne s'agit nullement d'un compromis tactique : c'est une orientation stratégique,

programmatische, issue en fait du stalinisme.

Dès la fin du mois d'avril 2006, le PCN(M) a décrété un cessez-le-feu à l'appel du gouvernement provisoire et s'est engagé dans des négociations de paix. Dans ces négociations au sommet entre le nouveau premier ministre Koirala (du Parti du Congrès) et le dirigeant maoïste Prachanda, les exigences du PCN(M) ont été satisfaites, avec la décision de convoquer une Assemblée constituante et l'entrée de ministres du PCN(M) au gouvernement. La dernière exigence du PCN(M), celle de l'abolition de la monarchie, est depuis cette date l'objet de tractations entre celui-ci et les forces bourgeoises. Ces dernières sont en effet hésitantes à aller jusqu'au bout dans l'instauration d'une République, mais les menaces de retrait du gouvernement de la part du PCN(M) viennent finalement d'aboutir, en décembre 2007, au vote d'une résolution prévoyant l'abolition de la monarchie après l'élection de l'Assemblée constituante en avril 2008 (si toutefois celle-ci, déjà repoussée, a bien lieu).

Le fait que les forces politiques bourgeoises aient été obligées de céder face au menace du PCN(M) de sortir de « l'union nationale » montre bien quel est l'essentiel à leurs yeux : désarmer le PCN(M) et, à travers lui, le peuple insurgé, pour s'assurer les moyens d'exercer une domination pacifiée. Le débat autour du fait de savoir s'il fallait ou non accorder une place protocolaire au futur ex-roi est finalement assez secondaire ; le PCN(M) n'a jamais cherché, au-delà de ses exigences démocratiques, à imposer des mesures socio-économiques qui correspondraient aux intérêts vitaux de la population, comme l'extension de la réforme agraire, le non-paiement de la dette imposée par les impérialistes et la nationalisation des grands moyens de production et d'échange sous contrôle des travailleurs — autant de mesures qui entrent évidemment en contradiction avec la domination de la classe des propriétaires et exigent donc

l'approfondissement du processus révolutionnaire.

Le PCN(M) a même bradé, en échange de quelques bonnes places, les acquis de sa propre guérilla : les « gouvernements populaires » ont été dissouts pour prouver sa volonté d'entrer dans le jeu parlementaire bourgeois, les maoïstes ont déposé les armes et confiné plus de 30 000 combattants dans des camps à partir de la fin de l'année 2006. Il est d'ailleurs frappant que cette reddition se soit faite sous l'égide de l'ONU. Loin de la neutralité que lui prête Prachanda, l'ONU reste le garant que les intérêts des puissances impérialistes seront préservés, en premier lieu la stabilité régionale : en désarmant la guérilla maoïste, au sens propre et politiquement, en faisant entrer dans le jeu de la démocratie bourgeoise une force qu'elles considéraient naguère comme terroriste, les impérialistes écartent le danger pour elles d'une déstabilisation de la Chine et surtout de l'Inde qu'un approfondissement de la révolution au Népal pourrait entraîner.

Cette trahison de la lutte révolutionnaire au moment le plus favorable pourrait paraître surprenante de la part de la force qui s'était montrée jusque-là la plus résolue dans sa lutte contre le féodalisme qui règne encore dans les campagnes népalaises. Ce n'est toutefois qu'une conséquence de l'héritage « théorique » stalinien du PCN(M), qui reprend en particulier l'idée de la « révolution par étapes ». Alors que les forces politiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie urbaine se sont montrées incapables de satisfaire les besoins de la population et même de mener le combat contre l'absolutisme de Gyanendra, le PCN(M) se subordonne à elles pour mener la tâche d'actualité selon lui, celle de la révolution démocratique bourgeoise. Le PCN (M), qui se revendique du marxisme-léninisme, affirme par son porte-parole que « la révolution népalaise d'avril est un peu comme la révolution de février 1917 ». Mais le parti de Lénine ne s'est jamais lié les mains avec les partis de la bourgeoisie et leurs flancs-gardes

« socialistes » conciliateurs (Kerenski), marchepieds pour le retour des forces réactionnaires (Kornilov) !

Pour approfondir la révolution, il faut une force trotskyste

Les masses ouvrières et paysannes du Népal ont été le cœur de la lutte contre la monarchie et en ont payé un lourd tribut : elles méritent bien plus qu'une « démocratie » bourgeoise, d'autant que l'arriération du pays rend de toute façon celle-ci non-viable. C'est seulement sous la direction du prolétariat gagné au programme du véritable marxisme révolutionnaire et internationaliste (trotskysme) que le Népal pourra sortir des survivances féodales et, sans s'arrêter aux cadres étroits de la démocratie bourgeoise, avancer vers la satisfaction des revendications ouvrières et populaires en approfondissant le processus révolutionnaire et en rendant possible son extension régionale. La direction du PCN(M), au contraire, a privé les travailleurs des moyens de se constituer en force politique indépendante, alors même que le pouvoir central avait disparu dans plusieurs régions et que la population était armée. Au Népal, l'heure est donc à la rupture avec la politique conciliatrice et réformiste du PCN(M) et à la construction (dans les luttes comme au moyen des élections pour la constituante) d'une force trotskyste impulsant la reconstitution des formes d'auto-organisation des masses ouvrières et paysannes, qui pourront alors, en toute indépendance des forces de la bourgeoisie, poursuivre leur lutte révolutionnaire.

Frédéric Traille

LES MINEURS ANGLAIS : ASCENSION ET DÉCLIN D'UNE AVANT-GARDE VAINCUE PAR LA BOURGEOISIE

Il est courant de comparer la politique de Sarkozy à celle mise en œuvre par Margaret Thatcher en Angleterre au début des années 1980. En fait, pour le moment, Sarkozy avance dans ses réformes en s'appuyant principalement sur la collaboration des principales directions syndicales à l'élaboration même de celles-ci. Cependant, il est tout à fait possible que, face à une montée de la combativité prolétarienne, le pouvoir du capital en France soit amené à utiliser une méthode d'affrontement plus dure, similaire à celle mise en œuvre par la bourgeoisie britannique. La récente publication (septembre 2007) du livre Margaret Thatcher face aux mineurs de Pierre-François Gouiffès (édition Privat)¹ nous donne l'occasion d'évoquer la fameuse grève des mineurs de 1984-1985, décrite à juste titre comme un tournant majeur de la lutte de classe en Grande-Bretagne et dont nous pouvons tirer bien des leçons pour nos combats actuels en France.

Éléments sur l'importance du secteur charbonnier au Royaume-Uni et du syndicat des mineurs

L'industrie charbonnière comptait 216 000 mineurs au milieu du XIX^e siècle, 800 000 en 1900, 1 100 000 en 1913 (dont 800 000 syndiqués, soit 20 % des syndiqués), avant de redescendre à 700 000 en 1940, 280 000 entre 1972, un peu plus de 200 000 en 1984-1985 (moins de 3 % des syndiqués), jusqu'à la chute finale après la défaite de 1985 : on compte aujourd'hui 5 000 mineurs.

Dès le XIX^e siècle, les mineurs constituent l'avant-garde du mouvement ouvrier. La nature du travail à la mine fait d'eux des militants syndicaux, à la fois solidaires, disciplinés et autonomes. Dès 1831, ils sont capables de mener une grève coordonnée au niveau

¹ Haut fonctionnaire qui a travaillé dans le cabinet de Jean-Louis Borloo. Notre article n'est pas un compte-rendu de son livre, mais une brève analyse marxiste qui utilise les nombreuses informations contenues dans son ouvrage.

national. Vivant à proximité des mines, ils forment une communauté relativement isolée du reste de la classe ouvrière, mais leurs actions suscitent l'admiration.

Le secteur charbonnier est nationalisé sous le gouvernement travailliste d'Attlee en 1947 : ainsi se constitue l'entreprise d'État NCB (*National Coal Board*)². En 1944, la réorganisation du syndicalisme minier aboutit à la création d'un syndicat unique, le NUM (*National Union of Mineworkers*), fédération de 19 unions régionales. Depuis l'origine, le NUM est divisé entre une « droite » liée à la direction du parti travailliste et une « gauche » (courant dirigé par des réformistes de la gauche du Labour et du parti communiste). Les statuts du NUM prévoient à cette époque qu'une grève nationale ne peut être lancée que si les deux tiers des adhérents la votent lors d'un scrutin interne national³.

La montée en puissance de la « gauche » syndicale avant le déclenchement de la grève de 1972

En 1964, le retour au pouvoir des travaillistes (gouvernement Wilson) est marqué par une continuité dans la politique économique (gel des salaires), ce qui alimente la montée en puissance de la « gauche » syndicale, qui prend la tête des syndicats des transports et de la mécanique à la fin des années 1960. Au sein du NUM, on observe le même phénomène et, en octobre 1969, de jeunes militants

² NCB possède alors non seulement les 1 400 puits de mines, les usines à briques, les fours à coke, mais aussi les 140 000 logements de mineurs et centres associés (magasins, laiteries, piscines...).

³ Même s'il est raisonnable de lancer un appel à la grève nationale uniquement quand la base y est prête, cette procédure référendaire de nature bourgeoise (aggravée par ce seuil de 66 % imposé par les bureaucrates pour limiter l'exercice effectif de la grève) est condamnable. On pourrait en revanche envisager une autre procédure pour lancer la grève nationale, fondée sur la démocratie ouvrière : que la direction du syndicat organise des assemblées générales des adhérents sur chaque site, explique clairement la situation, propose la grève et la soumette au vote de ces AG.

mineurs, dont Arthur Scargill, lancent une grève sauvage⁴ qui part du Yorkshire sur des revendications salariales. Pour la première fois, les piquets volants ou mobiles (*flying pickets*) sont mis en œuvre : les grévistes des sites en grève vont mettre en place des piquets de grève sur des sites qui ne le sont pas encore. Moyen très efficace puisque la grève s'étend rapidement, implique 130 000 mineurs et aboutit à une victoire revendicative. La gauche syndicale obtiendra en outre une modification des statuts du NUM en 1970 : le seuil pour le lancement de la grève nationale est abaissé à 55 %.

Le développement des grèves pousse le gouvernement travailliste à vouloir encadrer le droit de grève, en permettant au ministère du travail d'imposer une période de conciliation de 28 jours ou un vote à bulletins secrets en cas de menace de grève. Les grèves, les tensions au sein du Labour, et la menace de troubles plus sérieux obligent le gouvernement à renoncer à ses projets même s'il obtient le soutien des bureaucrates du TUC⁵.

Les grèves victorieuses de 1972 et 74

Après les élections de 1970, le gouvernement conservateur d'Edward Heath reprend, en les durcissant, les projets de Wilson sur l'encadrement étatique du droit de grève, permettant au ministère du travail de décréter une période de conciliation sans grève de 60 jours ou de demander un vote sur une proposition d'accord de sortie de conflit. Il durcit également les sanctions contre les responsables des grèves sauvages. En réponse, les grèves se multiplient, puisqu'on passe de 2,8 millions de journées de grève en 1967 à 24 millions en 1972. Entre 1970 et 1974, Heath devra décréter 5 fois l'état d'urgence pour faire face aux conséquences des grèves des mineurs (deux fois), des dockers (deux fois) et des salariés du secteur électrique (une fois).

⁴ Sauvage dans le sens où elle n'a pas été précédée d'un scrutin national du NUM autorisant la grève.

⁵ Trade Union Congress : confédération (unique) des syndicats britanniques.

En novembre 1971, les dirigeants du NUM lancent une grève des heures supplémentaires sur des revendications salariales. Le gouvernement ne cédant pas, les adhérents du NUM votent à 58 % le lancement de la grève nationale, qui débute le 9 janvier 1972. Le gouvernement sous-estime complètement la force du NUM et n'utilise même pas la période de conciliation prévue par la nouvelle loi. Pourtant, la grève est totale et les unions régionales les plus radicales mettent immédiatement en œuvre les piquets volants avec un sens de l'organisation admirable : en moins d'une semaine, les transports de charbon, l'accès aux centrales électriques, les dépôts de charbon, sont presque totalement bloqués afin de maximiser l'effet de la grève. Les piquets de grève sont tenus 24h sur 24h et le NUM rémunère ceux qui les tiennent (l'équivalent de 26 euros par jour en équivalent 2007). Les piquets volants sont respectés par les salariés des autres secteurs, les TUC ayant d'ailleurs donné une consigne en ce sens. Le gouvernement est totalement pris de cours ; les premières coupures électriques causées par la pénurie de charbon ont lieu le 10 février pour les industriels et le 16 février pour les particuliers. La police, mal préparée, ne parvient pas à casser les piquets, et les affrontements sont gagnés par les grévistes. Par exemple, devant le dépôt de coke de Saltley le 10 février, 15 000 mineurs et grévistes solidaires d'autres secteurs repoussent 1 000 policiers. Le 18 février, alors que l'économie est menacée de paralysie complète si la grève se poursuit, le gouvernement est contraint de satisfaire les revendications salariales des mineurs (et même au-delà, des revendications extra-salariales que le NUM a ajoutées comme condition à la reprise du travail).

En novembre 1973, renforcé par la crise pétrolière, les mineurs imposent à la direction du NUM le rejet de l'offre salariale de la direction des mines et la grève des heures supplémentaires¹. Le scénario est identique à 1972 : galvanisés par ce succès, les mineurs votent le 4 février 1974 à 81 % le déclenchement de la grève nationale, qui débute le 10 février. Le gouvernement conservateur décide

alors de dissoudre le Parlement et de convoquer de nouvelles élections législatives, espérant pouvoir s'appuyer sur l'onction du suffrage universel pour affronter les mineurs. Les conservateurs sont battus et le gouvernement travailliste s'empresse de mettre fin à la grève en satisfaisant les revendications des mineurs.

Leçons des grèves de 1972 et 1974

Même si le secteur charbonnier était depuis longtemps sur le déclin, les 280 000 mineurs ont, grâce aux piquets de grève, démontré que leur poids économique était déterminant et pouvait faire plier le gouvernement. Malheureusement, la direction du NUM est parvenue à imposer aux mineurs la limitation des revendications à des exigences économiques (salaires, conditions de travail...) et donc l'arrêt de la grève une fois celles-ci satisfaites. Pourtant, les mineurs étaient probablement prêts à continuer la grève² si la direction du NUM y avait appelé.

La direction du TUC a la responsabilité la plus lourde. En 1972 et 1974, elle ne s'est pas appuyée sur le mouvement des mineurs pour appeler à la grève générale. Pourtant, au début des années 1970, des grèves très puissantes, mais dispersées, ont été menées dans le secteur de l'électricité, chez les dockers, les infirmiers, les travailleurs de Ford, etc. Si le TUC avait rempli son rôle officiel de représentants des intérêts des travailleurs, il aurait œuvré à la centralisation des luttes, dans la perspective de renverser le gouvernement bourgeois, seul moyen de satisfaire pleinement les aspirations des travailleurs. En 1972 et 1974, les sondages d'opinion ont constamment indiqué que la population soutenait majoritairement la grève des mineurs. Toutes les conditions étaient réunies pour qu'un appel à la grève générale soit massivement suivie et pose

² Ainsi des cadres dirigeants de l'opérateur électrique anglais écrivent-ils : « Si le comité exécutif NUM avait refusé l'offre de NCB [l'entreprise publique qui gère les mines], ce comité n'aurait eu aucune difficulté à persuader ses membres de poursuivre la grève. Si les dirigeants du syndicat avaient eu pour objectif la chute du gouvernement et l'interruption totale de la fourniture d'électricité, cet objectif aurait pu être réalisé à ce moment-là » (cité par P.-F. Gouiffès, p.70).

directement la question du gouvernement ouvrier.

Non seulement le TUC n'a pas œuvré dans ce sens, mais il a tout fait pour stabiliser le régime bourgeois. Ainsi, le 9 janvier 1974, les dirigeants du TUC se sont-ils engagés auprès du gouvernement à ce que les syndicats n'utilisent pas les concessions éventuelles faites aux mineurs pour renforcer les revendications salariales des autres secteurs ! Ces bureaucrates ont alors clairement montré leur solidarité avec le gouvernement, indiquant qu'ils feraient tout pour assurer la pérennité du régime bourgeois qui garantit leurs privilèges.

Les préparatifs de la grève de 1984-1985

Après les grèves victorieuses de 1972 et 1974, le gouvernement travailliste cherche des dispositifs astucieux pour diviser les mineurs entre eux sans provoquer une levée de boucliers. Il réussit à imposer en 1977 un système de rémunérations complémentaires liées à la productivité, induisant une différenciation des salaires en faveur des mineurs des puits les plus productifs, cassant l'uniformité nationale des grilles. Pour cela, il bénéficie de la complicité du dirigeant du NUM (Joe Gormley) qui passe outre le vote défavorable de la conférence nationale de son syndicat.

Mais, pendant l'hiver 1978-1979 (année record pour le nombre de journées de grève), les bureaucrates syndicaux sont débordés et n'arrivent pas à empêcher l'éclatement de multiples grèves, avec piquets volants, centrées sur les salaires, notamment chez les cheminots et les camionneurs.

Thatcher a pris le contrôle du parti conservateur en 1975 et réfléchit dès ce moment aux moyens de faire face à une confrontation avec les mineurs : avoir les stocks de charbon les plus importants possibles les enceintes mêmes des centrales électriques, recruter à l'avance des transporteurs routiers non syndiqués, équiper et préparer les forces de l'ordre, envoyer des flics non originaires de la région pour éviter les risques de fraternisation avec les grévistes, recruter des informateurs parmi les permanents

¹ Le président du NUM, Joe Gormley, a été mis en minorité par le comité exécutif, ce qui reflète la radicalisation de la base.

syndicaux (pour anticiper le déploiement des piquets volants)¹...

En 1979, Thatcher remporte les élections législatives, lance les privatisations et les restructurations industrielles. L'objectif est clairement de faire exploser le chômage pour discipliner la force de travail devenue incontrôlable. Ainsi, entre fin 1979 et fin 1980, le chômage augmente de 1,3 à 2,1 millions ! Mais Thatcher n'est pas encore prête à affronter les mineurs qui, en 1981, portent triomphalement à la tête du NUM Arthur Scargill², leader de la « gauche » syndicale. Cette année-là, le gouvernement doit reculer face aux grèves sauvages des mineurs et abandonner son plan de fermetures des mines.

Mais il continue à s'y préparer, profitant de la récession de 1981-1983 pour constituer d'importants stocks de charbon, si bien que, mi-1983, il se considère capable de faire face pendant 6 mois à une grève totale des mineurs. En outre, le gouvernement profite de la passivité de la bureaucratie du TUC pour interdire en 1980 les piquets volants et en 1982 les grèves « de solidarité ». En 1984, le gouvernement impose un vote majoritaire à bulletins secrets avant tout lancement d'une grève. Le gouvernement met fin à l'immunité juridictionnelle des syndicats, qui pourront payer de lourdes amendes si ces interdictions ne sont pas respectées sur le terrain³. En septembre 1983, le congrès du TUC valide la ligne conciliatrice dite du « *nouveau réalisme* » visant à renouer avec le gouvernement et le patronat. En 1984, renforcé par sa victoire aux élections législatives de 1983, le gouvernement est donc prêt à affronter les mineurs.

¹ En 2005, *Le Guardian* révélera qu'une taupe faisait partie de la direction de NUM pendant la grève de 1984-1985, apportant des informations précieuses aux services de police.

² Élu avec 70 % des voix, il a fait du refus absolu de toute fermeture de mine le cœur de sa campagne pour la présidence du NUM. Scargill s'appuie sur une équipe homogène de la gauche syndicale avec le secrétaire général Peter Heathfield et le vice-président Mick MacGahey (lié au parti communiste).

³ Le 9 mars 1984, le NUM prend conscience des risques et transfère 8,5 millions de livres dans une banque de l'île de Man.

La grande grève des mineurs de 1984-1985

Suivant le scénario des grèves de 1972 et 1974, la conférence du NUM vote en octobre 1983 la grève des heures supplémentaires contre les fermetures de sites et la proposition salariale de la direction de NCB. Mais Scargill, échaudé par trois tentatives, entre janvier 1982 et mars 1983, où il n'a pas atteint la majorité des 55 %, renonce à organiser une consultation nationale pour le lancement de la grève. Sa tactique consiste à lancer des grèves locales dans les bastions combattifs (Yorkshire, Pays de Galle, Écosse) et à étendre la grève par les piquets volants sur les autres sites miniers⁴.

Le 5 mars 1984, la grève éclate dans le Yorkshire et en Écosse ; le comité exécutif du NUM soutient officiellement ces grèves régionales le 8 mars. Le 15, tous les puits gallois rejoignent d'eux-mêmes la grève⁵. La tactique des piquets volants s'avère d'abord très efficace : le 12 mars, 81 sites miniers sur 165 sont arrêtés ; le 15, seuls 11 sites fonctionnent normalement. Le NUM obtient une belle victoire en arrêtant presque totalement la production de charbon, sans consultation nationale en faveur de la grève ; la police est à ce moment-là prise de vitesse.

Cependant, un premier tournant a lieu avec la défection de certaines unions régionales, dans le Nottinghamshire et les Midlands (dont les puits sont plus rentables et ne sont pas directement menacés de fermeture). Elles organisent des scrutins régionaux autour du 17 mars qui se prononcent contre la grève. Les mineurs sont ainsi profondément divisés, avec une majorité des deux tiers en grève et déterminés, et une minorité d'un tiers qui reprend le travail là où des scrutins régionaux se sont prononcés dans ce sens⁶.

⁴ Contrairement à 1972 et 1974, les piquets volants ne seront pas exclusivement mobilisés sur les sites extérieurs aux mines, mais ils seront envoyés sur les sites miniers non encore en grève.

⁵ Tous les puits gallois resteront en grève totale jusqu'au dernier jour de la grève, sans aucune défection.

⁶ 119 puits seront totalement arrêtés pendant la plus grande partie de la grève, alors que 42 puits des Midlands et du Nottinghamshire fonctionneront normalement pendant toute la grève.

La direction du NUM prend acte de la défection d'un tiers des mineurs et réoriente les piquets volants⁷ vers le blocage des centrales thermiques et des sites sidérurgiques. Même si la situation varie selon les régions⁸, les piquets volants ont une efficacité limitée et, bien souvent, les salariés des centrales thermiques et des sites sidérurgiques franchissent les piquets quand l'accès du site est dégagé par la police. Si les cheminots et camionneurs syndiqués refusent de transporter du charbon, le recours massif à des chauffeurs non syndiqués limite fortement l'efficacité de ce soutien. Les mineurs restent donc relativement isolés ; en revanche, la solidarité financière entre travailleurs est très importante et va aider les grévistes à tenir pendant un an.

La bataille autour du site sidérurgique d'Orgreave est emblématique : du 23 mai au 18 juin 2004, 10 000 travailleurs (principalement des mineurs, mais aussi des cheminots et dockers) s'opposent à plusieurs milliers de policiers⁹ et tentent en vain de s'opposer à l'entrée et à la sortie des camions chargés de coke.

Mais, malgré toutes les déconvenues, les grévistes ne cèdent pas. Thatcher ne cache pas sa détermination à gagner cette guerre de classe : « *Nous avons eu à combattre l'ennemi de l'extérieur aux Malouines*¹⁰. *Nous devons également être conscients de l'ennemi intérieur,*

⁷ P.-F. Gouiffès estime à un peu plus de 20 000 le nombre de mineurs qui participent aux piquets volants (en dehors du site où ils travaillent).

⁸ Les piquets volants sont organisés par les unions régionales. C'est au Pays de Galles que les actions de blocage sont les plus efficaces.

⁹ Pendant toute la durée de la grève, P.-F. Gouiffès estime que plus de 10 % des effectifs totaux de la police seront affectés à la répression des mineurs (environ 20 000 policiers).

¹⁰ Les révolutionnaires britanniques devaient se positionner en faveur de la défaite de leur propre impérialisme lors de cette guerre avec l'Argentine et combattre le gouvernement pour l'affaiblir dans cette guerre. On vérifie ici que cette position, valable quel que soit le gouvernement du pays colonial ou semi-colonial attaqué par une puissance impérialiste, n'a rien d'idéologique, mais a une portée éminemment pratique : une défaite britannique aurait affaibli le gouvernement Thatcher face aux mineurs.

qui est à la fois beaucoup plus difficile à combattre et beaucoup plus dangereux pour la liberté » (19 juillet 1984).

Un espoir renaît chez les mineurs quand, pour la première fois de leur histoire, suite à une provocation de la direction de NCS, qui demande aux agents de maîtrise de NACODS de franchir les piquets de grève s'ils veulent continuer à être payés, les 16 000 agents de maîtrise (chargés de la sécurité et de l'entretien des mines) syndiqués au NACODS votent la grève à 82 % le 28 septembre 1984, avec préavis d'un mois qui laisse le temps de la négociation. L'enjeu est énorme car, si les agents de maîtrise se mettent en grève, toutes les mines devront fermées pour raisons de sécurité. Mais finalement, le gouvernement n'a pas beaucoup de mal à acheter la collaboration des dirigeants du NACODS qui renoncent à la grève.

Les mineurs continuent alors la grève, de façon majoritaire¹, avec peu d'espoirs de succès. La direction de NCS lance des campagnes d'incitation au retour au travail, et quelques milliers de mineurs reprennent le travail lors de l'automne 1984. Le 27 février, la direction de NCS annonce fièrement que le cap des 50 % de mineurs non grévistes est désormais franchi². Enfin, le 3 mars 2005, une conférence spéciale des délégués du NUM décide, à une courte majorité (98 contre 91), d'appeler à la fin de la grève sans le moindre accord avec la direction de NCS. Une minorité de grévistes crie à la trahison, mais tous reprennent le travail en marchant solennellement à travers les rues des communautés minières derrière la bannière de NUM. Les mineurs sont évidemment meurtris par cette défaite, qu'ils refusent d'ailleurs majoritairement d'admettre³.

La répression fut massive, féroce, et politique⁴ : 11 291 arrestations de militants, 8 392 condamnés (dont 200 emprisonnés⁵), 7 000 blessés, 500 mineurs licenciés pour faute durant la grève et le NUM fut condamné à 200 000 livres d'amendes.

La trahison des bureaucrates du TUC et du parti travailliste et les fautes de Scargill

La situation objective de 1984-1985 est bien plus défavorable aux mineurs que celle de 1972-1974. En 1984, le poids économique des mineurs a baissé et le gouvernement est bien mieux préparé, si bien que les mêmes erreurs et trahisons produisent des effets différents.

Les dirigeants du TUC, qui avaient adopté une ligne conciliatrice avec le gouvernement lors de leur congrès en septembre 1983, n'ont apporté qu'un soutien verbal à la grève des mineurs. Se soumettant au nouveau cadre législatif qui interdit les grèves de solidarité, ils n'ont pas appelé les autres salariés à se mettre en grève. Ils n'ont même pas appelé les salariés à ne pas franchir les piquets de grève volants mis en place par les mineurs. Les dirigeants des syndicats de l'électricité et de la sidérurgie ont même pris violemment position contre les piquets volants. En revanche, les directions des syndicats des transports (cheminots, routiers, dockers) ont apporté un soutien concret aux grévistes (refusant de transporter du charbon, venant en aide aux mineurs sur les piquets) ; mais ils n'ont pas été jusqu'à appeler à la grève, hormis lors de quelques journées d'action.

Neil Kinnock, dirigeant du parti travailliste, n'a pas soutenu davantage les grévistes. Affichant une fausse neutralité, il renvoie dos-à-dos le gouvernement et les mineurs et participe à la campagne médiatique ordurière contre les mineurs grévistes, qualifiés de violents, d'anti-démocrates. Le *Sun* va ainsi par exemple jusqu'à qualifier Scargill de nouveau « *Führer* ».

Arthur Scargill est un dirigeant qu'on ne peut guère assimiler à un agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, il a défendu sincèrement ce qu'il pensait être les intérêts de ses camarades. Mais il a commis des fautes extrêmement graves. La principale est d'avoir fait croire aux mineurs qu'ils pourraient gagner tout seuls et qu'il n'était pas nécessaire de s'adresser à la direction du TUC, que Scargill méprisait ouvertement. Scargill a voulu être le meilleur défenseur des intérêts des mineurs, sans comprendre que cela nécessitait de s'adresser aux autres travailleurs et de ne pas se cantonner à une grève sectorielle. Il a même été jusqu'à dire, alors qu'une grève des dockers avait éclaté en juillet 1984 : « *La grève des dockers est la grève des dockers, la grève des mineurs est la grève des mineurs.* » Attitude criminelle, aveuglement d'un réformiste de « gauche » prisonnier de son étroitesse corporative, qui n'a pas su envisager d'autre perspective qu'une grève sectorielle économique. En outre, il a commis l'erreur de diriger les piquets volants contre les mineurs non grévistes sans se donner la peine de les convaincre, en n'organisant pas d'assemblées générales, etc.⁶ Tactiquement, Scargill aurait dû s'appuyer sur les grèves du Yorkshire et d'Écosse pour envoyer des équipes discuter avec les mineurs des autres sites. Les grévistes auraient alors pu imposer la grève aux bureaucrates du Nottinghamshire et des Midlands. Enfin, Scargill a péché par des méthodes autoritaires révélant ses traits de bureaucratisme : il n'a rien fait pour stimuler l'auto-organisation des mineurs qui auraient ainsi pu, par la multiplication des initiatives décidées dans le cadre de la démocratie ouvrière, œuvrer à l'extension de la grève et corriger la ligne erronée défendue par Scargill. Pour les révolutionnaires, en effet, « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et la question de la démocratie ouvrière, de la prise en main de leur action par les grévistes eux-mêmes, n'est donc pas un ornement, mais une condition même de toute victoire.

⁶ Malgré ces fautes de Scargill, les sondages de mars 2004 indiquaient qu'entre 60 et 70 % des mineurs étaient favorables à la grève.

¹ Un sondage révèle que deux tiers des mineurs continuent de soutenir la grève le 29 septembre 1984.

² Ceci signifie toutefois que plus de 75 % des deux tiers des mineurs grévistes du départ ont fait grève jusqu'au bout, pendant un an.

³ Selon un sondage, un quart seulement des mineurs considère que la grève se conclut sur une défaite (un septième considère même que la grève débouche sur une victoire !).

⁴ Le 29 mars 1984, un parlementaire travailliste révèle par exemple que 19 militants de NUM du Yorkshire ont été interrogés par la police sur leurs choix politiques et leur opinion concernant Arthur Scargill. Tous les dirigeants du NUM ont été mis sur écoute.

⁵ Six mineurs seront toujours en prison en mars 2006, un an après la fin de la grève.

Leçons à tirer pour la lutte de classe d'aujourd'hui

Il y a beaucoup à apprendre de cette grande grève des mineurs, de sa force et de ses limites. Sa force réside dans la puissance d'un syndicat unique qui utilise l'arme décisive des travailleurs la grève avec piquets – et qui se donne pour objectif de maximiser les nuisances pour les capitalistes, sans se soumettre aux limites imposées par l'ordre bourgeois. C'est cette arme décisive que les bureaucrates d'aujourd'hui s'acharnent à effacer des mémoires, hurlant avec les bourgeois contre ceux qui osent encore y avoir recours.

Aujourd'hui en France, les étudiants s'approprient cette arme décisive, sans malheureusement être aussi bien organisés que les mineurs britanniques et même si son effet est bien moindre, puisqu'ils n'occupent évidemment pas la même position dans les rapports de production, ne pouvant bloquer l'économie du pays.

Il est aussi crucial de comprendre pourquoi les mineurs ont perdu. La cause principale est d'une terrible actualité et réside dans le poids de la bureaucratie syndicale qui a fait son maximum pour empêcher la montée vers la grève générale, lourde de menaces pour l'ordre bourgeois et donc pour elle-même. Ce qui a

manqué à l'époque, et ce qui manque aujourd'hui, c'est un parti révolutionnaire puissant capable d'expliquer aux travailleurs la politique collaboratrice des bureaucrates, de stimuler l'auto-organisation, d'expliquer l'impasse du réformisme de gauche et d'avancer la seule perspective politique d'émancipation : le gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs, à partir de laquelle le combat pour la grève générale peut être mené jusqu'au bout quand les conditions en sont réunies.

Gaston Lefranc

PIERRE LAMBERT (1920-2008), ANCIEN DIRIGEANT TROTSKYSTE HISTORIQUE

Le Groupe CRI adresse ses condoléances aux militants du courant « Quatrième Internationale » éditeur de la revue *La Vérité* et tout particulièrement à ceux qui, en France, sont membres du Courant communiste internationaliste, ainsi qu'aux autres adhérents du Parti des travailleurs.

Au moment où les lamentables médias bourgeois osent réduire la vie de Pierre Lambert à sa candidature à l'élection présidentielle de 1988, à l'« entrisme » et au cas de Lionel Jospin, les militants ouvriers se doivent de souligner avant tout qu'il restera comme une figure du mouvement ouvrier français, auquel il est resté fidèle jusqu'à la fin, quand tant d'autres étaient passés avec armes et bagages dans le camp du patronat et de ses gouvernements.

Mais surtout, il restera dans l'histoire du marxisme révolutionnaire comme un dirigeant trotskyste important des années 1950-1970, à un moment où la résistance des courants et militants trotskystes à la pression idéologique et à la violence physique du stalinisme exigeait un courage admirable. Pierre Lambert fit partie de ceux qui eurent un tel courage, dénonçant et combattant non seulement l'État bourgeois et l'impérialisme, mais aussi les stalinien quand ceux-ci, après avoir trahi tous les processus révolutionnaires de la fin des années 1920 au début des années 1950 (en URSS et dans bien des pays), se livraient désormais à la « coexistence

pacifique » avec l'impérialisme, à une dictature anti-ouvrière sanglante dans les États qu'ils dirigeaient et au réformisme pacifiste le plus plat dans les autres.

En outre, Pierre Lambert fut l'un des acteurs constants (quoique non l'initiateur) du combat international contre le révisionnisme pabliste, cette adaptation idéologique et stratégique au stalinisme et au nationalisme bourgeois dans les pays dominés, qui fit exploser la IVe Internationale dans les années 1950 et qui, de faute en faute, de révision en révision, a conduit à une crise permanente du mouvement « trotskyste » international. En particulier, Pierre Lambert joua un rôle moteur dans plusieurs tentatives de regroupements se réclamant du trotskysme anti-pabliste (quoi qu'on en pense par ailleurs), d'abord avec le Comité international que dirigeait le SWP américain, puis avec la seule SLL anglaise, ensuite avec le POR bolivien et le PO argentin et, très brièvement, avec le courant moréniste qui venait de rompre avec le « Secrétariat Unifié »...

Enfin, du début des années 1950 à la fin des années 1970, Pierre Lambert dirigea la construction progressive d'une organisation, l'OCI, qui a compté jusqu'à 5 000 militants et dont l'activité a contribué à une certaine continuité du trotskysme en France.

C'est pour toutes ces raisons que **les trotskystes de principe se doivent de saluer la mémoire de Pierre**

Lambert et de s'intéresser à son itinéraire.

Pourtant, dès le début de son activité comme dirigeant trotskyste, bien des choix stratégiques et tactiques importants de Pierre Lambert relevaient déjà d'un sectarisme terrible, d'un opportunisme tendant à l'adaptation et, sur certains plans, du révisionnisme. Parmi ces choix contraires au programme de la IVe Internationale, il y a notamment :

- l'absence de formation théorique sérieuse, notamment en économie, concentrée dans le dogme anti-marxiste d'un non-développement permanent des forces productives sous le capitalisme ;

- la théorie anti-marxiste du « peuple-classe » défendue dans les années 1950 pour l'Algérie et justifiant un soutien opportuniste au PPA de Messali Hadj (faute politique reconnue ensuite par Pierre Lambert, mais en fait jamais réellement abandonnée, comme le prouve la dérive toujours plus révisionniste et collaboratrice du PT algérien actuel) ;

- l'accord contraire aux principes avec certains réformistes, notamment dans FO, allant jusqu'au vote, à partir de 1969, des rapports confédéraux qui concentraient la politique de collaboration de classe de cette organisation ;

- l'opportunisme à l'égard du PS dans les années 1970 sous prétexte d'un « front unique ouvrier » transformé de tactique en stratégie,

allant jusqu'aux appels à voter Mitterrand dès le premier tour en 1974 et 1981, à l'accord au sommet avec le PS pour la direction de l'UNEF et à l'entrisme de plusieurs centaines de militants de l'OCI au PS sous le prétexte illusoire de gagner des pans entiers de ce parti réformiste (au prix d'un gaspillage considérable d'énergie et finalement de ces militants révolutionnaires eux-mêmes, jamais revenus au bercail pour la plupart) ;

- le régime intérieur ultra-autoritaire de l'OCI, étouffant largement la vie démocratique et provoquant des exclusions multiples, accompagnées parfois des pires calomnies, comme lors de celle de Varga ;

- la constitution, accélérée vers la fin des années 1970, d'un micro-appareil de permanents sélectionnés à la sortie de l'université pour leur sens de l'organisation plutôt que pour leurs capacités théorico-politiques, n'ayant pour beaucoup presque jamais travaillé, mais rapidement rodés aux méthodes bureaucratiques ;

- l'incapacité, par sectarisme, à proposer une politique efficace à l'égard des organisations révisionnistes se réclamant de la IVE Internationale, à commencer par celles du SU, notamment après 1963 ; cela a conduit les principales tentatives de regroupements internationaux auxquels participait l'OCI et que, bien souvent, elle impulsait, à des échecs retentissants (scission avec la SLL, exclusion du PO argentin, scission avec le POR bolivien, rupture rapide avec le courant moréniste, etc.), s'accompagnant à chaque fois de calomnies honteuses, d'un surcroît de sectarisme et d'une prétention croissante à être le seul courant trotskyste authentique.

Or c'est avec ce cocktail fatal que, d'erreurs théoriques en analyses superficielles, de calculs d'intérêts politiques à court terme en manœuvres d'appareil, de fautes en échecs, Pierre Lambert et l'organisation qu'il dirigeait ont progressivement sombré dans la sclérose politico-organisationnelle et le révisionnisme complet du trotskysme. Le seuil qualitatif a sans doute été franchi au début des années 1980, sous la pression de l'offensive mondiale du capital et singulièrement, en France, de la gauche au pouvoir. Les années 1980, en effet, sont celles non

seulement de plusieurs crises internes successives particulièrement graves, entraînant une restructuration générale de la direction au profit de jeunes apparatchiks, mais surtout de l'abandon du programme de la IVE Internationale comme axe d'intervention dans la lutte de classe, avec la « ligne de la démocratie » (jusqu'à l'actuelle défense pure et simple de la « République » et de la « nation », c'est-à-dire de l'État français !) et l'intégration toujours plus poussée dans l'appareil de FO (et, depuis une dizaine d'années, de la CGT).

Ce saut qualitatif dans la dégénérescence politique s'est également vérifié dans l'orientation internationale : en 1993, le courant lambertiste, pourtant très affaibli, n'a pas hésité à s'auto-proclamer, seul contre tous, LA « IVE Internationale » reconstruite ! C'était en réalité la manifestation ultime du renoncement pur et simple à tout travail sérieux pour la reconstruire. De fait, depuis la fin des années 1980, ce courant s'est borné — en conformité avec l'évolution de sa ligne politique française — à réunir périodiquement des conférences internationales avec des secteurs de gauche des appareils syndicaux, accouchant de déclarations qui, tout en prenant position de façon élémentaire pour la défense des acquis de la lutte de classe, ne posaient aucune des questions politiques fondamentales pour leur réelle défense, à commencer par le combat contre la bureaucratie syndicale réformiste qui partout accompagne, sous des formes variables, la destruction de ces acquis.

Ces dernières années, l'adaptation croissante aux appareils réformistes a notamment conduit le courant lambertiste à se prononcer pour le vote SPD en 1998, en 2002, et même en 2006, alors que le même SPD, sous la houlette de Schröder, venait de mener 8 ans de contre-réformes au service du patronat. De même, au Brésil, l'adaptation à l'appareil du PT et de la CUT a conduit à l'appel au vote Lula dès le premier tour en 2002, mais aussi en 2006, après que Lula eut réalisé quatre ans de réformes anti-ouvrières au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Une telle orientation a d'ailleurs provoqué des crises à répétition dans la section brésilienne (alors la plus grande section du courant lambertiste hors de France),

dont la *majorité* a finalement été exclue en 2006, en violation totale des statuts de l'« Internationale ».

Le Groupe CRI a un petit bout d'histoire commune avec Pierre Lambert et son organisation, puisque ses fondateurs ont été de jeunes militants de base du PT avant d'en être exclus bureaucratiquement en 2002. Or c'est Pierre Lambert lui-même qui, sans faire le moindre effort pour les convaincre, a tenu à diriger l'exclusion de ces camarades, coupables de désaccords théoriques et politiques, c'est-à-dire de lèse-majesté. Il avait notamment présenté au congrès du PT (sans la distribuer ou la lire !) la demande de tendance qu'ils avaient déposée, en enjoignant aux délégués de la rejeter. Puis il avait imposé sa présence, ses directives et même ses insultes personnalisées à l'une des réunions de la commission de contrôle du PT, dont il n'était pourtant pas membre, saisie par ces militants après leur exclusion...

Et pourtant, cette expérience, certes révélatrice des méthodes de Pierre Lambert et des siens (que tous les militants passés par cette organisation ont toujours dénoncées, quelle que soit l'utilisation de leurs témoignages par la presse bourgeoise), ne saurait empêcher les fondateurs et tous les autres militants du Groupe CRI de reconnaître ce qu'ils doivent, comme tant d'autres qui y sont passés, au courant lambertiste :

- À sa façon, malgré sa terrible faiblesse théorique, ce courant continue de diffuser, quoique surtout oralement et en fait de moins en moins, des rudiments du programme marxiste et trotskyste, notamment sur le plan de l'analyse du stalinisme et des grands événements historiques de la lutte de classe au XXe siècle : cela permet au moins aux militants de se familiariser avec quelques idées révolutionnaires ;

- À sa façon, malgré ses inadmissibles méthodes d'appareil, le courant lambertiste continue de former et de diriger — avec un sens particulier de l'organisation — des militants syndicaux qui défendent les travailleurs sur les lieux de travail, dénoncent le patronat et la politique des gouvernements de droite comme de gauche, refusent certains aspects particulièrement saillants de la collaboration de classe mise en œuvre par les directions syndicales, etc. ;

- À sa façon, malgré sa scandaleuse orientation de plus en plus réformiste et « républicaine », frisant parfois le chauvinisme, le courant lambertiste continue de fournir aux militants ouvriers, aux travailleurs et aux jeunes, des analyses immédiates et quelques propositions utiles pour leur lutte de classe, comme par exemple la

dénonciation claire de l'accord réactionnaire du 11 janvier sur le contrat de travail dans le numéro d'*Informations ouvrières* du 17... où il manque cependant (un détail !) la dénonciation de FO qui l'a signé !

C'est pourquoi le meilleur hommage à Pierre Lambert est d'étudier maintenant sa vie comme

il l'a menée d'un bout à l'autre, en militant ouvrier, de poursuivre le combat trotskyste dont il a été un acteur historique et de tirer les leçons politiques des fautes qu'il a commises.

Groupe CRI

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (56 pages)

ANALYSES ET PROPOSITIONS CRI

- **Éditorial : Après la défaite des luttes de l'automne, l'heure est au bilan, à la clarification politique et au regroupement** de l'avant-garde pour préparer la prochaine phase de luttes (p. 3)
- **Le plan d'ensemble du Medef et de Sarkozy** contre les principaux acquis des travailleurs (p. 5)
- **Réforme de la licence** : le gouvernement veut poursuivre la soumission des universités au patronat (p. 10)
- **Bilan et perspectives du mouvement étudiant contre la loi LRU** (loi Pécresse) (p. 12)

SYNDICALISME DE CLASSE

- **Résolutions du deuxième Forum du syndicalisme de classe et de masse** (bilan des luttes et perspectives) (p. 17)
- **La CGT doit sortir du piège des négociations !** Lettre de sections CGT de la RATP aux directions de la CGT (p. 19)
- **Lettre du syndicat CGT de Peugeot (PSA)-Mulhouse à Bernard Thibault**, secrétaire général de la CGT (p. 20)
- **Si nous ne voulons pas perdre tous nos acquis, il faut stopper Sarkozy !** Tract de l'USTM-CGT du Jura (p. 21)
- **Remarques sur le congrès de l'UD CGT 06** (Alpes-Maritimes). Contribution d'un délégué (p. 22)

DÉBAT POLITIQUE

- **Congrès de Lutte ouvrière** : aggravation du virage à droite et du repli sectaire (p. 23)

LEUR SOCIÉTÉ

- **Course au profit, « nouveau management » et mise en danger des salariés** : la souffrance au travail aujourd'hui (p. 29)
- **Document : le Bulletin *Résistons ensemble* contre les violences policières** (n° 60, janvier 2007) (p. 34)

PALESTINE

- **Il n'y aura pas de paix tant que subsistera l'État colonial et raciste d'Israël**, créature des impérialistes ! (p. 36)
- **Campagne Palestine 1948-2008 — 60 ans de résistance contre Israël**. Jusqu'au retour de tous les réfugiés (p. 37)

VENEZUELA

- **Après la défaite de Chavez au référendum**, il est urgent de construire un parti des travailleurs indépendant (p. 38)

ARGENTINE

- **Lettre ouverte du Parti des travailleurs pour le socialisme (PTS-FTQI) à la gauche ouvrière et socialiste** (p. 41)

NÉPAL

- **La révolte populaire est canalisée par ses dirigeants maoïstes** dans le cadre de la « démocratie » bourgeoise (p. 47)

HISTOIRE

- **Les mineurs anglais : ascension et déclin d'une avant-garde** vaincue par la bourgeoisie (p. 50)
- **Pierre Lambert (1920-2008)**, ancien dirigeant trotskyste historique (p. 55)